l'unité

N° 175 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 17 au 23 octobre 1975

Portugal : Esc. 37,50

Châtellerault

LA BATAILLE D'EDITH

Faute d'avoir correctement analysé la portée de la campagne menée par la candidate socialiste Edith Cresson dans la circonscription de Châtellerault-Loudun — « France-Soir » et « le Journal du Dimanche » affirmaient encore à quelques heures du scrutin, que celui-ci mettait aux prises le ministre Pierre Abelin et le candidat du Parti communiste — la plupart des journaux ont « découvert » à l'annonce des résultats du premier tour que la progression du P.s. était une réalité désormais peu discutable.

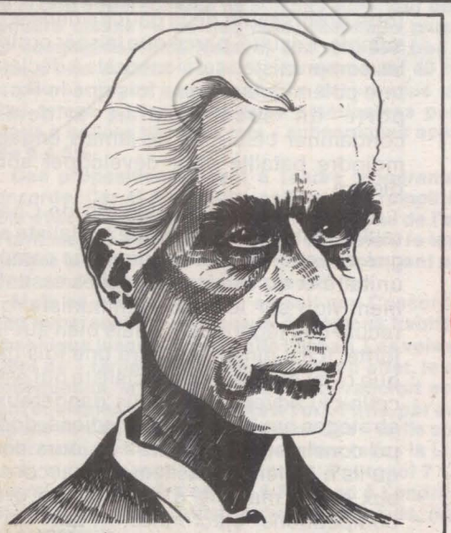
Ce qui ne veut pas dire qu'ils aient tous tiré les véritables enseignements de cette élection qui reflète pourtant, plus sûrement que les innombrables sondages dont on nous abreuve chaque semaine, l'état de l'opinion tant à l'égard du Pouvoir qu'à l'égard de la gauche.

Le premier de ces enseignements, qui confirme un ensemble d'indications précédentes, est le recul sensible de ce qu'il est convenu d'appeler la majorité présidentielle. Certes, Pierre Abelin a été longtemps un opposant farouche à ce que ses amis et



lui-même appelaient « l'Etat-U.d.r. ». Mais, avec Jean Lecanuet, il s'est rallié à Giscard d'Estaing et il est, depuis, l'un des fleurons de cette majorité nouvelle au sein de laquelle les « réformateurs » se trouvent alliés aux gaullistes et aux giscardiens. En ajoutant ses voix de 1973 à celles de son adversaire U.d.r. d'alors, Abelin aurait dû être élu largement au premier tour avec 60 % des suffrages. Il en a obtenu 49,5 % et perdu, en chiffres absolus, plus de 8 000 voix. C'est un recul sévère que n'expliquent ni la température peu clémente ni la présence du candidat « jobertiste », qui n'a pas réussi la percée qu'il espérait. Or c'est là un second enseignement : Michel Jobert et son Mouvement des démocrates ne constituent pas véritablement une structure d'accueil pour les anciens gaullistes. Une partie de ceux-ci est restée dans la majorité, quel

(suite page 2)



Alvaro Cunhal (P.c.p.)

LA SUITE DE NOTRE GRANDE ENQUETE

SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU



Mario Soares (P.s.p.)

Bibliothèque Jean Jaurès

Sommaire

3 AUTOMOBILE : UN PRODUIT DE LUXE, PAR GUY PERRIMOND
CONCORDE : UN PRODUIT DE SUPER-LUXE
PORNOGRAPHIE : HISTOIRE D'AU, PAR SERGE RICHARD

5 ENTRETIEN
RENE BUHL (C.G.T.) : « IL EST NORMAL QUE LE P.S. ET LE P.C. DEVELOPPENT LEUR ACTIVITE DANS LES ENTREPRISES »

8 URBANISME : PAS DE VILLE A LA CAMPAGNE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

9 LOI FONCIERE : LES ACCESSOIRES DE GISCARD, PAR HUBERT DUBEDOUT

10 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

11 CHOMAGE, DEPARTEMENT PAR DEPARTEMENT : DEUX-SEVRES, SURTOUT LES JEUNES

13 PROPOSER ET AGIR, PAR MICHEL ROCARD

14 SUEDE : LE CONGRES DE LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE, PAR ROGER FAJARDIE

15 CHANGER LA VIE POLITIQUE

16 AU SUD, DU NOUVEAU
CETTE SEMAINE :
MARIO SOARES : « JE NE VOIS PAS D'ISSUE A NOTRE REVOLUTION HORS DE LA COLLABORATION ENTRE P.S. ET P.C. »
ALVARO CUNHAL : « NOUS NE VOULONS PAS FAIRE PAYER AU PEUPLE LE PRIX D'UN ACCORD AVEC LE P.S. »

22 CRIMINALITE : LE TEMPS DES AMATEURS, PAR JEAN-LOUP REVERIER

23 DETENTION PROVISOIRE ET ORDRE PUBLIC

24 REALITES CULTURELLES EN U.R.S.S. : LA CAGE DOREE (OU LA PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG), PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

26 LA SURFACE ET LE RESTE, PAR GUY PERRIMOND

28 LITTERATURE : LES ENFANTS DE MARQUEZ, PAR GEORGES FRAMERIES

29 A LIRE CET AUTOMNE, PAR CLAUDE MANCERON

32 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 6), Barrigue (pages 1, 17, 25, 29), Coureuil (pages 3, 5), Pascal Lebrun (pages 1, 6, 8, 15), Chantal Montellier (pages 22, 23), Sipa (pages 6, 24), Solo (page 31).

→

que soit son représentant. Une autre partie — et c'est, en sens inverse, le cas d'électeurs centristes qui n'ont pas apprécié le ralliement des « réformateurs » — préfère se diriger vers l'opposition et plus particulièrement vers le Parti socialiste.

Et c'est le troisième enseignement : l'élection de Châtellerault souligne de façon spectaculaire la progression du Parti socialiste qui s'est constamment affirmée depuis un an. Pourtant, dans cette consultation, les conditions, au départ, semblaient peu favorables pour le P.s. : il s'agissait d'une circonscription tenue depuis vingt ans par un homme qui est aujourd'hui ministre, le Parti socialiste en avait été longtemps absent et son implantation y demeurait faible par rapport notamment à celle du Parti communiste ; il y « parachutait » un candidat venu de Paris et, qui plus est, ce candidat était une candidate — ce qui, aux yeux de certains, apparaissait comme un handicap supplémentaire. Tout cela donne encore plus de relief au résultat obtenu par Edith Cresson, après une remarquable campagne que les principaux dirigeants du P.s. sont venus soutenir jour après jour. Pour la première fois dans cette circonscription, c'est un adversaire socialiste qu'Abelin doit affronter au second tour, ce qui modifie sensiblement — chacun l'a compris — les données politiques de la circonscription et laisse la compétition extrêmement ouverte jusqu'au dernier moment. Le fait que la majorité — sur intervention personnelle de Giscard d'Estaing — envoie sur place ses hommes forts, Chirac, Poniatowki, Bord, Dominati, etc. suffit à montrer qu'en dépit des chiffres du premier tour, on considère aussi de ce côté que rien n'est joué.

A toutes ces observations, il convient d'en ajouter une autre qui n'est pas moins importante. Dès l'annonce des résultats du premier tour, certains commentateurs ont avancé l'idée que ce succès socialiste allait relancer la polémique au sein de la gauche, le P.c.f. n'appréciant pas d'être ainsi devancé. Rien ne permet de retenir cette thèse. D'abord, parce que le candidat communiste Paul Fromonteil a appliqué très loyalement et sans hésitation la règle du désistement en appelant dès lundi à voter pour Edith Cresson, devenue la candidate d'union de la gauche et des forces démocratiques, et que le Bureau politique du P.c.f. et Georges Marchais lui-même ont commenté sans la moindre mauvaise humeur une élection dont ils ont justement souligné qu'elle marque une forte progression de la gauche dans son ensemble. Ensuite, parce que laisser croire que les communistes seraient prêts à déclencher une polémique chaque fois que le P.s. remporte un succès serait évidemment condamner celui-ci à ne jamais engager la moindre bataille pour développer son audience.

L'important, dans l'élection de Châtellerault, c'est que la candidate socialiste ait gagné des suffrages en menant une campagne unitaire et qu'elle les ait gagnés essentiellement non sur le Parti communiste, qui ne recule que légèrement, mais bien sur la majorité. Il est ainsi démontré une fois de plus que c'est bien le Parti socialiste qui est pour celle-ci l'adversaire le plus dangereux. Les stratèges gaullistes et giscardiens, dont on a pu constater par ailleurs ces jours derniers qu'ils n'étaient pas tellement d'accord entre eux sur la manière d'affronter les grandes compétitions électorales, n'ont certainement pas fini de méditer cet enseignement là.

CLAUDE ESTIER

Fondation Jean-Jaurès

UN OBJET DE LUXE

Il n'a manqué que les trompettes d'Aïda pour clore le 62e Salon de l'automobile. Jamais autant de visiteurs ne sont venus se frotter aux dernières nées de l'industrie. Plus de 900 000 personnes, des carnets de commandes « débordants », des appréciations flatteuses sur la « technologie » française. Les représentants des pouvoirs publics et des constructeurs se sont mutuellement félicités: ce Salon était celui de la reprise.

Lundi, les constructeurs avaient déjà retrouvé leur calme. Voulant éviter « tout optimisme hâtif », ils ne parlaient plus que de confiance retrouvée, annonçant une légère reprise pour le printemps prochain. La mesure était retrouvée. Pourtant, une question demeure : pourquoi tout ce battage, toutes ces déclarations, toute cette mise en scène ?

Pour faire des économies, il faut être riche. En octobre 1974, vous souhaitiez peut-être changer de voiture. L'usure de la vôtre commençait à vous donner de sérieuses inquiétudes. Votre choix était fait : une R 5 TL. Elle coûtait 13 760 F. C'était déjà cher. Les restrictions de crédit, la hausse de l'essence, les incertitudes du marché du travail ont fait le reste. Vous avez décidé d'attendre et, qui sait, d'économiser ! Votre patron, lui, ne s'est pas privé. La nouvelle Citroën CX 2 000 le tentait. Elle coûtait 26 850 F. Il a pensé que cela valait la peine ! Et il a acheté.

Il a eu « raison ». Car la semaine dernière, au Salon, il a vu le nouveau prix de la CX 2 000 : 31 960 F. Soit 19 % d'augmentation ! Un rien.

De votre côté, vous avez connu les ennuis mécaniques, la crainte de voir votre vieux modèle vous lâcher. Apprenant que le crédit était de nouveau « relâché » vous vous êtes précipité au Salon. Le prix de votre R 5 TL vous a laissé rêveur : 18 000 F, soit une augmentation de 31 %. Une paille. Et la R 5 n'est pas un cas particulier. Pour le prix d'une Peugeot 504 L, vous ne pouvez vous acheter cette année qu'une 104 coupé. En 18 mois, les constructeurs ont augmenté, en moyenne de 33 % leurs tarifs. On comprend

→

Concorde : un objet de super luxe

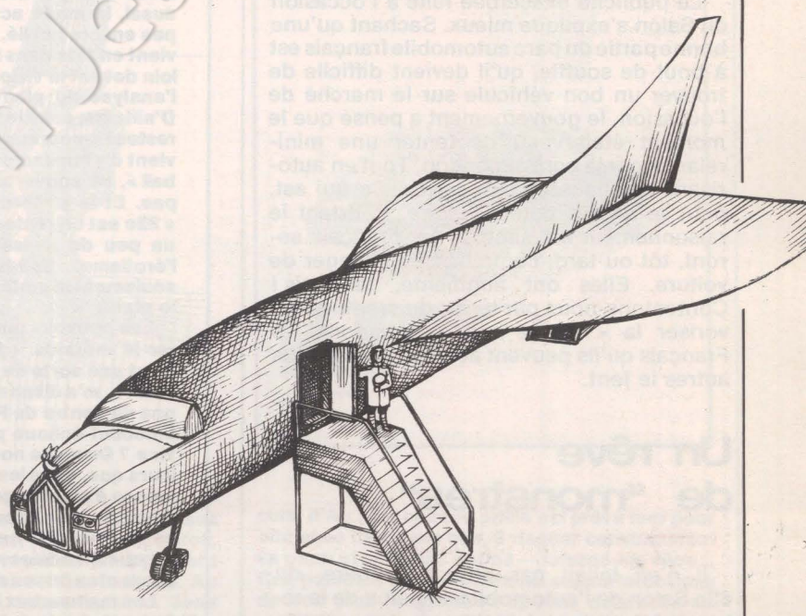
Le 21 janvier prochain, Concorde volera en commercial sur Paris-Rio. A bord, des hommes d'affaires et quelques privilégiés qui pourront, seuls, utiliser ce service. La barrière des tarifs étant là pour trier le vain peuple de l'élite.

Les tarifs aériens sont fixés d'un commun accord par les compagnies après des débats au sein d'une assemblée internationale, l'International Air Transport Association (Iata). Et, depuis le 7 octobre, une conférence a lieu à Nice pour fixer les nouveaux tarifs sur l'Atlantique Nord et Sud et ceux de Concorde sur ces trajets. Cinq jours plus tard, la « confrontation » n'était pas terminée. C'est que l'enjeu est de taille.

Les Français et les Anglais, cofabricants de l'avion Concorde, proposent que le tarif supersonique ne soit pas supérieur de 10 % au tarif de l'actuelle première classe — ce qui, déjà, élimine la plus grande partie du public. Les compagnies américaines, aux réflexes très protectionnistes, parlent, elles, d'une surtaxe de 30 %, ou même de 40 % ! Pour l'Extrême-Orient, ces pourcentages pourraient être encore plus élevés. On peut rappeler qu'au temps où les techniques américaines permirent de remplacer les avions à hélices par les « jets » subsoniques actuels, cette surtaxe fut évaluée à 4,5%.

Ces propositions visent à rendre inopérants les services offerts par Concorde. Car si Air-France estime que, rempli à 70 %, Concorde est rentable avec un tarif de 20 % supérieur à celui de l'actuelle première classe, à un tarif majoré de 30 ou 40 % quel sera alors le taux de remplissage ? Ce qui explique la « décision » d'Air-France annonçant unilatéralement que le tarif serait celui de la 1ère classe plus 20 %.

Mais ce n'est pas tout ; on sait que Concorde ne pourra pas passer le bang supersonique au-dessus de régions habitées. Il devra donc voler en subsonique jusqu'au-dessus de l'océan. Les vols subsoniques actuels bénéficient de « tarifs contractés » (c'est, en effet, le décollage qui est cher). En conséquence, le trajet de New York-Francfort est tarifé de façon sensiblement équivalente à celui de New York-Paris, par exemple. Les Français et les Anglais demandent que ce système des « tarifs contractés » soit appliqué au supersonique. Certaines compagnies, telles la Lufthansa, Swissair, Alitalia, S.a.s., s'y opposent farouchement. Pourquoi ? Leurs passagers habituels pourraient alors faire escale à Paris ou à Londres pour utiliser les services d'Air-France ou de British Airways qui, seuls, ont commandé ferme l'avion supersonique.



Or, de cette dernière bataille de tarifs dépend non seulement l'équilibre futur du budget d'Air-France et de British Airways, déjà passablement tourmenté même sans Concorde, mais toute l'industrie aérospatiale française. Si le passage d'un bord à l'autre de l'Atlantique en supersonique est trop cher par rapport à celui sur un vol subsonique deux fois plus long, les futurs passagers éviteront d'utiliser ce service. Et les compagnies aériennes ne commanderont pas d'avions Concorde. En conséquence, la chaîne de production de Toulouse s'arrêtera de fonctionner après 17 appareils.

Au cas où une surtaxe supérieure à 18 ou 20% serait « décidée », Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux Transports, a fait savoir qu'il transformerait cette question tarifaire en « problème de gouvernement ». Ce serait donc la guerre avec l'Iata, cet Otan de l'aviation. On peut douter que le ministre applique sa menace de « sortir » de l'Iata, au moment où la question des droits d'atterrissage aux Etats-Unis, en particulier, n'est pas résolue ; au moment aussi où Marcel Dassault propose une coopération avec des constructeurs américains pour la fabrication de Mercure 200 et d'avions de combat ; au moment enfin où l'on parle de standardisation d'équipements pour l'Otan.

Le petit coup de cocorico de Cavaillé ne risque d'effrayer que lui-même. Mais il n'est pas fait pour rassurer les travailleurs de l'aérospatiale.

IRENE CLERMONT

UN OBJET DE LUXE

→

mieux la réticence, tout au long de l'année, des acheteurs. Et, en conséquence, la baisse de production.

Placé devant un ralentissement des ventes, les constructeurs avaient deux possibilités. Réduire les prix pour vendre plus de voitures ou les augmenter pour réaliser le même chiffre d'affaires avec des ventes réduites. Le choix s'est porté sur la deuxième solution : les constructeurs savent que la crise sera longue, qu'une campagne de baisse risquerait de porter un coup mortel à certains d'entre eux. Mais surtout, après des années de voitures à relativement bon marché, il devient nécessaire d'en revenir à la voiture chère : ce que l'on ne peut plus gagner sur les salaires vu la baisse de la productivité, il faudra désormais le gagner sur le consommateur.

La publicité exacerbée faite à l'occasion du Salon s'explique mieux. Sachant qu'une bonne partie du parc automobile français est à bout de souffle, qu'il devient difficile de trouver un bon véhicule sur le marché de l'occasion, le gouvernement a pensé que le moment était venu de tenter une minirelance par la consommation. Tout en autorisant des hausses excessives. Ce qui est, pour le moins, contradictoire. Pourtant le raisonnement est simple : les Français seront, tôt ou tard, contraints de changer de voiture. Elles ont augmenté, tant pis ! Contentons-nous par le jeu du crédit de favoriser la « reprise ». Et persuadons les Français qu'ils peuvent acheter, puisque les autres le font.

Un rêve de "monstres"

Il n'en fallait pas plus pour faire, du 62e Salon de l'automobile, le Salon de la relance. A longueur de colonnes, au cours de multiples émissions, on a expliqué aux Français « qu'ils n'étaient pas fâchés » avec la voiture. Comme si la baisse des immatriculations était due à un dégoût pour l'automobile !

Que cette dernière pose un problème, nul ne le niera. L'engorgement des villes, la pollution, les accidents sont des faits. Mais ce n'est pas pour cela que les Français ont boudé la voiture. C'est à cause de son prix d'achat, du coût de son entretien, de celui des assurances et de l'essence. En France, en 1975, le nombre de ceux qui choisissent, vraiment, le vélo contre l'auto est infime. Car la voiture est devenue pratiquement indispensable. Les autres, tous les autres n'achètent pas parce qu'ils ne le peuvent pas. Les limites de la « relance » annoncées sont claires : les revenus n'ont pas augmenté. Ce qui explique qu'une fois les portes fermées le succès du Salon se résume, pour les constructeurs, en une phrase: « Les Français ont toujours envie de voitures. » Sous-entendu : ils en ont besoin.

A vrai dire cela ne devrait étonner personne. Le seul problème est de les contraindre à dépenser plus pour leur voiture, c'est-à-dire de moins dépenser ailleurs, a dépenser une plus grande partie de leur budget pour les produits industriels, au détriment d'autres consommations. Pour cela il faudra du temps, mais tous les espoirs sont permis. Au lieu de 7 % de croissance annuelle, on ne fera que 3 ou 4 %. Tant pis. Les constructeurs ont simplement demandé au gouvernement de les aider à passer le cap difficile. Tout d'abord, par des aides directes — Citroën est au courant — puis par le biais du crédit. Enfin, en orchestrant et en participant à une campagne publicitaire.

Pour le Pouvoir, le « Salon de la relance » relevait essentiellement de la « psychologie ». C'était le début du « bout du tunnel ». Alors que l'indice de la production industrielle vient de baisser de 2 points supplémentaires, que le nombre « officiel » des chômeurs a encore augmenté et que l'indice des prix s'annonce mauvais, il était bon de répéter que la relance était là,

Pornographie

Halte à la pornographie ! Le président de la République a eu raison d'y insister. Nous n'avions pas voulu nous mêler au concert de réprobation qui a soulevé la nation et réduit à leur juste proportion les péripéties du chômage, des assassinats franquistes, de la flambée des prix, du procès du meurtrier de Diab, de la condamnation à la guillotine d'un être jugé à 17 ans « irrécupérable », etc. Mais, cette fois, la coupe des vices est pleine : cyniquement, des organisateurs viennent de tenir, à la Porte de Versailles, un Salon d'une des formes les plus envahissantes de la pornographie, auprès duquel la Sexposition de Copenhague il y a quelques années fait pâle figure. Là, pendant onze jours, les Français ont pu impunément se livrer — en voyeurs et, éventuellement, en consommateurs — à leur vice favori.

Evidemment, ces corrupteurs jouent sur le velours : leur commerce est, paraît-il, un élément important du progrès économique de notre pays — tout comme un certain cinéma dans la balance des paiements danoise. En leur faveur aussi, la mode actuelle : d'après un sondage, pas encore publié, cette forme de pornographie vient en tête dans les préférences des Français, loin devant la vision d'« Emmanuelle », le tiercé, l'analyse du plan Fourcade et « Système 2 ». D'ailleurs, sous le titre évocateur « Les Français restent amoureux », un hebdomadaire du lundi vient d'y consacrer, juste après « O » et « Rollerball », sa couverture : un signe qui ne trompe pas. Et le philosophe Henri Lefebvre insiste : « Elle est un reste d'aventure dans la quotidien, un peu de jouissance sensible, un alibi pour l'érotisme... Son image publicitaire double non seulement la matérialité de l'objet, mais le désir, le plaisir ».

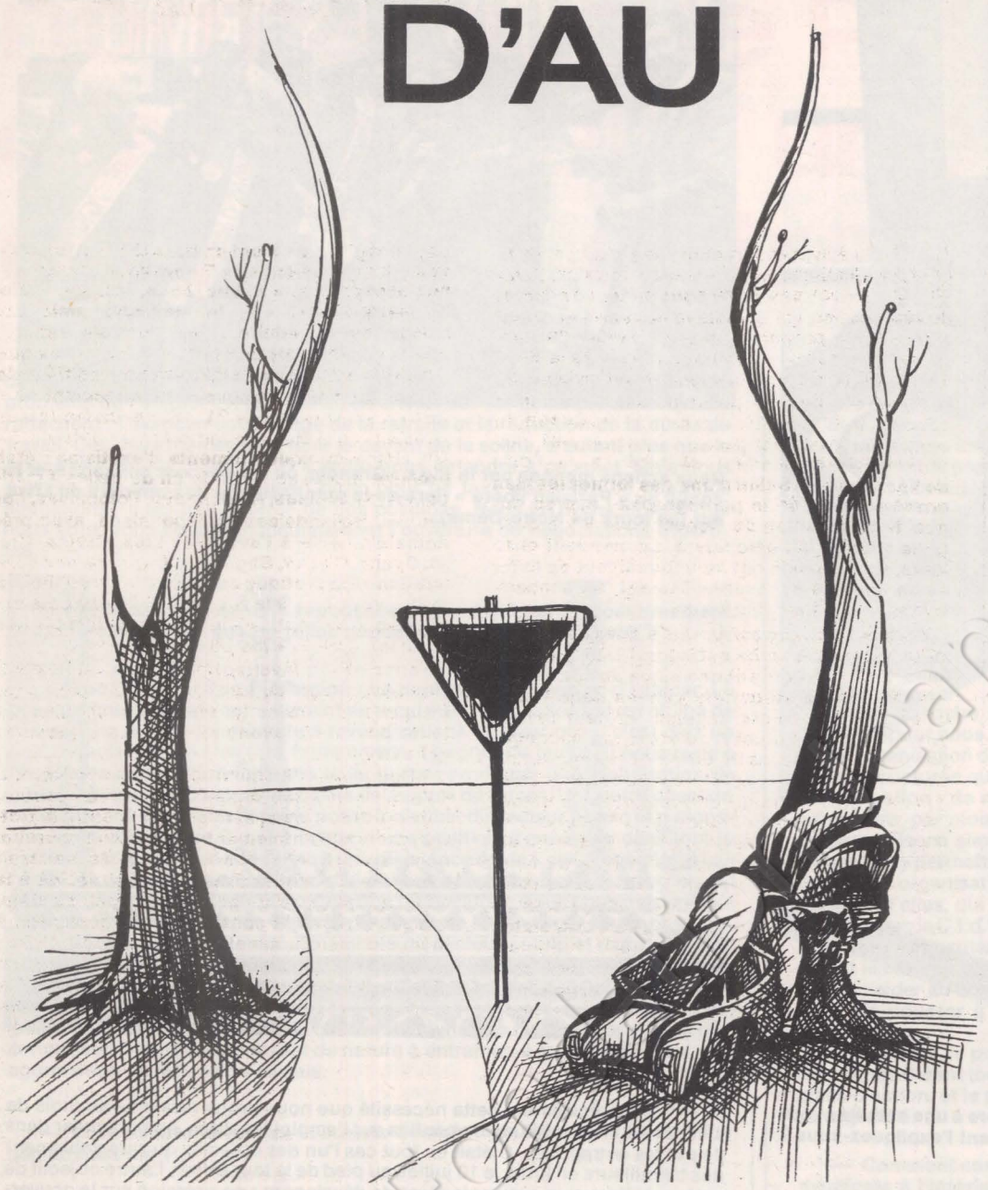
Les pouvoirs publics, du coup, laissent carburer le mérinos. « Bof ! La Porte de Versailles, c'est une sorte de « quartier réservé », vous savez... », m'a dit un responsable. Soit, mais à deux pas du centre de Paris. Imaginez qu'un touriste innocent échoue par hasard dans cet enfer du vice ? Ou un de nos enfants ? On m'assure d'ailleurs que, dans les cours de récréation, on commence à s'échanger sous le manteau des reproductions en couleurs naturelles (« Les 100 plus beaux châssis »), quand ce n'est pas du matériel en relief (modèles réduits) obtenu auprès de très suspectes firmes de vente par correspondance.

Les malheureux bambins, de toute façon, sont à chaque instant en butte à de bien traumatisantes publicités. Dans le métro, dans les publications spécialisées ou non, à la télévision, partout. Quelques exemples (ces citations sont authentiques), avec l'illustration qu'hélas on peut imaginer : « X est en beauté », « X, un nouveau tempérament », « Faites-vous plaisir, venez essayer X », « X, fine, belle, féline », « Mini X, maxiplaisir », « X, la meilleure amie qui puisse vous séduire... les derniers raffinements », « Elle sait tout faire », « Pour ceux que les bonnes reprises ne laissent pas indifférents et qui savent s'émouvoir en négociant une courbe », « Que choisir ? La plus soumise, la plus familiale, ou la plus excitante, la plus ardente ? » On ajoute quelques piments d'exotisme : était promise la présence au Salon de belles Américaines, Suédoises, Allemandes, Polonaises, Italiennes, Hollandaises et Japonaises, avec prénoms avenants à l'avenant : Lola, Carina, Giulia, Dyane, Cherry, Bagheera. En prime, des sollicitations à la pratique en groupe (« Le bonheur à trois... avec X »), à la zoophilie (« X, une bête qui fait ce qu'elle veut... ») ou au masochisme (« Les X, on les appelle « les Dures »... »).

Tout cela est révoltant. Mais ce n'est pas fini. L'hebdomadaire du lundi mentionné plus haut s'apprête à publier la semaine prochaine un texte dont nous avons réussi à nous procurer cet extrait :

« Doucement, Au gémit lorsqu'ils s'arrêtèrent. Il l'avait emmenée dans la petite rue obscure, derrière l'immeuble, et la pressait contre le trottoir, presque brutalement. « Au, ô Au ! pourquoi es-tu si froide ? » fit-il alors qu'elle semblait s'étonner qu'il fût si dissimulé et si décidé à la fois. La fourrure blanche glissa un peu du siège lorsqu'il descendit contre elle et s'agenouilla à même le sol. Au savait ce qu'il voulait d'elle : qu'elle fût constamment à lui, surbaissée, en pleine combustion interne, telle qu'il l'avait prise la première fois. Mais rien n'y faisait, ni les disques les mieux choisis ni sa bobine d'excitation, ni les joints ou l'arbre à cames (la drogue, toujours la drogue...). Non, rien : Au demeurait compacte alors qu'il effleurait ses poussoirs, rejetait son cache-culbuteurs, palpait ses coussinets, caressait sa masselotte, arrivait enfin à son manchon d'accouplement... « Ah ! murmura-t-il comme dans un rêve. Une 2 + 2... » Au frémit : il avait déjà évoqué devant elle un convertisseur de couple. Et la suite viendrait, inéluctable : un jour il conduirait Au dans un Salon et la livrerait à la bande interlope de ses amis: le sournois Japonais Toyota, l'impassible sir Leyland, le Français au costume à chevrons, le dottore Giovanni, Lada le Slave, l'homme qu'on nommait le Lion, Saab le placide Scandinave et le mystérieux herr V.W. Mais, songeait Au, plus grande serait la soumission qu'elle montrerait, plus forte serait l'illusion de domination qu'il ressentirait ; et plus forte serait cette illusion de do-

HISTOIRE D'AU





mination, plus grande serait en fait sa soumission à Au »...

Où va nous mener cette escalade ? La mafia qui en tire profit — « Le porno est d'or, mais ce vice est platiné », ricanait un de ses exploiteurs — aurait même réussi à la faire cautionner au plus haut niveau. Et à attirer le président de la République dans un piège, en l'entraînant par surprise à l'exhibition de la Porte de Versailles. Mais bientôt sans doute vont se dresser les hommes dont on n'a pas oublié les courageuses campagnes contre le vice (alcoolisme, tierce, etc.) et qui vont sûrement récidiver en apprenant que l'Etat mijote un projet de loto national. Au nom du fisc, loto, l'auto, même combat. Jean Cau, le Pr Lejeune, Jean Dutourd, le Centre d'information civique et Michel Droit doivent être en train de repasser leur robe d'exorciste. Ces Croisés de la défense de l'Homme ne laisseront pas renvoyer aux calandres la lutte contre le culte d'Au : car chaque affilié est prêt à tuer pour elle et se tuer avec elle, à risquer constamment sa peau et celle des autres — laissez-les vivre... Ces paladins de la Famille ne supporteront pas de voir plus longtemps l'épouse délaissée au profit d'Au, le budget familial menacé jusqu'à ce qu'on rogne même sur la nourriture des enfants. Allons, tout n'est pas perdu...

SERGE RICHARD

puisque « les Français » achetaient des voitures.

De fait, un « boom » sur l'automobile aurait des répercussions sur l'économie française : ce secteur emploie 7 % des effectifs de l'industrie, assure 10 % des exportations, représente plus de 2 % de la production intérieure brute. Il consomme de l'acier, du textile, des matières plastiques.

Une vraie relance aurait donc des effets positifs. Seulement on ne la voit pas poindre : si les pourcentages d'augmentation de commandes annoncés lors de la clôture du Salon peuvent faire illusion, il n'empêche que, malgré l'étalement du crédit, en septembre, le « frémissement » n'a pas eu lieu. Sauf sur les gros modèles.

Le haut de gamme a séduit. Des clients se sont présentés. La 604 SL à 41 700 a connu un succès certain, tout comme la R 30. Ou, à l'opposé, la 2 CV « normalisée ». Ce qui montre que l'inégalité va croissant. Il y a ceux qui achètent « à temps », qui achètent cher. Leur nombre varie peu. Crise ou pas crise, près de 20 % des véhicules vendus sont des grosses cylindrées. Puis il y a les autres. Ceux qui n'achètent pas, font durer leur véhicule, ou ceux qui changent de gamme, glissant du haut vers le bas. Et les visiteurs du Salon, ceux qui ont rêvé devant « les monstres » puis ont commandé une petite cylindrée ou rien du tout, sont repartis plus frustrés. Au point d'économiser un peu plus pour, un jour, satisfaire leur rêve.

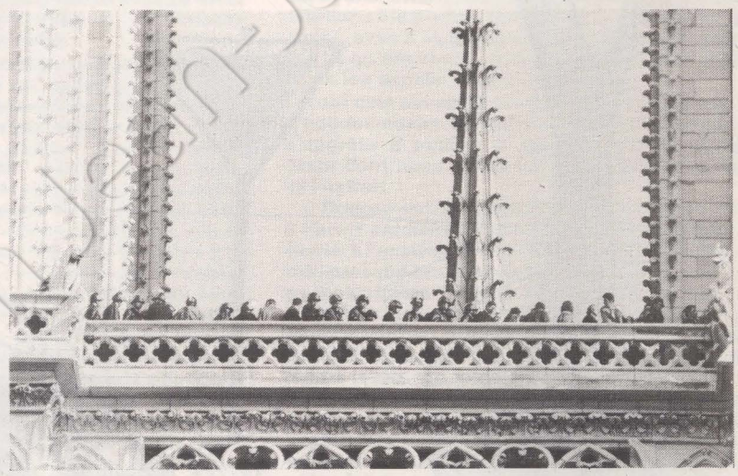
Mais en attendant la nouvelle vitesse de croisière, qui ne règlera aucun des problèmes de l'emploi, la reprise « technique » escomptée par les constructeurs ne modifiera pas fondamentalement la situation. Car ce n'est pas l'automobile qui va mal. Mais les Français.

GUY PERRIMOND





Deux actions menées par la C.g.t. : Grandin, où les ouvriers ont gagné, et le conflit du « Parisien libéré » (lors de la manifestation des ouvriers du Livre sur les tours de Notre-Dame)...



« L'UNITE » : On a assisté durant le mois de septembre à une activité syndicale inhabituelle en cette période de l'année. Comment l'expliquez-vous ? Comment analysez-vous cette rentrée sociale ?

RENE BUHL : Je ne suis même pas sûr qu'il faille utiliser ce terme de « rentrée sociale » : en effet, il n'y a pratiquement pas eu d'interruption des luttes syndicales durant les vacances. Ce phénomène était déjà sensible l'an passé, mais il s'est nettement accentué cette année. Evidemment, l'initiative que nous avons prise en juillet sur les problèmes d'emploi a largement contribué à ce que les conflits se multiplient pendant toute la durée des congés. Si bien qu'il n'y a pas eu, à proprement parler, de rentrée.

Nous avons aussi constaté que la reprise d'ensemble de l'activité syndicale s'est faite plus rapidement que d'habitude, puisque nous avons été conduits en août à prendre un certain nombre de dispositions. Et nous avons fait à nos camarades de la C.f.d.t. des propositions qui ont débouché, à la fin du mois, sur l'élaboration d'un véritable plan d'action. Ce qui est assez inhabituel à cette période, où tout est habituellement à l'état de sommeil. Là, ce n'était pas le cas. C'est la première fois que nous rencontrons la C.f.d.t. durant la seconde quinzaine d'août. C'est la première fois aussi que nous sommes conduits à prendre des décisions d'action aussi rapides. Il ne faut pas voir dans cela une volonté confédérale, mais l'effet d'une situation qui nous a amenés naturellement à prendre nos responsabilités.

D'ailleurs, la mobilisation a été immédiate et on avait rarement assisté à des actions d'aussi grande envergure en septembre. Ainsi, la journée du 23 septembre a été une grande journée (malgré la campagne de presse cherchant à en diminuer la portée) compte tenu du climat où elle se déroulait : très tôt, dans une période d'intense campagne du gouvernement, avec son plan de relance, et à un moment où les travailleurs ont de sérieuses inquiétudes sur l'emploi. Le succès de la journée du 4 octobre, consacrée à l'emploi des jeunes, est venu confirmer la réalité de la combativité.

— En organisant de telles manifestations, obéissiez-vous au souci de rassembler les travailleurs ?

— C'est précisément cette nécessité que nous avons ressentie au mois de juin, face à une multitude de conflits sur l'emploi localisés, en particulier dans de petites entreprises. C'était en tout cas l'un des objectifs du rassemblement des travailleurs en lutte, le 10 juillet, au pied de la tour Eiffel ; l'autre objectif de cette manifestation nationale étant de développer une pression sur le gouvernement et le patronat afin d'aboutir à la solution d'un certain nombre de conflits. Ce qui a été le cas.

Et les conversations que nous avons eues avec les travailleurs présents le 10 juillet à la tour Eiffel nous ont confirmé que cette initiative était la bienvenue : ils se sont sentis moins isolés, ils se sont aperçu que, la solidarité aidant, ils pourraient tenir durant les vacances ; ils ont été encouragés à poursuivre la lutte pour imposer leurs revendications.

De la même façon, l'élaboration d'un plan d'action coordonné prenant en charge l'ensemble des problèmes posés (pouvoir d'achat, emploi) nous a semblé indispensable pour le mois de septembre. Dans le cadre des problèmes d'emploi, nous avons accordé une attention particulière au problème de la jeunesse, de son droit au travail. Cette question nous avait beaucoup préoccupés lors de notre dernier congrès, et nous avions adopté à l'époque le principe d'une action de grande ampleur. De son côté, la C.f.d.t. a également ressenti cette nécessité et nous nous sommes engagés ensemble à organiser ce vaste rassemblement de la jeunesse, le 4 octobre. Une manifestation qui s'inscrit dans le cadre de la lutte d'ensemble sur le pouvoir d'achat et l'emploi, mais qui met en valeur la question extrêmement préoccupante de l'avenir des jeunes dans notre pays.

— Comment voyez-vous maintenant la poursuite de l'action ?

— Nous sommes en pleine période de développement de l'action revendicative sur les objectifs communs avec la C.f.d.t. : pouvoir d'achat, emploi, conditions de travail et libertés syndicales. Ces revendications demeurent au centre des préoccupations, mais, bien entendu, il y a aussi des objectifs spécifiques selon les entreprises.

L'emploi continuera à poser de sérieux problèmes, puisque ce fameux plan

Fondation Jean-Jaurès

René Buhl (C.g.t.) : « Il est normal que le P.s. et le P.c. développent une activité dans les entreprises »

dit de relance n'apporte pas de solution. Personne d'ailleurs n'y croit. Et le problème de l'emploi est en train de se cristalliser sur deux questions qui s'y rattachent : l'avancement de l'âge de la retraite et la réduction de la durée du travail. Ces deux thèmes vont tenir le devant de la scène, d'autant plus que le gouvernement s'y intéresse. Il a voulu nous entendre à ce sujet. Mais nous n'avons pas été chez Jacques Chirac pour lui faire connaître ce que nous souhaitons : il est très informé de nos positions. Nous lui avons signalé que nous entendons obtenir immédiatement l'ouverture de négociations tripartites.

— Cette solution semble repoussée aujourd'hui par le gouvernement. Croyez-vous encore que de telles négociations puissent s'ouvrir ?

— Tout dépendra de la pression que nous serons capables d'exercer. Le gouvernement semble actuellement en recul sur ces questions, il est obligé de reconnaître le bien-fondé de nos revendications et, pour nous, c'est déjà un point acquis. Mais il cherche, évidemment, à gagner du temps. Il nous reste à imposer la négociation telle que nous la concevons par une mobilisation de grande envergure. C'est un problème de rapport de forces. Une autre question va également être d'actualité : le pouvoir d'achat du secteur public et nationalisé. Nous allons, à la C.g.t., discuter d'une position d'ensemble dans tout le secteur, car nous nous attendons à une résistance égale à celle rencontrée l'an passé, où nous nous sommes heurtés à la volonté délibérée du gouvernement et des directions de limiter la progression des salaires. Nous nous préparons à une mobilisation de grande envergure, que nous essayerons, pour notre part, de coordonner à l'échelon de l'ensemble du secteur public et nationalisé, de manière à effectuer la pression maximale.

Donc, sur un fond de batailles syndicales dans les entreprises, nous aurons une mobilisation d'envergure nationale sur les problèmes qui relèvent de négociations générales. Et je crois que les difficultés de plus en plus graves que connaissent les travailleurs sont de nature à entraîner, à tous les niveaux, une aggravation de la tension sociale.

— Vous pensez donc que la crainte du chômage n'est plus aujourd'hui démobilisatrice ?

— Ce problème commence à être dépassé. Nous avons fait une constatation : le chômage s'accroît et la combativité se développe. C'est une réalité, dont l'explication est très simple. Tant que le chômage ne touche que quelques catégories, un nombre restreint de travailleurs, la plupart de ceux qui ne sont pas touchés dans leur emploi ont tendance à faire le gros dos, à ne pas trop exprimer d'exigences. Mais au fur et à mesure que le chômage augmente, quand il atteint le degré qu'il a aujourd'hui en France, tout le monde se sent menacé. Il n'y a plus personne dans les entreprises qui puisse se dire : je suis tranquille. Et là, un réflexe intervient : au lieu de se replier sur soi-même, on s'engage dans la bataille syndicale afin d'empêcher, par le rapport de forces, que cette menace ne se traduise dans les faits par de nouveaux licenciements. Le gouvernement et le patronat ont commis une erreur d'analyse en oubliant ce phénomène. Ils ne peuvent plus espérer des travailleurs une sorte d'attentisme et de résignation.

— Estimez-vous que le débat au sein de la gauche porte préjudice, ou risque de porter préjudice à l'unité d'action entre la C.g.t. et la C.f.d.t. ?

— Bien entendu, les débats politiques de toute cette période ne nous ont pas laissés indifférents. Les uns et les autres ont réagi selon leur personnalité, et nous avons été amenés à nous en entretenir. Non pour rechercher dans le cadre du débat politique une position commune, mais simplement pour examiner les conséquences que pouvait avoir cette discussion et, éventuellement, les entraves qu'elles pouvait créer au développement de l'action unie entre nos deux organisations. Je dois dire que, fort heureusement, ces débats n'ont pas eu d'autant d'incidences qu'on aurait pu le supposer. Ils n'ont pas tellement créé de problèmes sérieux.

Je ne veux pas dire que les rapports au niveau des entreprises n'aient pas connu quelques difficultés. Il y en a eu, mais jamais au point que les principes de l'unité d'action soient remis en cause.

Si le débat politique n'a pas facilité les choses et s'est traduit par des tensions dans les entreprises, cela n'a pas entraîné de rupture. Je crois que cela est dû en grande partie au fait que, tant à la C.g.t. qu'à la C.f.d.t., nous avons dit clairement dès le début que ces questions ne devaient pas entraîner de conséquences sur le développement de l'unité d'action. On peut continuer à débattre politiquement des perspectives à plus long terme, mais on ne doit jamais perdre de vue les exigences immédiates, c'est-à-dire la solution des revendications. Nous ne pouvions pas admettre que l'action syndicale soit remise en cause alors que les intérêts immédiats des travailleurs sont en jeu.

— Il n'y a pas longtemps, la C.f.d.t. a reproché à certaines organisations C.g.t. de vouloir être à l'initiative des luttes. Que répondez-vous ?

— Ce reproche nous est adressé de temps à autre et ce n'est pas un problème pour nous. Il est même naturel que la C.g.t. apparaisse plus en pointe dans l'organisation de l'action, ne serait-ce que parce qu'elle est plus puissante et plus structurée que la C.f.d.t. Nos partenaires doivent prendre leur parti de cette situation : de notre côté, nous ne prenons pas ombrage que la C.f.d.t. puisse être, par moments, à l'initiative de certaines idées.

Nous disons simplement que celui qui est à l'initiative doit prendre des dispositions permettant la réalisation de l'accord unitaire. Mais l'unité d'action entre deux organisations ne suppose pas la disparition des initiatives propres à chacune d'elles, qui sont l'expression de sa personnalité. A certaine époque, on disait que la C.f.d.t. était plus agissante que nous, et nous n'avons jamais pris la mouche pour autant. Au contraire, je trouve très bien que nous puissions, les uns et les autres, être à l'initiative : c'est une question d'émulation et cela ne peut qu'aider au développement de l'action. Mais il ne faut pas reprocher à la C.g.t. de pousser à l'action, après lui avoir fait grief auparavant de freiner l'action !

En tout cas, je précise que ce n'est pas un problème. Nous nous sommes rencontrés durant toute cette période, nous avons mis au point en commun nos plans d'action, et la petite polémique autour de cette question est absolument sans gravité.

— Comment concevez-vous la cohabitation des partis politiques et des syndicats à l'intérieur des entreprises ?

— Nous avons toujours eu une position extrêmement claire à ce sujet. Si la section syndicale doit avoir droit de cité dans l'entreprise — un droit que nous avons arraché en 1968 après une lutte de longue haleine — les partis politiques doivent aussi avoir le droit d'expression sur les lieux de travail, puisque c'est là que se posent les problèmes politiques de fond. Il est normal que les partis puissent s'organiser dans les entreprises pour y effectuer leur tâche d'organisation politique. Nous ne sommes donc absolument pas gênés par le fait que le Parti communiste, le Parti socialiste développent une activité au niveau des entreprises, cherchent à s'y implanter et à organiser les travailleurs.

Nous disons simplement qu'il ne doit pas y avoir confusion entre l'activité politique et l'activité syndicale. La définition des revendications et l'organisation de l'action relèvent de la responsabilité des syndicats.

Si cela est clair, s'il est bien entendu que les partis ont une activité autre que la défense des revendications, alors il y a place pour chacun en fonction de sa personnalité propre. Evidemment, les organisations politiques ne peuvent être indifférentes aux problèmes revendicatifs existant dans les entreprises. Elles ont d'ailleurs les moyens de les prendre en charge, ne serait-ce que sur le plan parlementaire. Mais les partis ont, à notre avis, un rôle bien plus large à jouer : ils ont à mener la bataille politique, ils doivent gagner des consciences aux objectifs qui sont les leurs. Voilà, nous semble-t-il, la véritable responsabilité politique au niveau de l'entreprise.

Et, si chacun demeure à sa place, les activités des organisations syndicales et des partis politiques sont complémentaires. Dans la mesure où l'indépendance syndicale est parfaitement respectée, nous n'avons aucune réserve à faire sur le développement de l'activité des partis de gauche dans l'entreprise.

Propos recueillis par MICHELE BACKMANN

PAS DE VILLE A LA CAMPAGNE

De notre envoyé spécial.

Prenez un passant au hasard et demandez-lui ce qu'est un Sdau. Immanquablement, il écarquillera les yeux et après une moue dubitative vous répondra : « Le quoi » ? Posez cette même question à Villevêque, près d'Angers, à un habitant ou un agriculteur, n'importe lequel. Il saura non seulement vous expliquer que le Sdau est le schéma directeur d'aménagement urbain, mais il pourra également préciser en quoi ce terme abstrait désigne un ensemble de projets très concrets dont dépend l'avenir d'une région sur 25 ans. Cette connaissance ne doit rien au hasard. Elle résulte d'une lutte longue et difficile.

Tout a commencé en 1971 avec la diffusion par l'Atelier d'urbanisme de la région d'Angers (Aura) de plans et schémas aussi divers qu'alléchants. Il s'agissait alors de préparer psychologiquement les différentes municipalités de la basse vallée du Loir à accepter une rapide extension, liée à une forte industrialisation, de la ville d'Angers, située quelques kilomètres plus au sud. Le conditionnement de la population des campagnes et des bourgs concernés par le Sdau ne fut pas davantage négligé. Logiquement, tout aurait dû « baigner dans l'huile». Les savantes analyses, les plans, les courbes, les expositions et les réunions préparés par l'Aura avec l'aide des différentes administrations et des organisations professionnelles agricoles — qui n'ont pas hésité à prêter leur fichier — tout cela devait logiquement emporter l'assentiment des intéressés. Qui aurait pu songer que des néophytes s'aviseraient de poser des questions, d'exiger des explications, pis : d'exprimer un désaccord ?

Le "poumon" asphyxié

C'est pourtant ce qui s'est produit. Si des maires et d'autres élus ont été sensibles aux promesses qui leur faisaient miroiter de belles retombées pour leurs communes et s'ils ont « mordu » au slogan « Le Sdau d'Angers, c'est vous », il s'est heureusement trouvé des agriculteurs pour ne pas gober n'importe quoi. Car sous ses trois variantes, très proches les unes des autres, derrière ses chiffres et un langage technocratique impressionnant, ce Sdau manquait furieusement de sérieux. Ainsi les plans et schémas présentés ne comportaient ni cotes ni légendes. Des zones agricoles y étaient coloriées en rouge tandis que des zones d'habitat dense figuraient en vert. Pour l'essentiel, le Sdau prévoyait l'extension d'Angers jusqu'aux bords du Loir, avec doublement de sa population (de 200 000 à 400 000 habitants) en 15 ans. Cela se traduisait par la création d'une ville nouvelle de 40 à 50 000 habitants sur le territoire de Villevêque, qui n'en compte actuellement que 1 700 . Une zone industrielle (Z.I.) de 200 hectares devait



La « petite Camargue » des bords du Loir.

être implantée au-dessus du Loir. Comme l'explique Michel Delavigne dans un mémoire qu'il a consacré au projet, la région ainsi visée « constitue une petite « Camargue » dont l'importance a été reconnue depuis plusieurs années par l'Inventaire international des richesses naturelles, qui la classe au 7e rang européen. En outre, le rôle de l'Agriculture dans l'entretien et la conservation de cet espace majeur demeurait totalement ignoré, non seulement des urbanistes, mais aussi des responsables des organisations professionnelles agricoles (syndicat et chambre d'agriculture) ; aussi, en face d'une telle situation où la participation des populations à l'élaboration des choix était très limitée, il s'est créé une Association pour la protection du site et de l'environnement de la basse vallée du Loir. La richesse naturelle de cette zone avait d'ailleurs fait l'objet d'une demande de classement dès 1970 par la commission départementale chargée d'établir l'inventaire des zones à protéger. En vain.

Pourquoi cette Association de protection ? Agé d'une soixantaine d'années, Pierre Delavigne, le père de Michel, est un agriculteur à l'intelligence vive et raffinée. Il fut un des premiers à saisir l'intérêt de la culture du maïs de semence pour sa région, parce que tout ce qui touche aux techniques et aux progrès de l'agriculture l'intéresse. Mais son esprit ouvert à bien d'autres sujets a su saisir la menace que présentait le Sdau, pour les agriculteurs menacés d'expropriation en particulier. « Seuls, explique-t-il, les agriculteurs ne pouvaient rien. On a vite compris qu'il fallait faire cause commune avec les résidents. D'où la création de l'Association, qui nous a permis de développer des relations entre les différentes catégories de la population. Ainsi s'explique que notre pétition contre le Sdau ait recueilli 500 signatures sur à peu près 520 propriétaires. Cela permet aussi de comprendre comment nos réunions ont pu attirer plus de 200 personnes dans une petite commune comme la nôtre. Il est clair que si nous n'avions défendu que notre bout de champ, la partie était perdue d'avance. Il faut bien voir que notre région, mondialement classée par les ornitologues, est aussi un poumon aux portes d'Angers ».

Comment a lutté l'association ? La présence de nombreux socialistes en son sein et le concours actif de scientifiques, de fonctionnaires départementaux et régionaux et d'urbanistes lui ont permis de relever les multiples incohérences du Sdau et de les dénoncer publiquement. Ainsi a-t-elle pu associer le plus de monde possible à son combat, qui fut un peu celui des citoyens face aux technocrates, des élus locaux face à l'administration et des syndiqués agricoles face à leurs organisations professionnelles. Un autre élément positif a tenu dans l'appui non négligeable apporté par « Ouest-France » à l'association.

Car c'est bien d'irresponsabilité dont ont fait preuve les « penseurs » du Sdau, comme le rapporte Jeanne Dumont, militante socialiste et membre très actif de l'association : « On nous donnait des précisions du style : le centre de secteur se trouve ici, à telle distance de l'embranchement d'autoroute... Mais, à côté de cela, on nous laissait entendre que les gens pourraient choisir leur type d'habitat. J'ai demandé à quatre reprises quelle densité avait été prévue, avant que quelqu'un se décide à en faire, pour la pre-

Loi foncière

LES ACCESSOIRES DE GISCARD

PAR HUBERT DUBEDOUT

Giscard a compris que pour conserver le principal, il convenait le plus souvent de changer l'accessoire ». Lisant en fin de semaine cette analyse de François Mitterrand dans « le Nouvel Observateur », je ne peux manquer de la rapprocher de ma question à M. Galley, formulée à la tribune de l'Assemblée le premier jour de la discussion.

« De quoi allons-nous débattre ? De l'essentiel, l'impôt foncier proposé par la Commission des lois ou de l'accessoire, la loi Galley ? »

Bien entendu, le gouvernement avait un mandat impératif ; ne faire voter que l'accessoire.

Giscard d'Estaing sait conserver : l'accessoire qui nous est proposé allie le bon et le moins bon. Nul ne saurait critiquer, si ce n'est sur certains points précis, les quelque soixante articles qui font la toilette du Code de l'urbanisme.

Le droit de préemption établi par ce projet en périmètre urbain serait l'outil essentiel d'une politique socialiste de l'urbanisme visant à acquérir au fil des ans les terrains nécessaires à la collectivité. Encore faut-il en maîtriser les prix, et disposer de ressources suffisantes pour l'exercer.

C'est là que le bât blesse. Le gouvernement veut étayer la réputation d'homme de changement de Giscard d'Estaing : il s'attaque alors au plus spectaculaire : les grandes tours, les fortes densités des grands centres. L'opinion est sensible à ces excès, voilà ce qu'il convient de lâcher. Et, pour donner à l'ensemble un minimum de cohérence, on affirme pouvoir tirer des ressources du combat ainsi engagé sur un terrain spectaculaire mais très limité, celui des centres-villes.

Le dispositif en est connu. On établit un plafond légal de densité, le « P.l.d. » désormais pour notre jargon d'urbanistes. Toute construction autorisée au-delà de ce plafond entraînera le versement d'une taxe équivalente au prix du terrain supplémentaire qui serait nécessaire pour ne pas dépasser ce plafond.

L'inconvénient de ce système est évident. Il aplatit la ville : c'est parfois bon, mais cela peut conduire à l'absurde. L'animation des centres s'est toujours produite autour de densités relativement élevées : dévitaliser la ville serait une erreur. Il faut, comme pour une sculpture, des points forts et des zones de douceur et de calme.

Mais surtout cette mesure n'aura que des effets financiers totalement insuffisants et très mal répartis.

Le Parti socialiste a approfondi ses recherches dans le cadre du programme commun et propose l'impôt foncier annuel sur la valeur vénale déclarative des biens. La crainte d'une déclaration trop basse qui s'appliquerait en cas de préemption, ou d'une déclaration trop élevée qui forcerait le niveau de l'impôt annuel peut en quelques années établir une photographie réaliste des prix, et afficher les plus-values.

Cet impôt devrait fournir des recettes suffisantes pour l'acquisition progressive des sols que les municipalités pourraient ensuite concéder sans être autorisées à les vendre. Des exonérations pour les terres agricoles et les bas revenus éviteraient de frapper ceux qui ne doivent pas l'être.

En commissions, nos thèses recevaient le renfort d'une partie de la majorité autour de MM. Fanton et Claudius-Petit et le rapport de la commission des Lois proposait un amendement établissant un impôt foncier : pas le nôtre sans doute, mais la direction choisie était la bonne.

Le débat s'ouvrit donc sur un terrain que le gouvernement n'avait pas choisi. Nous étions décidés à ce qu'il ne le quitte pas. La passion et la fougue de MM. Fanton et Claudius-Petit nous ont permis de nous exprimer avec sérénité, sans forcer l'argument, sûrs de nos convictions.

Voilà que sur les divers bancs de l'Assemblée des voix appelaient au changement ! Giscard d'Estaing était débordé et allait faillir à sa mission fondamentale qui est de conserver, et cela dans un domaine où les intérêts de son électorat sont sensibles !

Les pressions les plus fortes s'exerçaient sur les éléments ébranlés de la majorité, l'artillerie lourde se concentrait tantôt sur leurs leaders, tantôt sur les socialistes beaucoup plus pris à parti que les communistes. L'anathème mensonger de collectivisme, bien connu pendant l'élection présidentielle, se doublait de procès d'intention de « municipalisation spoliatrice », la presse de droite (hélas ! la plus nombreuse) entonnait le même hymne apeuré. Que de mensonges, que d'épouvantails brandis dès que les intérêts financiers de la classe possédante sont en cause !

Sur le projet du gouvernement, le débat s'engageait mal : le caractère « gadget » des mesures proposées apparaissait au grand jour dès la discussion du deuxième article et nous enferrait dans l'impasse. Nous étions dans le brouillard et la réserve de cet article a conclu la première semaine de travail.

La passion allait reprendre autour du vote des amendements sur l'impôt foncier. Bien sûr, la majorité a fini par enterrer le débat. Mais nous aurons terni la fausse image de changement de Giscard d'Estaing et apporté une contribution majeure à l'évolution des esprits :

— Il y a un an, la retraite à 60 ans était une rêverie d'irresponsables ; elle s'impose aujourd'hui. L'ampleur du débat sur l'impôt foncier doit conduire à un résultat semblable.

— Nous aurons réussi à politiser un débat sur l'urbanisme qui courait le risque de s'étouffer dans la technicité, matérialisée par sept kilos de rapports et amendements.

— Le sondage de la Sofres qui indique que 54 % des Français sont favorables à l'impôt foncier montre que Giscard d'Estaing dans ses litanies sur le changement, aperçoit au fond des yeux des Français de plus en plus de scepticisme.

mière fois, le calcul. Il est alors apparu que, selon les schémas, la densité variait de 10 000 à 16 000 habitants au km2, soit beaucoup plus que dans la banlieue de Naples, réputée pour sa surpopulation. Prétendre dans ces conditions que des pavillons seraient possibles dans cette zone, comme l'avaient fait certains responsables auparavant, constitue un véritable scandale. Nous avons donc compris qu'en analysant de très près le projet et en posant des questions précises, nous mettions en évidence ses incohérences et nous marquions des points. » Si l'application du Sdau condamnait sans espoir les agriculteurs de Villevêque, si elle aboutissait à un « pompage » démographique d'Angers sur tout le département du Maine-et-Loire, rien n'indique en revanche que l'industrialisation souhaitée « pour mieux concurrencer Nantes » aurait pu connaître un début de réalisation.

Une étude très sérieuse intitulée : « Pour une révision du Sdau d'Angers : critiques et propositions », a su mettre en pièces les hypothèses démographiques et les données économiques qui supportaient ce projet. Réalisé par le fils d'un agriculteur, urbaniste à Paris, ce document est certainement la pièce maîtresse du dossier : « Une hypothèse de population grossière, transformée par application d'un taux d'emploi standard en un volume de population active, elle-même convertie, par une norme d'emploi à l'hectare, en hectares de zone industrielle... toutes ces approximations successives méritent d'être également démystifiées. Issue d'un esprit de zonage aussi abusif qu'inefficace, la notion de Z.i. est parfaitement périmée... L'étude de reconnaissance qui a proposé ces implantations (zone d'habitat, Z.i., zone de loisirs), illustre à merveille la théorie de l'urbanisme « bouche-trou » : dès lors qu'un espace est demeuré libre de constructions, il faut le construire. Ainsi pourrait se résumer cette étude de reconnaissance. Le résultat le plus évident de l'application de ces principes serait l'extension démesurée de l'agglomération d'Angers, frappée de boulimie urbaine. Un aménagement rationnel de l'espace ne consiste pas à « beurrer » tous les trous qui se maintiennent encore à proximité des villes. Il n'y a pas besoin de Sdau pour cet urbanisme tendanciel. »

Ce jugement sans appel se complétait d'un développement positif débouchant sur des propositions. Il préconisait une urbanisation discontinue où les a priori, les idées et les principes contradictoires de l'urbanisme traditionnel, dont le référentiel demeure « la Ville », soient abandonnés.

L'histoire de cette lutte victorieuse a donc un intérêt pédagogique évident, ainsi résumé par le président de l'association, Gilles Gauthier : « Il ne faut pas se dissimuler que seul le maintien d'un mouvement d'opinion uni, vivace et vigilant peut permettre en la conjoncture actuelle de faire aboutir une action qui, abstraction faire de l'élémentaire et nécessaire solidarité envers les plus menacés, engage l'avenir et le bonheur de tous. »

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie sociale et économique

F.O. ET LA S.N.C.F.

Dans l'Eure, l'Union départementale F.o. s'est battue pendant deux ans contre la S.n.c.f. Elle voulait obtenir que le train ramenant les travailleurs de Bernay s'arrête le soir à Evreux afin d'éviter aux usagers, fatigués par une journée de travail, de perdre trois quarts d'heure dans l'attente d'une correspondance.

Une rude bataille finalement gagnée : le 28 septembre, le turbotrain Paris-Caen s'arrêtait pour la première fois à Evreux.

Hélas ! l'histoire ne s'arrête pas là. Les voyageurs descendus à Evreux étaient en effet attendus par deux contrôleurs qui infligeaient à chacun d'eux 22 F d'amende. Motif : ces travailleurs avaient voyagé avec leur carte hebdomadaire de transport sans savoir qu'ils ne peuvent en bénéficier que pour les trains « express » Le turbotrain étant un « rapide », s'ils veulent le prendre, ils devront, chaque jour, payer le prix fort.

L'EXEMPLE DES « GRANDIN »

Après huit mois de conflit, avec occupation de leur entreprise à Montreuil, les Grandin ont gagné. Lorsque la Société française de radio-télévision (S.f.r.t.) Grandin avait été mise en règlement judiciaire en novembre 1974, rien ne permettait d'espérer que l'usine rouvrirait un jour ses portes. Pourtant, tout en sachant qu'ils avaient pour adversaire le groupe Thomson dont la S.f.r.t. Grandin était une filiale, les salariés de Montreuil ne se sont jamais découragés : leur entreprise était rentable et ce n'est pas parce que Thomson n'en voulait plus qu'elle cessait de l'être. Pendant huit mois, on les a donc vus partout, barrant certaines routes nationales, occupant le bureau de Françoise Giroud, manifestant avec les autres travailleurs. Dans le monde du travail, on connaissait bien les grandes robes rouges que les ouvrières de Grandin s'étaient confectionnées pour les manifestations publiques.

Maintenant, c'est gagné. Sous le nom d'Artelec, la nouvelle société fabriquera — comme la précédente — des autos-radios, des récepteurs de télévision et des chaînes stéréophoniques. Si tout le personnel n'est pas réengagé, un protocole d'accord signé le 9 octobre entre la nouvelle direction et les salariés stipule que 120 d'entre eux seront réembauchés d'ici à la fin de l'année et 150 au cours de l'année 1976.

La reprise du travail, lundi dernier, à Montreuil, a été l'occasion pour les syndicats et les partis de gauche de rappeler aux autres travailleurs en lutte que l'action paie, quelle que soit la « taille » de l'adversaire.

SOVIREL : L'ORDRE VIENT DES U.S.A.

« Est-ce le début de la fin ? » se demandent aujourd'hui les salariés de la Sovirel. La Sovirel, située principalement à Bagneux-sur-Loing, est une filiale du groupe américain Corning Glass Worth ; l'entreprise fabrique des verreries de télévision, des verres de lunettes, des verreries industrielles et de laboratoire, etc. Chiffre d'affaires : 552 millions de francs en 1974.

Pourtant aujourd'hui, des menaces certaines pèsent sur l'emploi. En septembre 1975, la direction annonce au comité d'entreprise son intention de licencier 181 personnes (dont 110 personnes travaillant à Bagneux) et de mettre le personnel horaire en chômage partiel pour une durée indéterminée. Un bruit inquiétant court également : Corning aurait l'intention de licencier plus de 10 % du personnel dans l'ensemble du groupe.

Face à ces menaces, les salariés réagissent. Les syndicats C.g.t., C.f.d.t. et C.g.c. se battent ensemble. Les employés ont déjà barré deux fois la nationale 7 en début du mois et manifesté leur mécontentement en occupant l'usine une journée. Ils réfléchissent aujourd'hui à d'autres formes d'action.

Le P.s. ne reste pas non plus inactif : les élus socialistes ont rendu visite au préfet de Seine-et-Marne, et les sections multiplient les distributions de tracts pour expliquer les problèmes rencontrés par les travailleurs de Sovirel. Le P.s. pose également une question : « Que devient une entreprise dans laquelle :

— on supprime les services développements de produits et de techniques ;

— on supprime les investissements sur deux années ;

— on réduit d'une façon importante le nombre des articles fabriqués ;

— on réduira à un simple rôle de « maintenance » l'informatique, etc. ? »

Nous laissons le soin d'imaginer la réponse.

MINEUR : LE DERNIER DES METIERS

Pour la première fois depuis 12 ans, les mineurs de la France entière étaient appelés à faire grève 24 heures ce vendredi. Un mouvement qui sera sans doute très largement suivi, car le mécontentement gronde dans tous les bassins houillers.

Si, pour le grand public, la profession de mineur fait partie des professions bien payées, la réalité a bien changé. Ainsi, dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, un ouvrier du fond, qui n'a pas manqué, touchait 2 113 F par mois au début de l'année 1975. Pour un travail aussi dur et dangereux, tous les syndicats sont d'accord pour le reconnaître (C.g.t., C.f.d.t., F.o., et C.f.t.c., qui représentent au moins 97 % de la profession), c'est vraiment peu payé. Une première grève avait eu lieu le 23 septembre dans les Bassins du Nord à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. : la participation massive des mineurs à cette occasion avait déjà donné la mesure de leur mécontentement.

GREVE DES INSPECTEURS DU TRAVAIL

Après le jeune juge de Béthune, ce sont les inspecteurs du Travail qui se mettent en colère. Ils en ont assez que tout soit fait pour les empêcher de remplir leur tâche correctement. Un exemple : sur 448 562 infractions relevées par l'Inspection du Travail en 1972, seules 16 414 d'entre elles ont fait l'objet de procès-verbaux : soit moins de 4 %. Et parmi celles-ci, 32 d'entre elles ont donné lieu de la part des tribunaux à des ordonnances de non-lieu et 233 à des relaxes pures et simples (chiffres du Syndicat de la magistrature).

Pour dénoncer cette situation et le manque d'effectifs criant qui leur enlève toute possibilité d'intervenir avant l'accident, les inspecteurs du Travail, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., ont commencé une grève tournante depuis mardi dernier. Leur objectif immédiat : obtenir la création d'au moins 1 000 postes supplémentaires et la titularisation de tous les auxiliaires.

LE FEU CONTRE FOTOLIB

Qui peut bien être gêné par l'existence d'une agence photopresse comme Fotolib ? Des gens prêts à user des grands moyens, en tout cas : irruption, le 8 octobre, de 6 individus qui, les menaçant d'un revolver, ligotent deux collaborateurs de l'agence. Puis pillent appareils, matériel photo, radio, chèques, fichiers, etc. Bilan de l'attentat, ultérieurement revendiqué par un groupe d'extrême droite : 70 000 F de matériel volé ou détruit, des quantités d'originaux disparus à jamais. Car, avant de s'enfuir, les 6 apprentis fascistes ont tout inondé d'essence et mis le feu.

Le chômage, département par département

DEUX-SEVRES SURTOUT LES JEUNES

Dans la vie de tous les jours, plus d'un million de chômeurs, ça se manifeste comment? Pour mesurer à quel point le tissu industriel français est atteint, il suffit de prendre l'exemple d'un département. Et de faire le tour des entreprises.

Cette semaine, voici les Deux-Sèvres. D'autres départements suivront dans cette radiographie du chômage.

De notre correspondant

Dans les Deux-Sèvres, depuis quatre mois, les licenciements et surtout le chômage partiel frappent un nombre de travailleurs sans cesse plus important. Quelques exemples, pris au hasard, illustrent l'aggravation de la situation.

▶ L'entreprise Dupont de Niort imposait 15 jours de chômage partiel, en juin, à ses ouvriers à leur retour de congé. Cette année, d'ailleurs, pas question de choisir la date de ses vacances : tout le monde a dû s'arrêter de courant mai à début juin. Motif : le manque de commandes. Evidemment, les syndicats n'avaient pas été consultés.

L'entreprise Dupont rencontre, depuis plusieurs années, de graves difficultés sur le plan de la gestion. Voilà une entreprise familiale qui, cruellement touchée par la crise du bâtiment, doit faire appel, si elle veut survivre, à des capitaux étrangers et même demander le soutien des banques. Du train où vont les choses, restera-t-il beaucoup de petites entreprises familiales ?

La crise du bâtiment ne concerne malheureusement pas que les Etablissements Dupont, mais aussi la Seram, à Saint-Hilaire-la-Palud, et toutes les petites entreprises de construction : pas moins de 59 fermetures depuis le 1er janvier.

▶ Les Etablissements Rougier subissent également cette crise. Ils possèdent des stocks très importants. Devant cette situation, ils ont procédé en décembre et en avril à une mise en chômage technique d'une semaine de leur personnel, et à la fermeture de leur usine de Mauze. La dernière semaine d'août a été également chômée... Pourquoi ? La secrétaire général de la société a déclaré à ce sujet qu'il ne s'agissait pas d'une décision spécifique à son entreprise, mais d'une mesure nationale prise, en fonction d'une conjoncture particulièrement défavorable, par le Syndicat général des fabricants de panneaux en contre-plaqué.

En fait, cette semaine de chômage technique a été organisée pour que ce syndicat patronal (membre du C.n.p.f.) puisse exercer des pressions sur les pouvoirs publics afin de demander sa part des subsides accordés par le plan de relance. Et il est vraiment regrettable que tous les travailleurs de chez Rougier fassent les frais de cette semaine de protestation des patrons.

▶ Le lundi 18 août, le tribunal de commerce de Niort prononce la liquidation des biens de la Sagelec (électricité, plomberie, chauffage) située avenue de Paris, à Niort. 82 employés sont licenciés.

C'est par cette décision brutale que devaient se terminer les ennuis de la Sagelec. Depuis de nombreux mois en effet, d'une part la situation ne cessait de se dégrader, et d'autre part, elle faisait l'objet d'une enquête judiciaire. Pourtant, la Sagelec était connue localement comme une maison sérieuse et viable (exploitation générale : 200 000 F de résultat bénéficiaire). Ses difficultés proviennent du fait qu'elle travaillait en sous-traitance pour les Etablissements Truchet-Tansini de Chambourcy et que ces derniers ont rencontré des difficultés financières. Ils étaient dans l'impossibilité de payer 710 000 F de traites et 900 000 F de travaux en cours au profit de la Sagelec. D'autre part, de nombreuses autres entreprises, apprenant ses difficultés, ont fait traîner leurs règlements. Au total : 530 000 F. Ce qui explique que la trésorerie de la Sagelec s'est vite retrouvée à sec. Aucun ballon d'oxygène ne lui a été accordé. Et ce n'est qu'après maintes discussions auprès des avocats syndics que les travailleurs de la Sagelec purent enfin percevoir, début septembre, leurs salaires de juin et de juillet.

Il est vrai que la crise du bâtiment est à l'origine de sa fermeture, mais ne peut-on pas penser également qu'il y a eu quelques imprudences commises par les dirigeants ?

▶ Le vendredi 5 septembre, on apprend que la direction des usines de Melle réduisait les horaires de travail de 10 %. A partir du 22 septembre, l'horaire hebdomadaire est ramené de 40 à 36 heures ou, au choix, une journée de chômage technique par quinzaine. Cette mesure touche l'ensemble du personnel : 770 personnes. Par ailleurs, des possibilités de retraites anticipées « dans des conditions favorables » seront offertes au personnel masculin de plus de 60 ans, et aux femmes de plus de 55 ans. La direction estime qu'en raison de la sous-activité dans la chimie, il était impossible pour la survie de l'entreprise de maintenir les charges (frais de personnel) au niveau actuel. Or l'activité principale des usines de Melle est orientée vers la recherche et non vers la production. Car il ne faut pas oublier que les usines de Melle dépendent de Rhône-Poulenc — groupe capitaliste par excellence — et constituent le principal employeur sur la commune.

Il semble, en fait, que le groupe Rhône-Poulenc ait voulu, lui aussi, recevoir sa part de pactole dans le cadre du plan de relance. Et qu'il lui est facile de noircir ça et là la situation, en espérant recueillir la manne.

Enfin, la crise ne frappe pas seulement Niort et Melle, mais aussi :

▶ Thouars : les établissements Bonneau, Diard, Gousse et Poignant ont licencié collectivement leur personnel. Il semblerait que Mourry paie les salaires avec de plus en plus de retard. Doc a mis en chômage technique.

▶ Argenton-l'Eglise : les ouvriers de chez Guillemin ne font plus que 16 heures par semaine.

▶ La Mothe-Saint-Heray : licenciement de 24 personnes aux établissements Boisliveau (travaux publics).

▶ Parthenay : l'activité réduite de Panzani amène le licenciement d'un chauffeur à Parthenay et de quatre autres dans les autres entrepôts.

▶ La Crèche et Pamproux : grève à la Société d'exploitation des entreprises de transformation animale, où la direction, jugeant que la Sica Nutravi (prise en location gérance) est déficitaire, aurait l'intention de licencier 15 personnes.

Et il existe encore de nombreux exemples d'entreprises qui, durement touchées par la crise, n'hésitent pas à mettre leur personnel en chômage technique, à réduire les horaires de travail jusqu'à 16 heures, ou à fermer définitivement leurs portes. On compte en un an, dans les Deux-Sèvres, 184 entreprises qui, du fait de la crise économique, ont été obligées de fermer.

Les demandes d'emploi non satisfaites pour la région Poitou-Charentes sont passées de 18.078 à la fin de juin à 19.715 au 31 juillet, soit une progression de 9 %. Dans les Deux-Sèvres, la direction de la main-d'œuvre a recensé 3.236 demandes non satisfaites à la fin de juillet contre 2.778 à la fin de juin, soit une progression de 16,48 %. Des résultats parlants. Si la progression pour la région a été de 9 %, celle du département atteint 16,48 %. Et, sur les 5.051 demandes nouvelles enregistrées au cours du mois de juillet (contre 3.914 en juin), 3.327 émanent de jeunes âgés de moins de 25 ans, soit 66 %. Le chômage guette donc principalement les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

A signaler également que 8 349 chômeurs bénéficient de l'aide publique, soit par rapport au nombre total de chômeurs : 42 %. Il est donc faux d'affirmer que les chômeurs sont tous indemnisés, et encore moins à 90 %.

Un département durement touché donc, où tout le monde a dans son entourage au moins un chômeur. Rien d'étonnant à ce que l'inquiétude grandisse...

JEAN-MICHEL GARAULT

VOUS AVEZ BESOIN CHAQUE SEMAINE DE l'unité

Pour être assuré de l'avoir régulièrement, abonnez-vous en profitant de notre offre exceptionnelle : en souscrivant un abonnement avant le 30 novembre vous bénéficierez d'une réduction de 10 F sur le tarif normal (l'abonnement à « l'Unité » est la seule chose qui baisse en France). En outre, vous recevrez en cadeau un livre original que nous avons choisi pour vous faire plaisir. (La même offre est valable pour un réabonnement arrivé à échéance, ou si, étant déjà abonné, vous voulez abonner l'un de vos amis.)

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-dessous et de nous le retourner avec un chèque. N'attendez pas !

BULLETIN D'ABONNEMENT - CADEAU
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement-cadeau à l'UNITE :

— pour six mois (60 F au lieu de 70 F) ☐
— pour un an (110 F au lieu de 120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

Rarement, me semble-t-il, les leçons de l'actualité ont été aussi convergentes dans leurs enseignements.

Le désordre monétaire international, l'emballement inflationniste qui saisit le monde capitaliste depuis dix ans, la traduction de ces contradictions en une baisse de production industrielle et une montée du chômage qui sont les plus graves connues depuis quarante ans, tout cela montre que le problème décisif de notre époque est la capacité des sociétés humaines à contrôler l'économie. C'est depuis un siècle et demi la volonté centrale du socialisme. La crise actuelle ne fait que souligner la justesse et l'urgence de cet objectif.

Et pourtant, les conditions dans lesquelles ce résultat a été obtenu en Union soviétique n'ont guère fait de ce pays un modèle convaincant pour les populations d'Europe. Vieux débat ? Depuis deux ans, il est passé de l'objet de controverse académique à la plus brûlante actualité. Que montre en effet le Portugal ? Le refus de tout un peuple, pris en charge par le Parti Socialiste, à empêcher que ne s'établisse là-bas une société de type « démocratie populaire », imposée du sommet par des pratiques bureaucratiques.

Mais dans le même temps, la proposition d'une société authentiquement socialiste, c'est-à-dire autogestionnaire, n'avait pas assez de précision ni de force convaincante pour se distinguer clairement de l'aspiration de la bourgeoisie portugaise à une société capitaliste libérale. Mario Soares vient récemment de clarifier les enjeux ; il était grand temps et nos camarades socialistes portugais savent qu'ils auront, par rapport à cela, un certain retard à surmonter.

Que se passe-t-il en Espagne ? Le franquisme est, à l'évidence, à son terme historique. L'issue du type « démocratie populaire » est récusée de la manière la plus nette par le Parti Communiste Espagnol lui-même. Des groupes gauchistes et terroristes mènent une action de desesperados qui ressoude la bourgeoisie espagnole autour de solutions autoritaires. C'est une attitude politique dangereuse . On assiste en ce moment à un très important renforcement du Parti Socialiste et de tous les courants du socialisme. Mais l'heure est venue aussi pour eux d'avancer un projet social qui soit clairement affirmé comme socialiste. Et de nouveau une référence aux communautés humaines de base, aussi bien dans la région, problème clé en Espagne, que dans l'entreprise, s'impose comme référence essentielle : c'est, une nouvelle fois, celle de l'autogestion.

Que se passe-t-il en Angleterre ? Sinon qu'on assiste à la crise du mouvement socialiste pourtant au pouvoir, crise dont Harold

Coll. Fondation Jean-Jaurès

PROPOSER ET AGIR

PAR MICHEL ROCARD

Wilson, tacticien de génie sans perspective à long terme, profite en bon manoeuvrier pour maintenir son autorité. Parce que ni la droite ni la gauche n'ont de projet social clairement défini.

Que se passe-t-il en Allemagne ? Sinon que le gouvernement allemand, faute d'une réponse réelle aux données objectives de la crise comme aux aspirations des peuples d'aujourd'hui, se laisse lentement aller, au prix de problèmes croissants avec le Parti social-démocrate, à gérer purement et simplement le capitalisme le plus puissant d'Europe dans un climat de conformisme oppressant.

Que se passe-t-il en Suède ? Sinon qu'un parti, le Parti social-démocrate, le plus authentiquement fidèle sans doute aux aspirations du mouvement ouvrier, prend — lui — en charge toutes les données économiques et humaines de la crise de société que nous traversons, et vient dans son congrès de faire un très important choix d'orientation vers la gauche, en privilégiant les structures de base, les institutions de contrôle ouvrier et de contrôle populaire, négligeant par ailleurs — et ceci pose question — le problème de la socialisation des moyens de production et d'échange.

On pourrait continuer le diagnostic, l'étendre à bien des pays du Tiers-Monde et aux problèmes que connaissent aujourd'hui les pays de l'Est ; je n'en ai pas la place et c'est dommage.

Il se trouve que, devant cette situation, le Parti socialiste de France est le plus avancé dans la proposition théorique, le Premier Secrétaire a réaffirmé récemment à diverses reprises et de manière la plus nette que la stratégie du parti comportait trois éléments :

— l'union de la gauche, définie comme un accord de parti à parti, notamment dans l'ordre électoral ;

— le front de classe, défini comme une alliance sociale traduisant, dans la réalité des affrontements idéologiques, économiques et politiques quotidiens, le contenu de classe de l'union de la gauche ;

— la perspective socialiste définie comme reposant sur l'autogestion.

La situation stratégique aujourd'hui n'est plus celle des guerres de mouvement : l'union de la gauche est à renforcer, elle n'est plus à construire. Le rassemblement des socialistes est chose faite. Il y a autant à consolider qu'à conquérir ; la variable centrale de notre action n'est plus l'imagination tactique de la direction du Parti, car la marge de manoeuvre tactique est très limitée ; la variable centrale est la cohésion du Parti, sa force de proposition et d'intervention.

Notre tâche est d'affirmer par l'action plus encore que par le discours la crédibilité du projet autogestionnaire. C'est notre responsabilité de force socialiste dans la nation française d'aujourd'hui. C'est aussi notre responsabilité éminente au niveau international, puisque du caractère convaincant de nos propositions peut dépendre l'extension de ce projet à d'autres forces et son utilisation par les forces socialistes dans d'autres pays que le nôtre.

Les grandes confrontations électorales nationales sont encore loin devant nous et la mise en oeuvre de notre perpective appelle de ce fait une traduction sur le front économique et social en priorité actuellement. Si nous voulons que la perspective socialiste ne soit pas seulement un espoir pour après-demain, mais la clé de notre pratique d'aujourd'hui, il faut savoir la traduire en propositions, en réponses à la crise, en suggestions d'actions communes et en modalités de notre action propre. Il faut rappeler à cet égard que le programme économique présenté récemment par François Mitterrand au nom du Parti comporte trois phases au démarrage simultané : des mesures immédiates de changement de structures économiques (nationalisation des entreprises dominantes), mise en oeuvre d'une planification démocratique, et enfin des mesures de changement des structures sociales à plus longue échéance, certes, mais indissociables des deux premières étapes.

C'est le thème du contrôle démocratique et du contrôle ouvrier qui est ici la clé de notre action. La campagne Entreprises qui se déroule ce mois-ci vise à soumettre ce thème aux travailleurs et à tenter d'en faire un moyen de lutte important .

▶ Comment lutter contre l'inflation si, dès le niveau de l'entreprise, les travailleurs ne se sentent pas concernés par la politique des prix de leur entreprise propre ?

▶ Comment lutter contre le chômage si, dès le niveau de l'entreprise, la pression des travailleurs ne s'exerce pas pour exiger que toute mutation dans l'appareil de production se fasse avec des garanties de réemploi réelles ?

▶ Comment lutter pour la démocratie locale si l'on accepte que tous les équipements sociaux et culturels continuent d'être gérés de manière administrative, sans participation réelle des usagers ? Ce point fait actuellement l'objet des luttes des militants qui réfléchissent au programme municipal du Parti ;

▶ Comment lutter pour une effective liberté de presse et d'information si nous ne prenons pas toutes les initiatives pour qu'au niveau des collectivités de base, l'information la plus complète circule librement ? Le seuil qu'il nous faut franchir cette année, c'est que la crédibilité du projet socialiste dans sa définition autogestionnaire ne soit plus seulement liée à la qualité des propositions nationales de la direction du Parti, objectif très largement atteint aujourd'hui, mais à la qualité et à l'intensité de l'action quotidienne de tout le Parti à tous ses échelons, sur tout le territoire.

Cela nous oblige à intensifier la lutte dans l'entreprise comme au dehors de l'entreprise. Il n'y a pas là de confusion avec les organisations syndicales ou sociales qui gardent la direction de l'action revendicative et du choix des plates-formes de revendications. Mais cela suppose de notre part une plus grande capacité à développer le combat politique dans et hors de l'entreprise, en établissant une convergence de l'action ponctuelle et des perspectives d'ensemble.

Intensifier une telle action, c'est aussi redonner vie à l'unité et notamment à son document de base, le programme commun. Aussi bien dans l'entreprise qu'hors de l'entreprise, ses dispositions sur le contrôle — même si on peut, au plan théorique, les juger insuffisantes — sont déjà très largement au-delà de ce qui est aujourd'hui acquis. C'est par la lutte qu'il faut les mettre en oeuvre.

Il nous incombe, et c'est aussi une affirmation du Premier secrétaire dans sa conférence de presse de Creil, de contribuer au renforcement de l'unité par la proposition systématique d'actions communes. La volonté unitaire du Parti rest inchangée, même si nous sommes amenés à nous interroger chaque fois que nous nous trouvons un peu seuls à vouloir réellement cette unité.

Se battre pour le contrôle ouvrier et populaire, c'est se battre pour la mobilisation politique unitaire autour de la revendication du pouvoir des travailleurs et de leur responsabilité.

Tel est le contenu de l'enjeu des campagnes d'action que le Parti engagera successivement cette année : entreprises, logement, puis cadre de vie. Il y va de notre capacité à gagner ensuite les grandes confrontations contre le Pouvoir, qui commenceront dans un an et demi.

Suède

LE CONGRES DE LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE

Il suffit de quelques heures pour saisir que le peuple suédois vit autrement parce que les socialistes ont déjà commencé à changer la vie en Suède.

C'est en 1932 que, pour la première fois sans coalition, le Parti social-démocrate, animé par Per Albin Hansson, assuma la responsabilité du gouvernement. Il s'agissait alors de consolider en Suède la démocratie politique. Tage Erlander, Premier Ministre et Président du Parti jusqu'en 1969, s'attache ensuite à la mise en œuvre de la démocratie sociale. La bourgeoisie attendait que le niveau de vie de plus en plus élevé des travailleurs suédois ramène le Parti conservateur au pouvoir. Elle perdit son pari. Le plein emploi et la prospérité économique contribuèrent à développer leur volonté de progrès et renforcèrent leur solidarité. De bons logements, du travail pour tous, des soins pour les malades, la formation pour la jeunesse, l'aide aux vieux : tels furent, fondant une société solidaire, les grands thèmes de l'action socialiste en Suède au cours des quinze dernières années. Et il y avait une fierté légitime dans le propos d'Olof Palme l'autre semaine lorsqu'il déclarait, en ouvrant le débat du congrès sur le sixième programme : « Nous avons poussé très loin la revendication de solidarité. Nous avons réussi à rassembler notre peuple pour la création du bien-être. »

En même temps, au nom du Comité exécutif du Parti, il appelait ses camarades — réunis en un congrès rassemblant 350 délégués dont 110 femmes — qu'il fallait désormais « formuler de façon nouvelle l'orientation du Parti dans une perspective à plus long terme, » et poursuivre, face aux firmes multinationales, et aux grandes concentrations capitalistes, « une planification dans l'intérêt de tout le peuple ». Il s'agit donc désormais, pour le Parti social-démocrate suédois, d'établir la démocratie économique. L'idée de transformer l'usine, de la rendre plus agréable et plus humaine, comme on a naguère changé l'habitat, l'hôpital, l'école, le théâtre, est au centre du projet. Mais il comporte aussi la définition des mesures indispensables pour réduire le plus possible les difficultés individuelles en pesant sur les conditions du travail, les déplacements et les transports, en sauvegardant le milieu, en développant la politique de la santé, en resserrant encore les écarts de revenus. Au total, le Parti social-démocrate suédois en arrive désormais à considérer que la logique exige que la notion de bien-être soit élargie jusqu'aux conditions de la production. Olof Palme, à cet égard, s'est exprimé clairement : « La notion de société du bien-être comporte les idées de sécurité et d'égalité, de solidarité et de démocratie. Trop souvent, ces considérations étaient ignorées lorsqu'il s'agissait de décider de la vie professionnelle, des investissements, de l'emploi, des méthodes de production. » Le congrès du Parti social-démocrate suédois a marqué fermement sa volonté d'un changement profond de la vie au travail, avec le développement de la planification, du rôle de décision des salariés, de l'influence des consommateurs. Le texte du programme en porte témoignage : « La social-démocratie veut remplacer l'actuelle concentration du pouvoir économique dans des mains individuelles, par un ordre où chaque individu a le droit comme citoyen, comme salarié et comme consommateur, d'influencer la direction et la répartition de la production, la formation de l'appareil de production et les conditions de travail. »



Olof Palme.

PAR ROGER FAJARDIE

Dans ce contexte, divers secteurs se trouvent définis où une gestion planifiée sous la direction de la communauté concernée et sous contrôle démocratique est tenue pour nécessaire : la politique de l'environnement, comportant la défense des ressources en sol et en eau et la lutte contre la pollution ; la politique de l'énergie, la politique régionale et locale, dans un pays où l'autonomie communale est plus grande que n'importe où ailleurs. Mais pour donner une image plus complète du programme que s'est donné le Parti social-démocrate suédois, il faudrait faire l'inventaire des chapitres dont le congrès a débattu : problèmes des handicapés, culture et éducation, lutte contre la criminalité, politique de la famille et de l'enfance, assurance sociale, immigrés, collectivités locales, emplois, consommation, multinationales, agriculture, crédit, transports.

Il convient enfin de souligner l'importance que les socialistes suédois attachent à une politique de solidarité internationale : « Nous avons, a déclaré Palme devant le congrès, pris plus fortement que jamais en compte la perspective internationale de notre action. Toute cette immense pauvreté, les changements désespérément petits survenus dans les pays pauvres, ont pénétré notre conscience. Notre jeunesse se tourne vers l'extérieur... La revendication des peuples démunis pour la justice et la solidarité a transformé notre image du monde... La guerre du Viet-Nam nous a secoués, ébranlés, et a jeté les fondements d'une nouvelle solidarité avec les forces qui, dans le Tiers-Monde, mènent le même combat que nous pour le progrès et la justice sociale. » Et cette solidarité se traduisait concrètement, lors de la séance solennelle du congrès à l'Opéra de Stockholm, dans l'accueil chaleureux fait aux délégations du Portugal, de l'Espagne, du Chili et à celle du Mouvement pour la libération de l'Angola. Il passait, dans « l'Internationale » jouée et chantée ce soir-là, un souffle qui portait, bien au-delà des frontières de la Suède, un message de solidarité.

Aujourd'hui, le socialisme suédois entreprend une nouvelle étape. Fort d'un corps de doctrine fondé sur l'œuvre de Karl Marx, tirant une part de son inspiration des socialistes utopistes, des mouvements chrétiens, des libres penseurs et des humanistes, le Parti social-démocrate suédois, avec ses références constantes au respect de l'homme, à la dignité, à la responsabilité, avec l'importance qu'il attache à la démocratie locale et régionale, enfin à la démocratie dans l'entreprise, rejoint sur bien des points la recherche du Parti socialiste français.

Au moment de conclure son exposé introductif sur le programme, Palme déclarait : « Au fond de notre débat politique se trouvent notre conviction que la solidarité et la coopération entre citoyens égaux en droit est le moteur de la création de la collectivité, et notre foi en la démocratie comme instrument puissant pour réaliser les espérances et les aspirations des citoyens. » Bien armés pour préparer les élections d'octobre 1976, le Parti social-démocrate suédois et le Premier ministre, son président, peuvent aborder avec confiance une bataille qui est d'ores et déjà engagée.



changer la vie politique

LA BATAILLE D'ITALIE

Sur le thème « Fait-il bon vivre dans le 13e ?, les promoteurs parisiens avaient, samedi et dimanche, avec le concours de R.t.l., engagé un vaste battage publicitaire pour tenter de relancer la vente de leurs tours dans le secteur de rénovation Italie. Pour essayer d'effacer le scandale de cette opération, ils avaient axé leur campagne sur le thème de la consultation et de la concertation, en proposant aux habitants « d'exprimer leur point de vue ». Qu'à cela ne tienne... Les sections socialistes du 13e arrondissement en ont profité pour lancer une offensive originale, commençant par inviter la population résidant déjà dans les quelque 25 tours des ensembles Masséna, Olympiades et Galaxie à venir exprimer leurs doléances. Il y eut aussi quinze mille tracts distribués, des centaines d'affiches collées. Et la présence des militants autour du chapiteau dressé par les promoteurs, leurs slogans couvrant la voix des speakers lors de l'émission R.t.l. du dimanche matin. Quant aux « petits trains » destinés à faire découvrir le 13e des promoteurs, leur rôle fut astucieusement « détourné » : chargés de pancartes critiques et d'orateurs improvisés mégaphone en main, ils servirent surtout à véhiculer les propositions socialistes sur le logement social et la ville. Tout cela, qui avait coûté 700 000 francs lourds aux promoteurs, est devenu une excellente tribune pour le P.s., qui a dialogué ainsi pendant deux jours avec la population du 13e !

LE 3e « REFERENDUM NUCLEAIRE »

Surprise en novembre dernier à Mont-Jean-sur-Loire, près de Cholet : on s'était aperçu par hasard que la localité figurait sur la carte de France des centrales nucléaires en projet. « Ah ! la centrale ? C'est moi », reconnut alors le maire (et suppléant du sénateur U.d.r.), Jean Terrin. Et de brocarder la section locale du P.s. qui lui demandait, pour le moins, de tenir ses administrés au courant des démarches entreprises. La campagne d'information menée notamment par la section socialiste a, depuis abouti à mettre le maire en minorité dans son propre conseil municipal : il lui faudra organiser le 26 octobre une consultation de ses administrés. Ce sera, après Flamanville et Port-la-Nouvelle, le troisième « référendum nucléaire » dans notre pays.



LE P.S. ET L'ENVIRONNEMENT

A quatre jours d'intervalle, François Mitterrand a été amené à expliquer les positions du Parti socialiste sur la région, la décentralisation et la protection de l'environnement. Ainsi à Paris mardi dernier, devant les journalistes de l'Association des journalistes pour le développement et l'expansion régionale. Ainsi le vendredi précédent, à Dijon cette fois, où Christiane Mora, déléguée nationale du P.s. à l'Environnement, rendait public un document de propositions chiffrées dont la qualité a été soulignée par tous les participants et par les envoyés spéciaux de tous les grands journaux.

LE SORT DE PLIOUCHTCH

Le Comité international des mathématiciens pour la libération de Léonid Pliouchtch, animé notamment par Laurent Schwartz, organise jeudi prochain 23 octobre à 20 h 30, à la Mutualité, un meeting qui a reçu le soutien de nombreuses personnalités de gauche. Celles-ci entendent attirer l'attention sur le sort du mathématicien ukrainien arrêté en janvier 1972 et interné depuis juillet 1973 dans l'hôpital psychiatrique de Dniepropetrovsk. Le tract d'appel au meeting souligne que « la liberté se défend partout » et dénonce en U.R.S.S. « l'usage devenu légal de la psychiatrie à des fins répressives.

PAS RACISTE, MAIS...

Doyen d'âge du Conseil de Paris, l'U.d.r. Alex Biscarre s'affole : il paraît qu'il y a 500 000 étrangers à Paris...

Alors, il adresse une question écrite au préfet : « Par ces temps de crise de l'emploi et ses conséquences de chômage, il serait intéressant, tout en reconnaissant que certains sont indispensables, de savoir si les métiers ou les professions exercés ne pourraient être réservés en priorité aux nationaux. De nombreux artisans et petits commerçants se plaignent de la concurrence étrangère. » Mais il y a pire : « Se plaignent aussi les artistes lyriques, dramatiques et les cinéastes de l'envahissement des étrangers et aussi du choix des spectacles présentés, sans compter la présentation de films pornographiques dont les auteurs sont rarement des Français. »

LES PAGES BLANCHES DE MOSCOU

De notre envoyée spéciale

« De Gaulle, ça oui, on le connaissait bien, Pompidou assez bien aussi, mais Giscard, alors là... » Phrase étonnante pour une guide chevronnée du très officiel Intourist, mais qui donnait bien le ton de l'accueil relativement froid réservé mardi par les Moscovites au troisième président de la Ve République française.

Faut-il chercher les causes de cette réserve dans la politique extérieure et intérieure menée par le chef de l'Etat français ? Récemment, le voyage de Jacques Chirac, voyage dont l'intérêt politique pour la France reste encore imprécis, a laissé un souvenir mitigé aux dirigeants du Kremlin qui n'ont, semble-t-il pas plus apprécié certaines de ses demandes que lui n'a goûté les visites d'usine qu'on lui a imposées. En fait, les négociations n'ont pas fait un pas, quant au contenu des accords que doivent parapher Valéry Giscard d'Estaing et Leonid Brejnev, ce vendredi à 17 h, dans la salle Sainte-Catherine du Kremlin. Alors que la partie technique, économique et commerciale ne semble pas poser de problème, aucun accord ne s'est encore fait sur les relations culturelles et politiques. Pour les premières, c'est l'impasse. Le texte français, puis le texte russe ayant été successivement repoussés, le compromis risque d'être un simple « remake » des accords d'Helsinki. Les Français n'ouvriront donc pas à Moscou le centre de lecture jugé par les Soviétiques bien au-delà des possibilités évoquées à Helsinki.

Pour les secondes, les spécialistes appelés de Paris en consultation à l'ambassade de France, les séances de travail poussées fort avant dans la nuit depuis quelques semaines, n'avaient même pas permis de rédiger un seul paragraphe le jour de l'arrivée de Giscard d'Estaing. Aussi le toast porté par le Président français au Kremlin mardi soir annonçait-il nettement ses intentions. Pour Giscard d'Estaing, la détente doit porter sur deux plans : « Dans le domaine des armements, qui ne peut se réaliser valablement qu'à l'échelle mondiale et sous un contrôle efficace, et en respectant la capacité pour les pays concernés d'assurer de façon indépendante leur sécurité. Et la détente dans la compétition idéologique.

Giscard d'Estaing et Brejnev avaient quatre jours pour noircir ces pages encore blanches. Quatre jours de négociations délicates au terme desquelles sera signé un accord qui sera peut-être considéré comme une victoire à la fois par les Russes et les Français. Ainsi que le fut autrefois la bataille de la Moscova sur les lieux de laquelle Giscard d'Estaing s'était rendu dès mercredi, son calendrier étant bousculé par le report à vendredi de l'entretien « au sommet » avec Brejnev. Il faisait bien froid...

K.E

LA GRANDE CONFRONTATI

Nous publions aujourd'hui la seconde partie de la grande enquête commencée dans « l'Unité » de la semaine dernière sur les rapports entre socialistes et communistes et les perspectives du socialisme dans les quatre pays de l'Europe du Sud.

Après Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol et Felipe Gonzalez, secrétaire général du P.s.o.e. nous donnons aujourd'hui la parole à Alvaro Cunhal et à Mario Soarès respectivement secrétaires généraux du Parti communiste et du Parti socialiste portugais. La semaine prochaine, nous accueillerons à leur tour Enrico Berlinguer pour le Parti communiste italien et Francesco de Martino pour le P.s.i.

Les entretiens que nous ont accordés les deux leaders de la gauche portugaise ont inévitablement dépassé le cadre précis de cette enquête. Ils ne pouvaient manquer en effet d'aborder les événements quotidiens qui continuent d'agiter dangereusement le Portugal et sur lesquels socialistes et communistes bien que participant les uns et les autres au gouvernement dirigé par l'amiral Azevedo, ont des appréciations parfaitement contradictoires qui ne permettent guère, à l'heure actuelle, de faire avancer le débat.

Mais le but de notre enquête étant aussi de faire le point dans chacun des pays considérés, nous reproduisons aujourd'hui sans autre commentaire les propos de Cunhal et de Soarès. Dans la mesure même où ils se répondent sur plusieurs points, leur publication simultanée nous paraît constituer un document capital.

CLAUDE ESTIER

Mario Soares : «Je ne révolution hors de la

L'UNITE : Après l'expérience chilienne et après un an et demi d'expérience portugaise, comment voyez-vous le problème de la transition au socialisme ?

MARIO SOARES : L'expérience chilienne est toujours présente dans mon esprit. Voilà pourquoi je crois qu'il est très important de porter une grande attention aux problèmes de la base sociale de la révolution. Nous ne pouvons pas laisser se réduire les bases sociales qui appuient la révolution. Nous ne pouvons pas permettre que des classes qui doivent être des alliés puissent par une dégradation successive des conditions économiques et sociales devenir une proie facile pour la droite.

La situation au Portugal me préoccupe, car nous n'avons pas franchi certains pas décisifs pour la solution des problèmes du peuple. La réforme agraire est très mal partie. Elle suscite dans les populations rurales, même du Sud, des réserves croissantes. La situation des entreprises nationalisées est loin d'être bonne, certaines qui étaient prospères avant la nationalisation présenteront des déficits avant la fin de cette année. Le problème de la gestion démocratique de ces entreprises n'a pas été très bien réglé. Tout cela provoque dans des couches très variées de la population un mécontentement et une déception croissants vis-à-vis de la révolution.

Le sixième gouvernement doit réaliser une sorte de pacification de la vie portugaise qui permette le travail et la solution rapide des problèmes fondamentaux du peuple.

— N'y a-t-il pas une certaine ambiguïté de la part du P.s.p. à rechercher en même temps une alliance avec le P.c.p. et le P.p.d. ?

— A mon avis, il n'y a aucune ambiguïté. Cette recherche a toujours été notre position. Dès le 25 avril 1974. Le P.p.d. a rassemblé incontestablement une partie de la population rurale du nord du pays. Certains secteurs de la petite bourgeoisie des villes et des cadres qui sont, à nos yeux, importants pour la révolution. Près de 30.000 ingénieurs, médecins, architectes, avocats, économistes sont partis à l'étranger. Faire passer aujourd'hui le P.p.d. dans

Alvaro Cunhal : «Nous payer au peuple le pri

L'UNITE : Comment voyez-vous le problème de la transition au socialisme après un an et demi « d'expérience portugaise » ?

ALVARO CUNHAL : Si le mouvement était militaire le 25 avril, il était populaire le 26. L'entrée des masses dans le processus a donné une nouvelle dynamique à la Révolution et a permis dans un court délai d'obtenir des droits et des libertés qui n'étaient pas prévus le 25. Au départ, les objectifs étaient ceux d'une révolution démocratique, mais il y a au Portugal des conditions spécifiques qui rendent très difficile une solution démocratique sans aller vers le socialisme.

Dans une Europe, à laquelle il appartient, mais qui marche très vite vers l'intégration, le Portugal a une industrie très arriérée et des rendements agricoles unitaires très bas. Cela signifie que l'accumulation et le développement capitalistes avec le pouvoir des monopoles et des grands propriétaires fonciers exigent chez nous une exploitation de nos travailleurs telle qu'elle ne peut être garantie que par un appareil de répression policière violente accompagné de l'interdiction d'organisations syndicales et politiques des ouvriers.

Nous disons donc qu'il y a incompatibilité de fait entre le pouvoir des monopoles et des grands propriétaires terriens et les libertés démocratiques. Au Portugal nous n'avons pas, nous ne voulons pas et même si nous voulions, nous ne pourrions pas avoir une démocratie bourgeoise de type ouest-européen. On en a conclu que les communistes portugais ne voulaient pas des libertés. Il ne s'agit pas de cela. Nous voulons les libertés, nous voulons les sauvegarder et même les élargir. Ce que nous ne voulons pas c'est le pouvoir des monopoles. Si nous ne les liquidons pas, ce sont eux qui risquent de nous liquider, de liquider les libertés. Ceci explique bien le rapprochement de l'étape démocratique et de l'étape socialiste de la révolution portugaise. Nous pensons que c'est une grave illusion des socialistes portugais de croire qu'un régime de type ouest-européen c'est-à-dire un système démocratique coïncidant avec le pouvoir des monopoles est possible chez nous.

— Mais les socialistes portugais ne disent-ils pas qu'ils ne veulent pas de social-démocratie au Portugal ?

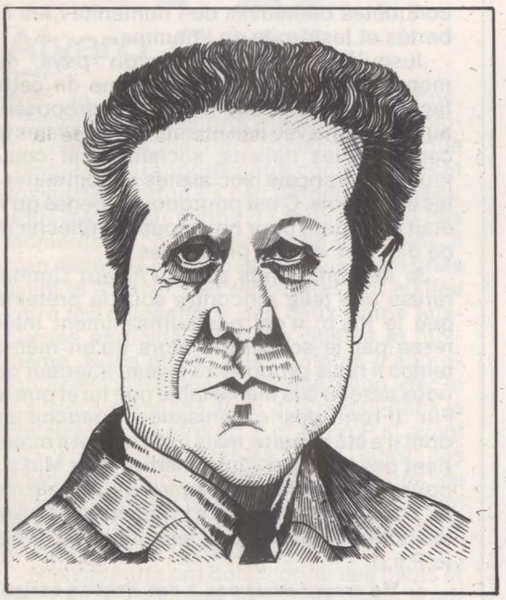
— Il y a chez nous une situation curieuse

SOCIALISTES-COMMUNISTES

AU SUD, DU NOUVEAU

ON

vois pas d' issue à notre collaboration entre P.c. et P.s.»



l'opposition aurait pour conséquence un accroissement du désengagement de ces classes vis-à-vis de la révolution. Au contraire, il faut les gagner à la révolution pour que celle-ci puisse aller de l'avant. C'est pourquoi nous sommes partisans du maintien de l'alliance entre le P.s., le P.p.d. et le P.c. qui sont finalement les représentants de la grande majorité du peuple portugais.

Nous n'avons en outre jamais obtenu l'engagement des communistes sur le respect des libertés. Nous accusons le parti communiste d'avoir un schéma d'assaut au pouvoir comparable à ce qui s'est passé en Europe de l'Est après la guerre. C'est ce qu'on appelle la politique du salami. Elle consiste à isoler successivement ses adversaires jusqu'au moment où ils restent seuls. La marginalisation du P.p.d. était le premier pas vers l'élimination du parti socialiste.

— Vous parlez d'assaut au pouvoir du P.c.p. mais ne voit-on pas aujourd'hui une situation inverse à celle du mois de juillet alors que le P.s. se taille la part du lion, avec le problème notamment de ce qu'on appelle l'épuration à gauche ?

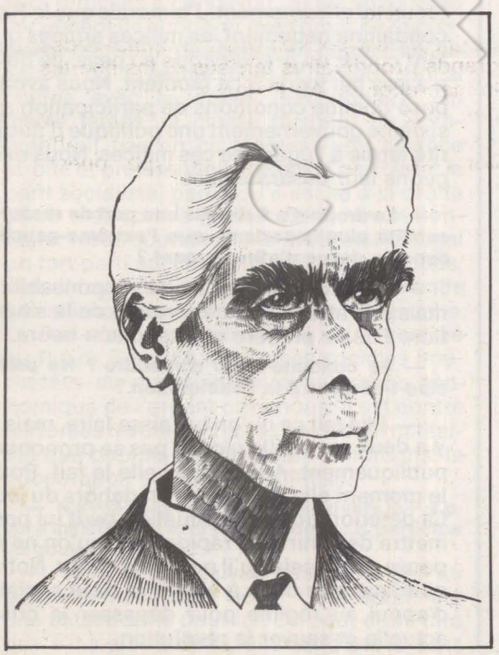
— Non. Il ne s'agit pas d'une situation inverse. Le P.c. bénéficie encore dans l'appareil d'Etat, dans l'institut de la réforme agraire, dans le secteur bancaire, dans les syndicats où des directions n'ont pas encore été élues, enfin dans la presse écrite et parlée, de positions disproportionnées par rapport à son implantation réelle dans le pays.

La tactique du P.c. a d'abord été de « coller » au M.f.a. C'est lui qui l'a pour ainsi dire « gonflé ». C'est lui qui a inventé l'alliance M.f.a.-peuple avec, comme intermédiaire entre les deux, Vasco Gonçalves.

En fait, la légitimité révolutionnaire a connu une déviation de droite Spinola et une déviation de gauche Gonçalves. Le Conseil de la révolution et le M.f.a. ont condamné les deux. Mais au mois de juillet le peuple portugais s'est rendu compte que le Parti communiste était au seuil du pouvoir absolu et il a réagi. C'est le phénomène de rejet qui a eu lieu partout dans le pays et qui s'est répercuté au niveau militaire par le Document des Neuf, par exemple. Maintenant

→

s ne voulons pas faire x d'un accord avec le P.s.»



qui veut que fascistes et fascisants se disent sociaux-démocrates — c'est le cas du P.p.d. — et que les sociaux-démocrates se disent socialistes.

— Comment voyez-vous le problème de la légitimité au Portugal ?

— Il y a dans la révolution portugaise deux processus différents qui peuvent, suivant les moments, coïncider, converger, entrer en contradiction et même dans une confrontation directe, s'opposer l'un à l'autre. Ce sont le processus électoral qui imite les normes et les méthodes des démocraties occidentales et le processus révolutionnaire qui se base sur une dynamique des forces populaires et militaires.

Ces deux processus ont coïncidé juste après le 25 avril ; c'est la propre dynamique révolutionnaire qui poussait au processus électoral, façon de gagner notre peuple à la vie politique, de lui permettre de gagner ses droits et ses libertés. Il n'y avait pas alors contradiction mais convergence et complémentarité.

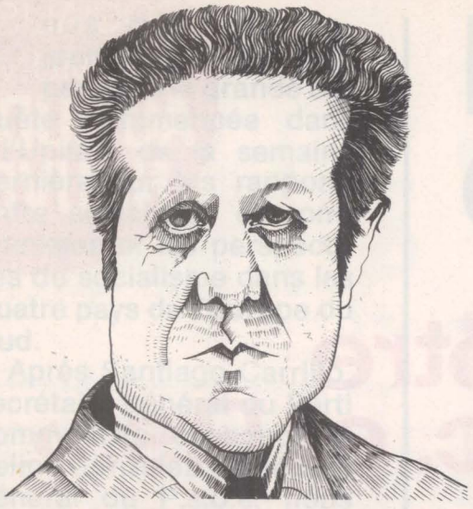
L'erreur capitale, commise par certains partis, parmi lesquels le Parti socialiste et le P.p.d. c'est, après les élections, d'avoir voulu opposer les deux processus, d'avoir pensé que le processus révolutionnaire devait se soumettre et disparaître. Ils n'ont pas compris que nous n'avons pas encore un régime démocratique. Il existe une dynamique révolutionnaire qui ne peut être mise dans la boîte d'une légalité qui lui soit étrangère.

Nous pensons que deux légitimités correspondent à ces deux processus et qu'il est aussi correct d'invoquer l'une que l'autre. Mais nous sommes contre les décisions imposées par une « minorité agissante » à la grande masse du peuple. L'avant-garde joue son rôle dans la mesure où elle est accompagnée et appuyée par intervention active et déterminante des masses populaires.

— Quelle est pour vous l'histoire des relations entre le P.c.p. et le P.s.p. ?

— Il faut d'abord considérer l'histoire du Parti socialiste car il est un parti très jeune. Depuis 1926, beaucoup de partis socialistes se sont succédé les uns aux autres. L'actuel P.s. est le résultat d'une scission du Directoire démocrate-social, qui existait dans les années 60, entre une tendance libérale traditionnelle et une tendance qui, avec Mario Soarès voulait marquer un rapprochement

→



Mario Soares

→

que le Parti communiste ne peut plus manipuler le Conseil de la révolution — et le M.f.a. — il l'a laissé tombé et ne parle plus de son rôle comme moteur et garant de la révolution. C'est alors qu'ont été lancées les S.u.v. qui sont des associations de soldats dont le but est de détruire le M.f.a. et les forces armées du dedans. Les S.u.v. ont été créées par les gauchistes, et le Parti communiste en difficulté avec le M.f.a. a sauté sur cette initiative et aujourd'hui il les favorise.

— Le Parti socialiste est-il prêt à réprimer l'extrême-gauche ?

— Ce n'est pas au P.s. qu'il incombe de faire une politique répressive mais au M.f.a. Le P.s. n'a même pas les moyens d'exercer une telle politique. Il n'est pas armé, contrairement aux groupes d'extrême-gauche. La facilité avec laquelle ces groupes utilisent des armes d'un grand pouvoir de feu est préoccupante. Nous avons même assisté à des règlements de compte entre organisations gauchistes rivales.

Le Parti socialiste condamne ces groupes et le M.f.a. essaie de le faire, mais les communistes tentent de jouer avec cette situation trouble. C'est un jeu opportuniste et très dangereux. La constante du P.c.p. est le refus de la démocratie ; c'est ce qui l'a amené d'abord à prendre le pouvoir tout seul, puis à s'allier à l'extrême gauche qui refuse aussi la démocratie.

— Que faut-il alors penser de l'alliance dans les élections syndicales entre le M.r.p.p. et le Parti socialiste ?

— Il n'y a pas d'alliance, ni au niveau politique ni au niveau syndical. Dans certains syndicats les gens ont refusé les listes dominées par le P.c.p. et dans certains cas des syndicalistes ayant des sympathies qui allaient du M.r.p.p. au P.p.d. ont fait un front commun contre la domination communiste. C'est cela qui est vrai.

— Le 25 avril 1974, vous n'avez accepté d'entrer au gouvernement qu'avec le P.c.p. Faites-vous toujours la même analyse ?

— Absolument. Mais à la condition que le P.c. joue le jeu de la démocratie. Malgré toutes les critiques que je fais au comportement politique de la direction du P.c.p. je ne veux pas que le Parti socialiste participe à un gouvernement en alliance exclusive avec le P.p.d. La logique d'un tel gouvernement serait inéluctablement une logique de droite et le P.s. est un parti de gauche.

Nous ne sommes donc disposés à marginaliser ni le P.c.p. ni le P.p.d., mais nous exigeons que le Parti communiste ait une attitude politique claire qui puisse être comprise par les masses populaires. Qu'il nous dise s'il défend le gouvernement auquel il participe et dont il a approuvé la plateforme, ou si, au contraire, il joue avec l'extrême gauche la contestation généralisée du gouvernement.

— Comment conciliez-vous vos contacts avec les partis sociaux-démocrates européens et votre affirmation que la social-démocratie n'est pas possible au Portugal ?

— Le fait d'appartenir à la même famille spirituelle du socialisme démocratique ne nous conduit pas nécessairement à copier les recettes de la social-démocratie pour le Portugal. En effet, les conditions sociologiques de mon pays sont profondément différentes de celles qui existent dans les sociétés de l'Europe du Nord où la social-démocratie s'est implantée.

Il n'en reste pas moins que les frontières entre le socialisme démocratique et la social-démocratie sont parfois difficiles à saisir. Grosso modo on peut dire que, nous, socialistes démocratiques avons une stratégie de rupture avec le capitalisme. Nous voulons une société vraiment socialiste, une société sans classes, d'où aurait disparu l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour arriver à cet objectif final, nous pensons qu'il est fondamental d'articuler les expériences de démocratie directe, l'élan des masses populaires, la capacité des travailleurs de s'organiser eux-mêmes, pour gérer leurs entreprises et leurs communes avec une conception représentative, démocratique et décentralisée de l'Etat.

— Compte tenu des événements des derniers mois, comment voyez-vous l'avenir des relations entre le P.s.p. et le P.c.p. ?

— Je ne renonce pas à l'espoir d'une collaboration avec le Parti communiste. Je suis convaincu que par la force des choses, il sera obligé un jour de revoir toute sa stratégie et de respecter les règles de la démocratie. A partir de ce moment le P.s. est disposé à établir avec lui un projet politique commun qui permette de développer rapidement notre révolution.

Je ne vois pas d'issue à cette révolution hors de la collaboration entre le P.c. et le P.s. sans exclusion d'autres partis comme le P.p.d. Je dois dire également que je n'ai pas une position complètement négative vis-à-vis de l'extrême-gauche. Elle pose des problèmes extrêmement importants, au niveau de la critique théorique et peut par sa contestation inspirer des avancées significatives de la révolution. Elle est dangereuse quand elle s'arme comme elle est en train de le faire. Elle risque de pousser la révolution portugaise dans une aventure qui peut dégénérer en guerre civile.

— Où en est votre proposition de réunion des huit partis socialistes et communistes de l'Europe du Sud ? D'une façon plus générale, comment voyez-vous aujourd'hui la possibilité et l'intérêt d'une collaboration à ce niveau ?

— J'ai pensé qu'il était important de discuter, à un niveau qui dépasse le seul cadre de l'expérience portugaise, des problèmes du passage au socialisme. Deux conceptions de la révolution s'affrontent dans la crise que nous vivons. L'une, totalitaire, mise sur une avant-garde minoritaire qui pour s'implanter a nécessairement besoin d'un Etat répressif qui tue la démocratie politique et les libertés et ne peut respecter les droits de l'homme. L'autre conception, la nôtre, considère que le passage au socialisme est possible dans le cadre politique et institutionnel d'une démocratie politique qui conserve ce que nous pensons être des conquêtes définitives de l'humanité : les libertés et les droits de l'homme.

Jusqu'à maintenant, aucun pays du monde n'est arrivé au socialisme de cette façon. C'est pourtant la voie que proposent aujourd'hui, avec des nuances, socialistes et communistes italiens, socialistes et communistes français, socialistes et communistes espagnols. C'est pourquoi j'ai pensé qu'il était important pour nous tous de réfléchir et de discuter de ces problèmes.

Je ne comprends pas qu'Alvaro Cunhal refuse une telle rencontre sous le prétexte que le P.s.p. n'est pas suffisamment intéressé par le socialisme alors qu'en même temps il nous propose au niveau intérieur de nous asseoir à la même table que lui et que le Fur (Front des organisations gauchistes dont il a été expulsé mais avec lequel il maintient des liens par l'intermédiaire du M.d.p.) pour résoudre les problèmes du socialisme au Portugal. Cela montre la désorientation et les contradictions dans lesquelles se débat le P.c.p.

— Ne croyez-vous pas à des risques sérieux d'affrontements violents à court terme au Portugal ?

— Je suis très préoccupé par cette éventualité, mais je pense que tous les gens responsables politiquement quelles que soient leurs positions politiques ou idéologiques doivent tout faire pour éviter cela. Une telle situation ne pourrait que profiter à la droite qui est encore beaucoup plus forte qu'on ne le croit souvent. Nous faisons tout pour éviter un tel affrontement. J'aimerais que le P.c. condamne nettement les milices armées qui font courir un grand risque au pays, ce qu'il n'a pas fait jusqu'à ce moment. Nous avons posé comme conditions de participation au sixième gouvernement une politique d'autorité ferme à l'égard de ces milices. Nous exigeons leur désarmement.

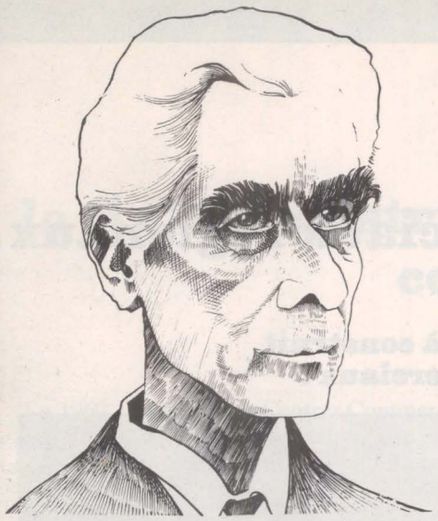
— La droite n'a t-elle pas une part de responsabilité plus importante que l'extrême-gauche dans ce risque d'affrontement ?

— La droite a sa part de responsabilité mais elle attend la détérioration de la situation. Elle se prépare et attend son heure.

— Se contente-t-elle d'attendre ? Ne participe-t-elle pas à la détérioration ?

— Elle fait ce qu'on lui laisse faire, mais il y a deux mois, elle n'osait pas se prononcer publiquement. Aujourd'hui elle le fait. Pour le moment elle est encore en dehors du jeu. La détérioration de la situation peut lui permettre de venir plus rapidement qu'on ne le pense. C'est cela qu'il nous faut éviter. Notre politique vise donc à élargir la base sociale d'appui au régime pour dépasser la crise actuelle et sauver la révolution.

SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU



Alvaro Cunhal

avec la social-démocratie européenne. L'histoire des rapports entre le Parti communiste et l'actuel Parti socialiste n'est que l'histoire des rapports entre communistes et socialistes portugais ces dernières années. Nous avons, au temps du fascisme, eu des moments de coopération et de difficultés. Il n'en reste pas moins que quelques semaines avant le 25 avril, des rencontres ont eu lieu entre les délégations des deux partis auxquelles participaient Mario Soarès et moi-même. Nous étions très contents d'approfondir les possibilités de coopération avec le P.s. Nous pensions alors que c'était dans la collaboration entre un P.c. et un P.s. ayant des opinions différentes, mais aussi des points communs que nous trouverions les bases sociales et politiques d'une révolution démocratique qui permettrait d'ouvrir le chemin vers le socialisme.

Nos rapports ont donc connu des hauts et des bas, mais jamais ils n'avaient été aussi mauvais que ce qu'ils sont devenus après le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975 au moment où notre révolution a fait un virage vers le socialisme. C'est le problème des objectifs de la révolution. C'est aussi le problème des deux légitimités dont nous parlions tout à l'heure. Nous en sommes arrivés à une situation telle que pour l'instant même des rencontres entre les deux partis sont difficiles à concevoir. Si les socialistes décidaient de coopérer avec nous, ils risqueraient peut-être de mettre en danger les alliances qu'ils recherchent et qui leur sont si chères avec la droite réactionnaire. En même temps, la classe ouvrière ne comprendrait pas en ce moment une alliance étroite et préférentielle de notre parti avec le parti socialiste, parce qu'il est lié à la droite et se met contre le processus révolutionnaire. Nous souhaiterions avoir au Portugal un fort parti socialiste travaillant avec nous, mais il faudrait pour cela qu'il choisisse entre ses alliances sur sa droite et sur sa gauche. Le P.s. n'est pas aujourd'hui seulement lié au P.p.d., il est lié aux forces sociales intéressées au maintien de la puissance économique de l'argent chez nous. Il est contre les forces révolutionnaires aussi bien militaires que populaires. Dans ces conditions, la coopération s'avère très difficile.

— N'avez-vous pas une dette envers le P.s.p. qui a insisté le 25 avril pour que le P.c.p. participe au gouvernement. ?

— Le P.s. ne pouvait pas participer au gouvernement sans nous. Cela aurait été une catastrophe pour lui. On peut donc dire que s'il y a une dette, elle est dans le sens contraire. C'est notre participation au gouvernement qui a rendu possible celle du parti socialiste.

— Quel est le sens de la participation du P.c.p. au sixième gouvernement provisoire aux côtés du P.s. et du P.p.d. alors qu'une partie de ses militants défilent dans la rue en l'accusant d'être un gouvernement de droite ?

— Nous avons appuyé les efforts de l'amiral Azevedo fondamentalement parce que s'il n'avait pas formé le gouvernement ce n'est pas un gouvernement de gauche qui aurait été formé, mais un gouvernement ouvertement de droite.

Nous n'étions pas d'accord et nous ne le sommes toujours pas avec la participation du P.p.d. Il n'a rien à faire avec un gouvernement qui dit vouloir défendre les libertés et les conquêtes de la révolution. Nous pensons que le gouvernement est en train de réaliser une autre politique que celle prévue dans la plate-forme qui avait servi de base à sa constitution. On procède à des assainissements, à l'épuration, à gauche et pas à droite.

Au fond notre politique est la même dans la rue et à la table du conseil des ministres.

— Les relations entre le P.s.p. et le P.c.p. sont difficiles. Quel prix êtes-vous prêt à payer pour qu'elles soient positives ? Jusqu'où les relations positives avec le P.s.p. vous intéressent-elles ?

— Nous avons toujours déclaré que nous sommes prêts à coopérer avec le P.s.p. Ce qui est fondamental, c'est de savoir le prix que notre peuple payerait. Nous ne voulons pas lui faire payer le prix d'un accord avec le parti socialiste. Il y a un point sur lequel nous n'abdiquerons pas dans le cadre d'un accord avec le P.s. : c'est la perspective du socialisme. Si le P.s. se décide à faire une correction de son système d'alliance et à s'unir aux forces progressistes, tout sera facile. S'il fonde son activité sur l'anticommunisme, sur « l'antipécépisme », cela n'aboutira à rien.

Nous ne voulons en aucune façon diminuer le rôle du P.s. dans le Portugal actuel et dans le Portugal de l'avenir. Si le Parti socialiste veut marcher sur le chemin du socialisme, c'est-à-dire de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, nous ne demandons qu'à travailler en commun avec lui comme avec d'autres partis révolutionnaires. Nous ne voulons pas du tout la dictature du parti unique. Nous pensons que dans la situation du Portugal nous devons assurer les plus larges libertés, parmi lesquelles la liberté de presse, la liberté de formation et l'activité des partis politiques. Nous voulons un Portugal socialiste et démocratique et nous voulons le construire avec des forces politiques qui ont des idées différentes mais une plate-forme commune pour l'essentiel.

— Le P.c.p. a défendu avec intransigeance la révolution, mais n'a-t-il pas fini par attaquer des ennemis qui n'étaient pas ceux de la révolution, mais ceux du Parti communiste ?

— C'est le contraire qui s'est passé. A un moment donné certaines forces y compris des forces démocratiques et des extrémistes gauchistes ont choisi comme cible non plus les réactionnaires mais le parti communiste. On nous a accusés de prendre le pouvoir, d'instaurer une dictature, etc. Tous ensemble, ils voulaient l'anéantissement du P.c.p. C'est un objectif pitoyable qui n'a pas réussi.

— Que pensez-vous de la possibilité et de l'intérêt d'une coopération des P.c. et des P.s. de l'Europe du Sud ? Dans ce cadre que pensez-vous de la proposition de conférence de Mario Soarès ?

— Nous sommes très favorables à une coopération de ce genre, bien que nous ne voyions pas de raison particulière à la distinction régionale qui est faite.

La proposition de Mario Soarès est cependant impossible à accepter en ce moment du fait qu'il n'y a pas de coopération sur le plan national. On n'essaie pas de résoudre avec les communistes portugais les problèmes concrets de la marche au socialisme dans notre pays et on irait discuter de ce problème au niveau international avec les autres partis communistes et socialistes ? Nous ne voyons aucun sens à une telle initiative.

Nous sommes d'accord pour discuter avec les socialistes et communistes européens. Nous sommes d'accord pour discuter dans un cadre international avec les socialistes portugais. Mais avant cela nous devons coopérer sur les problèmes concrets de chaque jour qui sont décisifs pour notre liberté et pour notre avenir socialiste au Portugal.

— Cette participation à une réunion européenne n'est donc pas possible aujourd'hui ?

— Aujourd'hui sûrement pas !

— N'avez-vous pas peur que cette position vous marginalise par rapport aux autres P.s. et P.c. concernés ?

— Ce que nous ne voulons pas c'est être marginalisés par notre propre peuple dans notre propre révolution. Notre devoir principal, notre premier devoir internationaliste qui s'identifie d'ailleurs avec notre devoir national est de défendre les intérêts des travailleurs portugais et de faire tous les efforts, et les sacrifices s'il le faut, pour amener dans notre pays la révolution portugaise vers la libération de la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste. Même si cela nous marginalisait par rapport à l'opinion publique internationale — et nous ne le croyons pas — sur ce point nous n'avons rien à concéder.

— Le P.c.p. pense-t-il que l'affrontement violent entre les forces progressistes et la réaction est à l'horizon au Portugal ? Quelles conclusions en tire-t-il ?

— Ce n'est pas seulement la réaction fasciste qui présente le danger d'une confrontation violente. Ce danger existe aussi avec les forces qui ont été avec la révolution portugaise.

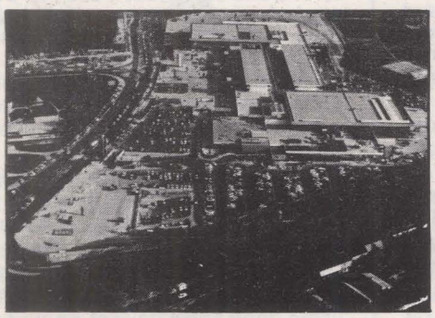
Nous pensons qu'il faut chercher une solution politique et tout faire pour éviter des confrontations violentes et la guerre civile. Hier encore nous avons insisté pour proposer une réunion entre les différentes tendances du M.f.a., les partis révolutionnaires, le parti communiste et le parti socialiste pour chercher une solution à la crise. Nous ferons tous nos efforts pour que la révolution portugaise puisse continuer à marcher avec un œillet dans le canon de son fusil.

Propos recueillis par FRANCIS PISANI.

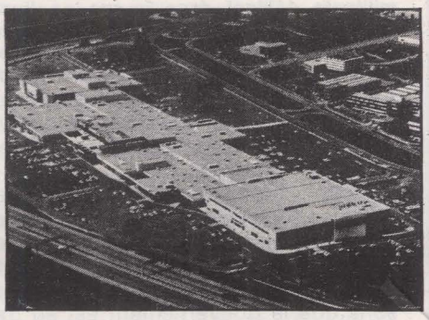
SCC

Déjà leader dans les centres commerciaux régionaux...

La Société des Centres Commerciaux a déjà construit ou réalise actuellement 8 centres commerciaux :



1969 PARLY 2
Surface commerciale GLA : 55.000 m²
107 magasins - Le Printemps et le B.H.V. Prisunic et Suma



1972 VELIZY 2
Surface commerciale GLA : 75.000 m²
145 magasins - Le Printemps et La Samaritaine. Prisunic, Suma et C & A



1973 ROSNY 2
Surface commerciale GLA : 83.000 m²
166 magasins - La Samaritaine et B.H.V. La Redoute, C & A, Casino et Prisunic



1973 GRIGNY 2
Surface commerciale GLA : 12.000 m²
26 magasins - Hypermarché Goulet Turpin



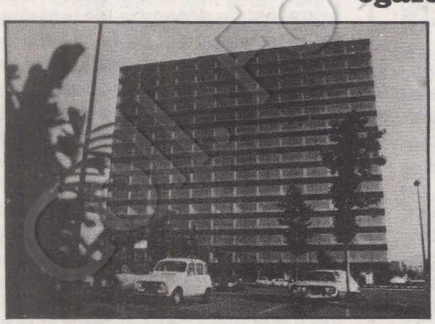
1973 ULIS 2
Surface commerciale GLA : 42.235 m²
65 magasins - Carrefour

ROUEN SAINT-SEVER
Surface commerciale GLA :
44.000 m2

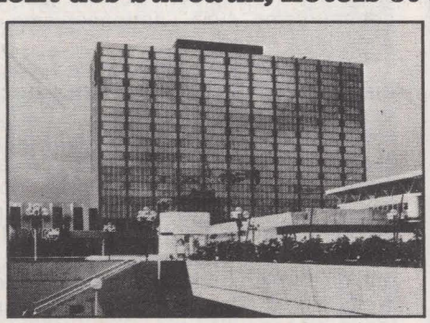
BOISSY 2 RER
Surface commerciale GLA :
23.000 m2

Egalement en cours d'étude

En pleine expansion, elle diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :



ROSNY 2 : 25.000 M²
En cours de livraison



EVRY 2 : 12.000 M²
En cours de livraison

Egalement construction de 10.000 m² de bureaux et d'un hôtel à Rouen Saint-Sever, livrables début 1978



LA PART-DIEU (LYON) :
40.500 m² et le 25e hôtel Frantel
Livraison fin 1976

la S.C.C. construit maintenant les grands centres commerciaux urbains

En 1969, la Société des Centres Commerciaux créait à Parly 2 le premier centre commercial en France. En 1973, elle inaugurait Rosny 2 (83.000 m2) : sa cinquième réalisation en région parisienne. Tout en continuant cette expérience extra-muros, elle estimait alors que la conception des centres commerciaux devait évoluer pour s'adapter étroitement à d'autres problèmes actuels : ceux de l'urbanisme et de l'environnement. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la S.C.C. construit des centres commerciaux à vocation régionale au cœur même des villes nouvelles et des programmes de rénovation urbaine.



1974 BOBIGNY 2
Surface commerciale GLA : 25.600 m²
56 magasins - Hypermarché Mammouth

Une source de vie pour la cité

Partie intégrante du centre-ville, le centre commercial participe en permanence à la vie de la communauté urbaine, bien au-delà de son activité proprement commerciale. Ainsi, traversé par deux rues, le centre commercial d'Evry ouvre-t-il directement sur l'agora, place vitale de la Ville Nouvelle, rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne. Accessible et vivant jour et nuit, Evry 2 Centre en est le prolongement, la grand-rue et le principal pôle d'attraction.

Dans le cadre de la restructuration du centre-ville, Bobigny 2 est également au cœur d'un important complexe regroupant la Préfecture, l'Hôtel de Ville et les principaux services administratifs départementaux.

Et à Lyon, le programme de rénovation urbaine de la Part-Dieu s'organise autour du centre commercial qui réunit sur 110.000 m2 (surface encore jamais atteinte) l'éventail le plus extraordinaire de commerces, de loisirs, de services.

L'équation idéale : emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs (transports, parkings) et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Par ailleurs, l'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.

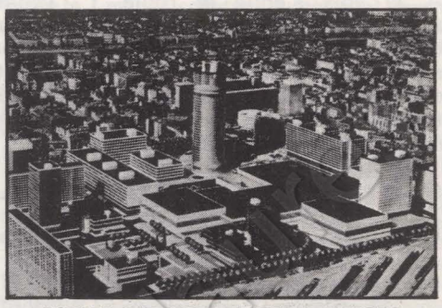
A cet égard, la S.C.C. intervient directement, avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart d'heure ou d'une demi-heure de transports.



1975 EVRY 2 CENTRE
Surface commerciale GLA : 71.000 m²
140 magasins - Nouvelles Galeries, Euromarché et Primevère

Une opportunité pour les détaillants de toutes dimensions

Pour la S.C.C. il n'y a pas de "grand" ou de "petit" commerce. Tous les centres sont conçus, réalisés, vécus avec les commerçants locaux. La politique adoptée par la S.C.C. associe étroitement le promoteur au commerçant, quelle que soit sa taille. Son système de location repose sur deux principes importants : **la suppression du pas-de-porte** - ce qui favorise les petits détaillants - et **le loyer proportionnel au chiffre d'affaires** - ce qui représente une garantie pour le commerçant, puisque le promoteur devient ainsi son associé.



1975 LA PART-DIEU A LYON
Surface commerciale GLA : 110.000 m²
250 magasins - Galeries Lafayette et le Grand Passage, Uniprix, C & A et Marks & Spencer

La S.C.C. : une assistance technique permanente

La S.C.C. ne se contente pas de louer un magasin aux commerçants. Elle met à leur disposition un certain nombre de services et avec eux elle suit leurs problèmes. Elle est aussi particulièrement vigilante dans les deux lignes de force qui font le succès de ses centres : **l'animation et la gestion.** Le service de gestion est pour chaque commerçant un conseil permanent et gratuit. Ce service peut orienter leurs assortiments, moduler investissements et aménagements et même assurer la formation permanente du personnel.

Le but constant de la S.C.C. est de contribuer au maximum à l'adaptation la plus complète possible des commerçants indépendants au commerce moderne. Son action et son travail sont uniques au monde. Car, même aux Etats-Unis aucune organisation n'apporte une prestation aussi complète que la S.C.C., leader depuis dix ans de ce type de commerce en France.

Renseignements pour la location des magasins et des bureaux :

SCC

Société des Centres Commerciaux
22, place Vendôme 75001 Paris Tél. 260.32.56

La meilleure image du commerce régional et urbain

LE TEMPS DES "AMATEURS"

Puissante, la voix s'enfle et roule comme le tonnerre : « Horreur, braves gens, horreur ! Tremblez, vos jours sont en danger ! A chaque instant, à chaque coin de rue, vous risquez d'être tué. Des yeux vous guettent dans l'obscurité. On en veut à votre vie, on en veut à vos deniers. Partout, le sang coule. Il vous faut réagir avant d'y passer ». Réponse du chœur tremblant : « Pitié ! Protégez-nous, bon Prince ». Puis, violemment : « Vengeance » ! Ainsi présentée, la campagne du conditionnement des Français passe pour ce qu'elle est ; caricaturale, dangereuse et efficace. Certes, il ne s'agit pas de nier la réalité. Les chiffres fournis par la direction centrale de la Police judiciaire pour 1974 sont impressionnants. Le Dr Yves Roumajon, président de l'Association française de criminologie, les a rapportés à l'occasion du XVe Congrès de cette organisation, la semaine dernière à Clermont-Ferrand : « Le banditisme défini comme l'usage de la violence contre les personnes pour s'emparer de biens a entraîné l'an dernier 18 meurtres, 63 tentatives d'homicide, 98 attaques accompagnées de coups de feu dont 20 contre des banques, 56 prises d'otage ou assimilées dont 12 lors de vols à main armée commis contre des agences bancaires. Le même rapport précise que 80 % du banditisme est imputable à des moins de 30 ans ». Pour graves que soient ces chiffres, la situation de violence qu'ils expriment n'a rien de bien nouveau. C'est du moins l'opinion du Dr Roumajon qui a évoqué les siècles passés. Les enlèvements d'enfants en vue d'obtenir une rançon étaient alors chose courante. Généralement, les paysans ne payaient pas. Pour eux, ce n'était pas une malédiction, mais plutôt une bouche de moins à nourrir dans leurs familles trop nombreuses. C'est ainsi que voici 120 ans, la veuve Massot, qui avait refusé de payer 80 000 F pour revoir son fils de 17 ans, reçut successivement ses deux oreilles avant que les ravisseurs n'égorgent le jeune homme. « Nous déplorons la violence dans les bals publics, note Roumajon : le 25 janvier, le Parlement a interdit les bals de nuit et le port des armes à cause des meurtres qui venaient de s'y commettre. Il s'agit du Parlement de Toulouse et nous sommes en 1644 »... Plusieurs orateurs ont ainsi mis en avant l'importance de la violence, avec son cortège de meurtres, de vols, d'enlèvements et de rixes au cours des siècles.

Et la fraude fiscale ?

Si la violence n'est pas nouvelle, sans doute a-t-elle trouvé de nouveaux modes d'expression. Les mass-media, la radio en particulier, permettent à chacun de s'en rendre compte en suivant, par exemple, le déroulement d'un hold-up avec prise d'otages comme s'il était sur place. Cette amplification des faits divers dramatiques a pour effet d'angoisser l'opinion. Faut-il s'en étonner ? Mieux vaut détourner les capacités émotives du peuple vers les « bandits » que lui permettre d'exprimer sa légitime indignation face à la montée du chômage et des inégalités. Mais, dira-t-on, le chômage n'a tué personne ! Directement, sans doute, mais il y a lieu d'imaginer que la misère qui l'accompagne peut fort bien provoquer des conduites désespérées. D'autres questions viennent à l'esprit. Quels phénomènes menacent le plus la société et l'individu ? Entre les 18 meurtres crapuleux commis, l'an dernier, par des bandits, et les 13 521 tués et 353 069 blessés de la route en 1974, où est le pire danger ? L'insécurité du travail qui provoque un accident toutes les sept secondes, dont un mortel toutes les 40 minutes, n'est-elle pas socialement, tout comme les accidents de la route, plus coûteuse que la criminalité ? Des 72 millions de francs de butin recueillis au cours des hold-up commis l'an passé et des 50 milliards de francs détournés par la fraude fiscale annuellement, qu'est-ce qui pèse le plus sur le fonctionnement normal du système ?

Répondre « la criminalité » à chacune de ces questions n'aurait pas de sens. En écho au gouvernement, une certaine presse agit pourtant comme si la délinquance et le banditisme constituaient les plus grands de tous nos maux. Voilà un mensonge politique qu'il convient de dénoncer. La sécurité dans le travail ou sur la route est plus menacée par le système en place que celle des biens et des personnes ne l'est par la criminalité. Pour le reste, la police et la Justice font généralement leur travail avec conscience. Il est certes nécessaire de lutter contre le banditisme et de le sanctionner. Il convient même de doter la police de moyens en hommes et en matériel nécessaires à son efficacité. La création des Offices centraux de répression du bandistisme, du trafic des stupéfiants, de la traite des êtres humains et celle des brigades anti-gang et anti-commando ont été autant de réponses récentes à la mutation et à la montée du banditisme pour mieux le réprimer. Cette répression suffira-t-elle à l'enrayer ? Un grand spécialiste du terrain comme le commissaire divisionnaire Jean Bellemin-Noël, chef de la section de répression du banditisme et du proxénétisme à la direction centrale de la P.j., n'en croit rien : « Dans la société où nous vivons, société de consommation permissive et agitée par de sérieux problèmes économiques, il est à prévoir que le banditisme des amateurs progressera, poussé par les puissantes motivations que sont l'argent et son complément, le désir d'avoir tout et tout de suite ». Pas plus que la peur du gendarme, celle du juge, de la prison et même de la guillotine ne sont à même de faire disparaître cette constante dans le temps et dans l'espace que représente le bandisitme.

Porte-parole musclé

Les menaces de Michel Poniatowski et la surenchère de Jean Lecanuet permettent d'imaginer qu'on se dirige malgré tout vers une accentuation de la répression. Une distinction subtile et discutable permettra de mettre ensemble les « grands bandits » auxquels les juges (in)dépendants sont priés d'infliger des sanctions plus sévères et dont les modalités d'application ne souffriront







pas la moindre remise de peine. Voilà une décision démagogique qui vient à point nommé pour rassurer une opinion conditionnée. Et à quel point ! Signe de l'inquiétant succès de l'obscure campagne de peur et de haine, la récente condamnation à mort d'un jeune de 17 ans prouve que l'accroissement de la répression passe trop souvent pour la meilleure réponse à la criminalité.

Mais qu'en pensent les spécialistes ? Comme à regret, le Dr Roumajon constate : « Il existe des moyens modernes pour lutter contre le crime, mais, dans une période aussi passionnelle que celle que nous traversons, les solutions autres que brutales ne plaisent guère... Des solutions répressives systématiques et démagogiques signifieraient une authentique répression, un véritable abandon scientifique ». L'évocation de l'action préventive efficace menée par Mme Chirol au centre pour adolescents de Vauhallan, l'expérience pénitentiaire américaine pleine de succès rapportée par le réalisateur de télévision Daniel Karlin ont complémenté l'intervention de Jacques Verin. Pour ce magistrat chargé du service de coordination de la recherche au Ministère de la Justice, l'existence de prisons de maxi-sécurité pour « grands criminels » (purgeant de longues peines) présente de « sérieux dangers pour l'avenir de la prison » qui deviendrait alors « une sorte d'enfer sans espoir ». Il concluait : « L'avenir du banditisme sera peu modifié par l'état de désarroi moral de nos sociétés nationales traumatisées, entre autres raisons, par la révélation que la loi de la jungle régit la société internationale. Il faut lutter contre le banditisme, mais ce travail de Sisyphe ne risque-t-il pas d'apparaître dérisoire si nous ne nous efforçons pas de soumettre les nations au Droit et à la Justice ? » Pour l'immédiat, Jean Pinatel, président de la Société internationale de criminologie, a jugé que nous étions « devant l'impérieuse nécessité » de définir et de mener à bien une série d'expériences nouvelles, susceptibles d'être étendues à l'ensemble du pays pour aboutir à une politique efficace de défense sociale.

Détention provisoire et ordre public

Décidément Jean Lecanuet, ministre de la Justice, digère mal l'affaire Chapron - de Charette. Inaugurant le tribunal de grande instance de Briey, le 14 octobre, il a notamment déclaré : « La justice doit se garder de tomber dans la grossière simplification qui consiste à juger les hommes en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent... Il appartient au ministère public, dans le temps et le lieu fixés par la loi, de prononcer des réquisitoires publics et il dispose pour cela d'une entière liberté de parole. Mais tel n'est pas le rôle du juge chargé de l'instruction... La vérité du juge est dans la fidélité à la loi et s'il sort de cette vérité, qui fonde sa propre légitimité, il cesse d'être juge pour devenir partisan.»

Ainsi, Lecanuet s'en prend une nouvelle fois au juge d'instruction de Béthune, Patrice de Charette et, à travers lui, au Syndicat de la magistrature dont il est membre. Une telle persistance fait peu de cas de l'indépendance de la magistrature et de la Justice officiellement encore en vigueur. Par ailleurs, le Garde des Sceaux porte une appréciation sur le fond de cette affaire qui vit la mort de Roland Wuillaume, ouvrier intérimaire, invalide à 67%, écrasé dans des conditions scandaleuses entre les tampons de deux wagons.

Pour une juriste comme Danièle Burguburu, avocat à la Cour, l'affaire Chapron-De Charette pose le double problème des accidents du travail et de la détention provisoire. Elle relève que dans le rapport présenté en décembre 1974 par l'Inspection générale des Affaires sociales, les deux tiers des accidents mortels survenus dans les industries du bâtiments et des travaux publics auraient pu être évités si les règles de sécurité en vigueur avaient été respectées. Ce rapport révèle également qu'au cours des 291 510 contrôles d'entreprises effectués en 1971, 468 588 infractions à la législation du travail ont été constatées. « Si la législation et les circulaires les plus récentes mettent l'accent sur la nécessité d'une répression accentuée face au mépris constant du patronat devant la mise en garde des Conseils d'hygiène et de l'Inspection du Travail, note Me Burguburu, la théorie est, en la matière, fort loin de la pratique. »

Cette juriste souligne par ailleurs que la détention provisoire est très fréquente dès que le délit en cause revêt un certain degré de gravité, qui s'apprécie d'un point de vue social. Les conséquences, les manifestations extérieures d'un accident provoqué par un conducteur de locomotive ou un chauffeur de car peuvent être telles que le juge estime généralement nécessaire de placer l'inculpé responsable de cet accident en détention provisoire, sous la pression notamment de l'opinion publique. Dans de tels cas qui se produisent fréquemment et qui voient l'incarcération d'ouvriers ou d'employés, les juges d'instruction se réfèrent toujours à la notion d'ordre public sans susciter le moindre éclat dans l'opinion. C'est là le véritable régime de la détention provisoire : un délit dont les conséquences sont graves et considéré comme une atteinte à l'ordre public qui justifie l'incarcération.

« Aussi, rappelle Me Burguburu, la détention provisoire, mesure théoriquement exceptionnelle, est-elle en réalité une mesure quotidienne. Il suffit de rappeler, pour s'en convaincre, que 50,76% des personnes incarcérées au 1er janvier 1975 se trouvaient en détention provisoire. En l'espèce, si l'on se réfère à la gravité de la faute d'un chef d'entreprise qui, comme Chapron, n'a pas tenu compte des avertissements, des amendes et autres injonctions, la mise en détention provisoire n'aurait pas dû soulever ces réactions exceptionnelles. Un dirigeant d'entreprise qui méprise l'intégrité corporelle et la vie de ses ouvriers rend les accidents plus que probables pour ne pas dire inévitables. Certes, l'on peut dire que sa détention provisoire dépasse le cadre prévu par le législateur. Mais une fois encore, ce cadre est dépassé tous les jours et se voit substituer le critère de la gravité de la faute. »

Venu conclure ce Congrès, le nouveau directeur général de la Police nationale, Robert Pandraud, s'est fait le porte-parole musclé de Poniatowski. Rejetant toute « faiblesse » dans la lutte contre le banditisme, il a annoncé l'inscription de la sécurité parmi les objectifs du 7e Plan et une nouvelle législation sur les armes, fort attendue. Puis, s'agissant des malfaiteurs qui prennent des otages : « La légitime défense (...) leur sera appliquée chaque fois que les otages ne courront pas de dangers ». Curieuse conclusion pour ces trois jours de congrès. Les criminologues ont dû penser qu'il n'est pire sourd...

JEAN-LOUP REVERIER







II. LA CAGE DOREE
ou la partie visible de l'iceberg



Exposition des « non conformistes » au Parc d'Ismaïlievo, à Moscou.

De notre envoyé spécial

Quand on passe quelques jours dans un pays étranger, comment prétendre en saisir toute la réalité ? Quand il s'agit de l'U.r.s.s., le problème est encore plus ardu : on tombe dans un pays dont on ignore la civilisation profonde, dont on méconnaît les tréfonds culturels. En plus, on butte au contact d'un univers politique complexe et déroutant. En pareil cas, la modestie s'impose : on n'en peut dire que ce qu'on en voit. En sachant qu'il ne s'agit que d'une part infime de la vérité.

Quand la nuit tombe sur la place Maiakovski, les Moscovites, surpris, lèvent les yeux : au sommet d'un immeuble, de longs messages lumineux défilent, comme place de l'Opéra à Paris, comme place Bellecour à Lyon. Les Soviétiques découvrent la publicité de l'ère électrique : le serpentin fascinant leur vante les qualités de certains magnétophones, de transistors et de téléviseurs. C'est nouveau. Jusqu'à maintenant, l'habitude était surtout aux slogans politiques. Le dernier en date a été dispersé aux quatre coins de la ville. Toujours sous la même forme : un immense placard rouge où se détache une phrase en lettres blanches. « Si tu veux la paix, mène une politique de paix et lutte pour la paix ». Un immense portrait de l'auteur de la maxime parachève le calicot : celui de Leonid Brejnev. Ce n'est pourtant pas à lui que vient d'être attribué le prix Nobel de la paix 1975. Mais à Andrei Sakharov qui, ô ironie ! est un de ces spécialistes de physique nucléaire qui mirent au point la bombe H soviétique. La galéjade affleure... L'événement porte néanmoins sa part de tragique et de naïveté : quand sonne l'heure des grandes manœuvres les « nouveaux croisés », quels qu'ils soient, commettent immanquablement deux erreurs essentielles. D'abord ils nient l'évidence, les incontestables progrès de la société soviétique depuis la prise du Palais d'Hiver. Ensuite, faute de preuves tangibles ils inventent des faux christs, des faux martyrs qui, tel Soljenitsyne, leur claquent entre les doigts. Le domaine culturel en est l'illustration parfaite.

Badge à 20 Kopecks

A la Maison de la Culture du Parc des expositions des réalisations de l'économie nationale de l'U.r.s.s., j'ai pu voir ces peintres « non conformistes » dont la presse occidentale conservatrice fait ses choux gras depuis un an. J'ai d'abord pu constater que ces « non-officiels » sont accueillis très officiellement dans un bâtiment de la ville de Moscou. Que leur exposition, comme toutes les autres, a eu droit à un « badge » édité par le ministère de la Culture et vendu 20 kopecks dans tous les kiosques. Et que, si les autorités soviétiques avaient voulu réellement escamoter cette exposition, elles ne l'auraient pas installée dans un Parc où tout Moscou va en famille, elles ne l'auraient pas mise sous la protection d'une milice nombreuse... pour que tout le monde la remarque.

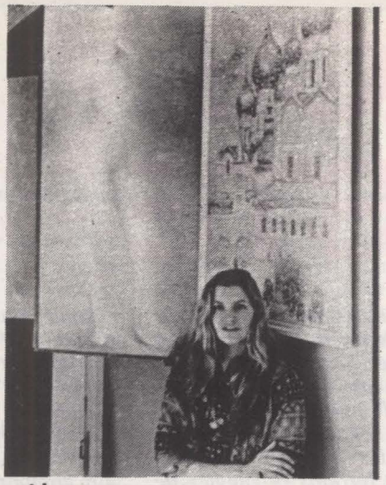
Narguant la longue queue des Moscovites, une entrée spéciale filtre les diplomates et les journalistes. J'y ai vu entrer une équipe de télévision d'Allemagne de l'Ouest et le premier secrétaire de l'ambassade du Brésil à Moscou, tous accueillis avec beaucoup d'égards. Personnellement, j'ai été pris en charge très gentiment par un peintre-organisateur habillé d'un de ces costumes de « jean » très chics et très bien coupés qu'on ne trouve que dans les meilleures boutiques parisiennes ou chez les couturiers new-yorkais. Il arbore fièrement un tee-shirt occidental. Le drapeau américain ornemente le revers de son veston. Il a pourtant l'air surpris de me voir sourire quand il se met à me raconter sa vie : il peine à faire vivre sa nombreuse famille, son enfance de petit Juif a été très malheureuse...

Trois salles sur deux niveaux et une galerie : l'espace n'étant pas encore suffisant pour les 750 œuvres de quelque 146 artistes, des cimaises ont même été installées dans les escaliers. Je suis mon guide bienveillant qui tient à me montrer, dans la masse, ce qu'il considère comme le meilleur : « Les toiles de mes amis », dit-il. Au milieu de la bousculade, tiré à la vitesse grand V par mon « protecteur », je découvre pêle-mêle des œuvres très judaïques, des imitations maladroites de l'hyperréalisme américain, des esquisses d'une religiosité qui eût ému Byzance, des bizarreries misérabilistes, des nus flous comme des Renoir, etc. Dans ma tête, tout cela reste très confus. Comme pour m'éclaircir les idées, mon accompagnateur zélé propose de me remettre un historique de l'aventure de ces peintres « non conformistes ». J'accepte. Nous voici aussitôt enfermés à clef dans une petite pièce qui sent le complot comme un réduit de la Sorbonne au plus beau de Mai 1968. Manquent les Katangais. Reste la flicomanie. Sous l'éclairage d'un sourire qui se veut complice, une jeune femme crispée me lit une chronologie allégrement commentée de propos antisoviétiques. C'est rocambolesque en diable : au cours de l'accrochage, « on » a retiré 41 tableaux ; dans la nuit qui a précédé l'ouverture, alors que l'exposition était sous scellés, « on » a décroché 36 œuvres. Quand je demande qui est ce « on » mystérieux, personne ne répond. Je remercie. Le manuscrit qui m'a été lu m'est remis. Mais oui, je reviendrai demain pour chercher des photos.

Je reviens surtout pour parcourir l'exposition calmement, à loisir. Beaucoup de déchets, d'œuvres sans intérêt, beaucoup de technique non aboutie ou à peine maîtrisée. Beaucoup d'imitateurs : qui de Modigliani, qui de Rouault, qui de Braque, qui de Matisse. Ces facilités éliminées, restent plusieurs tendances significatives. D'abord, une série très « russe », classique dans ses paysages, traditionnelle dans ses scènes de villages : ce n'est pas sans vitalité chez Jdan, chez Konicheva ou chez Lévitskaïa ; c'est parfaitement « rétro-russe », voire rétrograde, dans le colorisme niais d'un Tumanov. Ensuite, un retour à la religiosité, au mysticisme : étoile juive et croix orthodoxe dans les ciselures de Borüch, icônes modernisées par Kharitonov, églises par-ci, sujets bibliques par-là. Le morbide, façon américaine, a aussi ses adeptes : avec des matériaux ramassés dans des décharges publiques, qu'on assemble, qu'on soude, qu'on fond, qu'on recouvre au besoin d'hémoglobine ou de peinture couleur fiente... on compose des « montages » qui se veulent le reflet du monde dans lequel nous vivons.

Cette dérision dans le ton peut aboutir très rapidement à de l'antisoviétisme militant : c'est le cas des œuvres d'un Roguinski qui peint des rues semées de moujiks misérables ; c'est là une manière très claire de dire : « La Russie des Soviets, c'est comme la Russie des tsars ! » C'est précisément sur





Deux peintres « non conformistes » et leurs œuvres.



La « Une » de septembre de « Crocodile ».

ces russophiles d'un autre temps, sur ceux qui se prennent pour de nouveaux Roublev, sur ces suicidaires de l'anti-art made in U.s.a. et sur ces antisoviétiques patentés que mon guide avait insisté la veille. Pourquoi ?

"Sionisme et pornographie"

Pourquoi, dans le même temps où l'on me montrait cet ensemble navrant, me remettait-on une chronologie qui prétendait que ce genre de toiles avaient été décrochées ? Les correspondants de presse occidentaux auraient dû aller vérifier sur place avant de prétendre que les « œuvres qui tombaient sous le coup du code criminel de l'U.r.s.s., pour antisoviétisme, sionisme, pornographie, etc. » avaient été retirées. Car il y avait même du porno : les croûtes d'un vulgaire sous-Francis Bacon, un nommé Tordéev... Alors, que voulait-on me faire croire ? Que c'était là la peinture qui allait bouleverser le monde, après des décennies de réalisme socialiste? En vérité, sur 146 exposants, il y a au plus une dizaine de vrais peintres. Ceux-là, mon guide ne tenait peut-être pas à me les montrer. Mais, dans la médiocrité ambiante, il n'était pas besoin de sortir de l'école du Louvre pour les découvrir.

Yakovlev, né en 1934, est presque aveugle : il peint avec sa naïveté propre, avec des couleurs pures. Irina Ivliéva domine les ocres et accouple les nus avec une pudeur sans mélange. Pétrov estompe les corps jusqu'à les fondre dans la trame du lin. L'Arménien Aroutymian est sans doute le seul qui soit déjà parvenu à maturité : il a digéré, assimilé et compris le cubisme, le surréalisme et les futuristes soviétiques ; il a la fougue d'un Tanguy et la science d'un Labisse ; il est né en 1950 ; on reparlera de lui. Et de quatre ou cinq autres dont les noms m'échappent aujourd'hui. Mais on peut difficilement dire qu'il s'agit là d'une nouvelle école.



Andréi Sakharov.

Quand cette seconde visite s'est achevée, on m'a remis, comme promis, quelques clichés. Ils étaient accompagnés d'une nouvelle version de « l'épopée » des peintres « non conformistes » : celle-là était dactylographiée et disait exactement le contraire de la précédente ! Comme quoi mon scepticisme de la veille avait eu quelques effets inattendus... En prime, j'ai eu droit à la liste complète des exposants.

Intéressante, cette liste. A double titre. D'abord parce qu'elle m'a révélé que 60 % des artistes étaient d'origine juive. Ensuite parce qu'elle m'a permis de constater que certains peintres étaient en réalité... très officiels ; tel ce Youlikov qui reçoit régulièrement des commandes de la municipalité de Moscou ; il est même membre du Comité de Ville des graphistes !

S'il est un conformisme, c'est bien celui des « non conformistes » : ils ne veulent pas être « officiels » ; c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas avoir à répondre à des commandes d'Etat contre un salaire régulier (et élevé !) ; c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas payer leur cotisation à l'Union des Peintres ; mais, dans le même temps, ils réclament des autorités qu'elles organisent des expositions de leurs œuvres avec les deniers publics. Et ils obtiennent satisfaction ! Car, contrairement à ce qui a pu être affirmé ici ou là, ils exposent régulièrement depuis un an. Certes, cela a commencé par l'intervention des bulldozers et des arroseuses municipales à Béliaevo en septembre 1974. Mais, 15 jours plus tard, les mêmes toiles faisaient l'objet d'une exposition en plein air, avec « entrée libre », au Parc d'Ismaïlovo. En novembre 1974, certain des « non conformistes » ont été accueillis dans un Institut d'art avec les graphistes du Comité de Ville de Moscou. En février 1975, vingt d'entre eux ont exposé au Pavillon de l'élevage des abeilles à l'intérieur du Parc des expositions de réalisations de l'économie nationale. Enfin, au début de septembre 1975, ils ont exposé à Léningrad. A cela il faut ajouter que des expositions similaires existent en permanence en Arménie et dans les Républiques baltes ; et que des « Salons d'art et d'artisanat » accueillent toutes ces peintures et les vendent. Au « Salon » de la rue Tammik, à Moscou, j'aurais pu acheter des « officiels » qui ressemblaient étrangement aux « non officiels ». Ils valaient entre 300 et 600 roubles (de 1 800 à 3 600 F). Et l'on sait que les diplomates étrangers sont volontiers plus généreux... Décidément, le non conformisme se vend bien, même à Moscou.

Quand Jean d'Ormesson parle de « martyrs », Evtouchenko répond en dénonçant « les nostalgiques de la Russie des icônes ». L'exemple des peintres « non conformistes » donne raison au poète et tort à l'académicien. Quand on parle des libertés, mieux vaudrait dire de quelles libertés on veut s'entretenir. Au risque d'être scandaleux, je l'affirme : il existe des libertés en U.r.s.s. ! Liberté du paysan : il y a 50 ans il pliait sous les lois du servage ; aujourd'hui, il touche un salaire de kholkozien et il peut en plus vendre les produits de son lopin personnel ; dans les Caisses d'épargne, beaucoup de paysans soviétiques ont de belles cagnottes. Liberté de la vendeuse de grand magasin : quand bon leur chante, j'en ai vu plusieurs abandonner les clients et revenir une théière et une tasse à la main. Liberté de décider dès l'enfance que l'on sera musicien ; ou poète ; ou comédien. Comme le dit un jeune chanteur français : « Combien assassine-t-on de poètes dans les quartiers ouvriers de mon pays ? » Liberté de vivre dans le confort matériel la condition de « saltimbanque ». Je connais beaucoup de comédiens français devenus garçons-livreurs ou distributeurs de prospectus dans les boîtes aux lettres, beaucoup de danseuses inscrites comme dactylos dans une agence d'intérim, beaucoup d'écri-

→

LA SURFACE ET LE RESTE

Avec André Sakharov, une autre facette de l'intelligentzia soviétique sort du silence. Durant de longues années, l'Occident avait appris à écouter le cri d'écrivains en qui il reconnaissait des intellectuels. Il suffisait alors de les cataloguer — gauche, droite, croyant, marxiste — pour que chacun retrouve les siens. Et à partir de là d'accepter, de refuser, de condamner la culture soviétique. L'identification et la non-compréhension du langage des « contestataires » faisait le reste. Le silence, les appuis timides ou l'anticommunisme donnaient aux uns et aux autres bonne conscience.

Simplifiant à l'extrême la complexité de la société soviétique, l'insérant dans des schémas préconçus, sans projet socialiste crédible et opératoire, la gauche française, paralysée par l'anticommunisme de la bourgeoisie et pour certains par leurs vieux démons, se tournait vers d'autres combats. Le Vietnam, Cuba, l'Amérique latine fascinaient à moindre frais. Là, tout était clair, cataloguable, classifiable.

L'U.r.s.s. dérangeait les consciences de gauche. Ce continent hermétique se refusait à la facilité de l'analyse. Si les « oui, mais » commodes servent encore aujourd'hui, suppléant bien souvent à l'analyse, les temps ont changé. Tout projet de société socialiste passe par l'analyse critique des réalités soviétiques. La culture est un des terrains privilégiés de cette approche critique.

Le reportage de Jean-Paul Liégeois est la photographie, sincère et forcément floue, de la partie visible de l'iceberg. Et ce qui émerge est violemment éclairé. Le reste... appartient à la vie quotidienne des Soviétiques.

Sans vouloir prétendre à une véritable analyse de la partie immergée de l'iceberg, certaines réalités exigent une explication.

En Occident, la culture, toujours prise dans son sens le plus restreint — « l'artistique » — est le résultat du heurt de plusieurs idéologies, tant dominantes que contestataires.

Traditionnellement, en Russie tzariste — puis en U.r.s.s. — la culture était conçue de façon globale. Elle intègre l'artistique, le scientifique, l'information, l'éducation, le politique, les rapports humains. Aujourd'hui encore, à un passant qui le bouscule, le Soviétique dit « Nèkulturny », ce qui peut approximativement se traduire par « personne sans culture ». Et c'est une insulte. Cette notion globale de culture s'accompagne de la notion d'« intelligentzia » qui n'est pas l'équivalent d'« intellectuels ».

Au XIXe siècle, l'« intelligentzia » russe, se heurtant, dans sa majorité, au Pouvoir, cherchait désespérément à « coller » au peuple. Sans y parvenir. Mais de cette intelligentzia sont sortis la plupart des révolutionnaires. On comprend que le pouvoir tzariste considérait la « culture » comme un élément révolutionnaire et la persécutait.

Octobre a voulu concilier — entre autres — la culture et le peuple. Mais c'est une autre histoire qui fut écrite... 58 ans ont passé et c'est pratiquement le schéma d'avant Octobre que l'on retrouve. A quelques détails — de taille — près : le peuple n'est plus dans l'état d'arriéra-

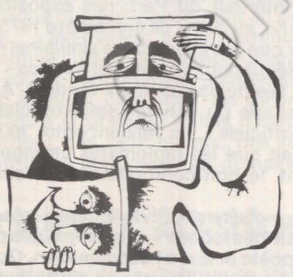
LA CAGE DOREE

→ vains réduits au rôle de pisse-copie dans une feuille confidentielle... qui aimeraient pouvoir en dire autant. Quant à la liberté d'être informé elle n'est pas aussi absente qu'on l'affirme en Occident. Exemple : au lendemain de l'attribution du Prix Nobel à Sakharov, « le Figaro » — comme « l'Aurore » — affirmaient gaillardement : « Les Soviétiques ignorent et ignoreront longtemps qu'Andrei Sakharov a reçu le prix Nobel de la paix ». En fait, après 24 heures de silence, les Soviétiques, par le biais de Tass et des « Izvestia », polémiquaient sur la « manœuvre antisoviétique » que constituait pour eux l'attribution du prix à Sakharov. Finalement, les Soviétiques ont bien été informés !

Aussi souvent et longuement que je l'ai pu, à Moscou, j'ai regardé la télévision, dépouillé la presse, fouillé les revues. O surprises ! Dans la quantité et la diffusion, d'abord : il n'existe pas moins de 8 000 journaux. Les quotidiens sont édités en 58 langues (des peuples de l'U.r.s.s.). Que je sache, aucune publication française, pas même le « Journal officiel », ne dispose d'éditions en basque, en catalan, en breton, en occitan, en alsacien ou en patois bourbonnais !

Surprenantes également les informations dont les Soviétiques disposent sur la vie des pays étrangers. Quelques exemples : une émission mensuelle de la télévision s'intitule « L'Amérique dans l'objectif ». Tous les dimanches, à 13 h 45, la première chaîne présente « L'U.r.s.s. vue par ses hôtes étrangers ». On peut, par ailleurs, faute d'y trouver « le Monde », le « Guardian » ou le « New York Times », acheter dans tous les kiosques pour 20 kopecks (ou s'abonner) l'hebdomadaire « A l'étranger ». Grâce à un ami français qui y a consacré une étude, j'ai pu avoir une vue d'ensemble de cette publication sur l'année 1975. En dehors des articles culturels et des séries historiques sur la Deuxième Guerre mondiale, on y trouve essentiellement des extraits ou des reprises intégrales d'articles de la presse étrangère. Ce qui vaut aussi bien pour les Etats-Unis que pour la France, pour l'Allemagne de l'Ouest que pour l'Angleterre. On s'attend à y lire des passages de « l'Humanité » et de « la Vie ouvrière ». Ils y sont. Mais on y rencontre aussi régulièrement « le Monde », « le Point » et « le Nouvel Observateur ». Ni « le Figaro » ni « l'Express » n'y sont oubliés. Pas plus que « Paris-Match » ou « l'Aurore ». On a même pu dépister des dessins du « Canard enchaîné », des critiques de « Cinéma 75 » et... un article de Michel Debré dans « Défense nationale ».

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 17 OCTOBRE

« L'amour des quatre colonels » : le charme et l'humour de Peter Ustinov auteur (20 h 30, T.f. 1).

Au magazine Apostrophes : l'intolérance — avec Casamayor, Pierre Juquin, Eric Losfeld... (21 h 30, A 2).

Le chef-d'œuvre maudit de Tod Browning, « Freaks » : parmi les monstres de fête foraine, le plus vrai et le plus tendre des films fantastiques (22 h 35, A 2).

SAMEDI 18

En rediffusion, « La famille Grossfelder », une dramatique de Jean Lhote (20 h 30, F.r. 3).

DIMANCHE 19

Une émission de Bernard Rothstein très attendue : « Mourir pour Copernic » — la vie à contre-courant du Dominicain Giordano Bruno, jusqu'au bûcher, et la lutte éternelle à mener contre tous les dogmatismes (20 h 30, F.r. 3).

LUNDI 20

Drôle, impertinent, aérien : « La vie de château », de Jean-Pierre Rappeneau (20 h 30, T.f. 1).

La 1ère partie d'un « Cromwell » à grand spectacle avec Richard Harris et Alec Guinness (20 h 30, A 2).

Adapté de Jean Ray, un film fantastique belge de Harry Kummel, « Malpertuis » (20 h 30, F.r. 3).

MARDI 21

La 2e partie du « Cromwell » de Ken Hughes, suivie d'un débat d'historiens (20 h 30, A 2).

Le débat à la mode : la pornographie - avec le Dr Meignant et Régine Deforges, Michel Droit et François Chalais (22 h 15, T.f. 1).

« L'écrivain et la révolution », avec Régis Debray et Jean-Pierre Faye (France-Culture, 20 h 05).

MERCREDI 22

La dernière partie de « Cécile ou la raison des femmes », d'Eliane Victor (20 h 35, T.f. 1).

Spécial Béjart (21 h 15, T.f. 1)

Au Magazine C'est-à-dire : attentat contre Ford ; Bécaud... (21 h 30, A 2).

JEUDI 23

Tribune libre : Défense de la jeunesse scolaire (19 h 40, F.r. 3).

La fameuse « Vieille dame indigne » de René Allio nous revient (20 h 30, F.r. 3).

Un dossier-enquête dirigé par le romancier Georges Arnaud : « L'affaire Portal » (20 h 30, A 2).

« French connection n° 3 », reportage de Jean-Claude Héberlé : le voyage de la drogue (21 h 20, T.f. 1).

Cinéma

*** Jean Renoir : Le petit théâtre.**

Enfin sur grand écran, la dernière œuvre (1969) de Renoir, originellement conçue pour la télévision : 4 sketches dont un au moins (« Le roi d'Yvetot ») est admirable et résume tout Renoir.

*** Louis Malle : Black Moon.**

Telle Alice au pays des Merveilles, une jeune donzelle s'enfonce à la découverte d'un bestiaire fantasmatique. Il faut se laisser bercer par ces images volontairement — et pas toujours originalement — déroutantes plutôt que de jouer au parfait petit psychanalyste.

tion d'alors, et l'intelligentzia n'a plus la foi qui l'animait.

Le poids du passé et le type de pouvoir ont amené les dirigeants de l'U.r.s.s. à juguler « l'intelligentzia » soviétique. La conjonction de la répression, de la conception du rôle de la culture, et des privilèges accordés à une petite partie de l'intelligentzia — la cage dorée — a abouti aux contradictions et aux conflits actuels.

Pour le Pouvoir, le rôle de la culture est simplifié à l'extrême. Elle doit être apologétique, messianique, pédagogique. Apologétique pour magnifier et justifier le présent, messianique pour préparer le bonheur futur, pédagogique pour « tremper l'homme nouveau ». La partie émergée de l'iceberg culturel, ce sont les forts tirages des romans officiels, les bibliothèques, les spoutniks, le réalisme socialiste — un bel exemple de socialisme métaphysique — les Prix Staline puis Lénine et les datchas, le ballet classique, etc.

Le XXe Congrès a rendu à une partie de l'intelligentzia le sens de sa responsabilité civique. Aucun canal institutionnel ne permettant d'exprimer la contestation renaissante, la littérature a servi, plus ou moins, de véhicule. Les Mémoires d'Ilya Ehrenbourg, « La journée d'Ivan Denissovitch », de Soljenitsyne, « l'Ingénieur Bakhirev » et d'autres romans ou nouvelles moins connus ont servi de banc d'essai aux intellectuels afin de se reconnaître et de s'affirmer. Mais ils ont permis au Pouvoir de mesurer le degré de la « contestation ». Trois problèmes fondamentaux étaient posés : le rapport de l'individu avec une société réduite au Parti et à l'Etat, l'information et le rôle de la culture. Malgré les gels et les dégels successifs — ou à cause d'eux — les reprises en main et les compromis, ces trois problèmes ne peuvent plus être escamotés. Et quittant le seul domaine des œuvres littéraires tolérées ou illégales — le « samizdat » — la contestation a gagné d'autres secteurs : les scientifiques.

En 1975, la culture soviétique est ambiguë. Elle est toujours apologétique, messianique, pédagogique. C'est la culture officielle. Mais le Pouvoir permet, pour des motifs d'ordre intérieur et extérieur, à une infime partie de la création souterraine d'apparaître à la surface. La moins « dérangeante », celle qui pose le moins de problèmes. C'est ce que nous prenons, à quelques grandes exceptions près, pour le reflet exact de la production souterraine.

Car le Pouvoir a intérêt à montrer à la gauche occidentale une image dévalorisante de la culture contestatrice — et certains intellectuels soviétiques, prisonniers du système, s'y prêtent — afin d'éviter une solidarité qui, tôt ou tard, se créera. Cette dernière est d'autant plus difficile à naître que les discours de certains « contestataires » ont, à nos oreilles, des sons irritants. C'est que sevrés d'informations et, oh ! paradoxe, arrivant à douter de celles qui leur parviennent, ils ont du monde extérieur une vision irréelle : nous les écoutons un moment, mais nous ne les entendons pas...

Une culture vivante ne se résume pas au nombre de cinémas, de bibliothèques, au volume des tirages des journaux et des livres. Tout cela est important, personne ne le niera. Le capitalisme européen a été capable, lui aussi, de le faire. Mais il n'a pas été capable d'offrir à toutes les couches de la population une culture libératrice.

L'U.r.s.s. non plus. Car les pourcentages d'un budget ne suffisent pas à donner à la culture le rôle qui devrait être le sien. Et une réalité déchirante demeure : 58 ans après l'espoir d'Octobre, la culture officielle continue à véhiculer des valeurs petite-bourgeoises, décalquant la culture qu'ici nous rejetons. A ceux qui parlent d'impatience, on peut répondre que 58 ans, c'est long.

GUY PERRIMOND

Il faut citer le mensuel « Inostrannaïa Literatoura » (« Littératures étrangères »). Une revue d'environ 300 pages, vendue 80 kopecks et tirée à 595 000 exemplaires. Depuis le début de 1975, pour la seule France, le public soviétique a pu y lire des articles sur : Bernard Clavel, Pascal Lainé, René-Victor Pilhes, « Le pain noir » tourné par Serge Moati, Anne Sylvestre, le « Mois Prévert » à Saint-Denis, Brassens, Harris et Sédouy, Jules Supervielle, les Mémoires de Jean Renoir, le Festival d'Avignon, etc. ; bref, sur tout ce qui s'est passé d'important en France dans le domaine culturel.

De même pour la télévision. Les panoramas n'y sont pas rares. J'ai même pu, à Moscou, assister en direct à un moment du « Potemkine » de Robert Hossein qui se jouait au Palais des sports de la Porte de Versailles. A quand les retransmissions par une chaîne française de la dernière création de la Taganka ? Déroutante télévision soviétique ! Un vrai fourre-tout ! En dehors de la chaîne scolaire, elle dispose de trois autres chaînes contradictoires : l'une est diffusée en russe à travers tous les territoires de l'U.r.s.s., l'autre est émise localement dans la langue de la région, la troisième est essentiellement culturelle (à longueur de journée des spectacles, des concerts, des reportages et des débats). Cette dernière, d'une haute tenue, contraste fortement avec la facilité du premier programme : j'ai suivi un dimanche soir une émission de variétés qui tenait à la fois du crochet, de Guy Lux et de Philippe Bouvard, de Pierre Bellemare et de Zappy Max ; j'ai eu droit au tirage de la loterie, aux animateurs ridicules, à des comiques plus mauvais que Thierry Le Luron et, pour couronner le tout, à un « Russe-cancan » à faire frémir de plaisir Sacha Distel et Line Renaud réunis ! Aux trois programmes de radio cohabitent les mêmes contradictions.

Un demi-dollar et une sono

Isolationniste, l'Union soviétique ? Entre 1917 et 1972, 522 écrivains français ont été traduits en russe, 325 américains, 316 anglais, 132 italiens, 500 auteurs d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Imperméable aux civilisations étrangères l'Union soviétique ? Alors, pourquoi y trouve-t-on sans cesse des traces de la vie américaine, des influences allemandes et françaises ? Hier, n'est-ce pas Staline qui osait écrire : « L'élan révolutionnaire russe, allié au sens pratique américain, telle est l'essence du léninisme dans le travail au sein du Parti et de l'appareil d'Etat » (sic) ? Aujourd'hui, les Soviétiques ont adopté les « jeans », les emballages en plastique, les produits surgelés et la pop'. A Moscou, j'ai trouvé la nouvelle pièce d'un demi-dollar à l'effigie de John F. Kennedy : elle ne sera publique à Washington qu'en janvier 1977, elle circule déjà en U.r.s.s. ! Si l'on veut connaître les derniers tubes des radios américaines, il faut aller à Moscou ; ils y arrivent avant d'être programmés à Europe 1 ou R.t.l. Dans chaque restaurant d'Union soviétique, il y a un orchestre. Il est en général constitué d'étudiants qui grossissent ainsi leur bourse universitaire et reçoivent de l'Etat une « sono » et des « amplis » fabriqués en R.d.a. Ces groupes passent leur temps à dénicher et adapter les derniers succès américains. D'un restaurant à l'autre, pas une version ne se ressemble. L'américanisation est partout, même dans les voitures officielles : le mastodonte noir nommé Zil n'est qu'une réplique de la Lincoln chère à Kennedy ou Picasso.

La culture française aussi est là. Avec les mythes de 1789 et de 1871, c'est vrai. Mais aussi avec les expositions, livres et émissions qui lui sont consacrés. Avec l'enseignement du français qui s'étend d'année en année. Avec des best-sellers de l'édition : Zola et Jaurès, en français, annotés en russe, s'arrachent comme des petits pains. Dans la rue, parfois, je me suis arrêté, circonspect : « Restaurant » ou « Postes » étaient écrits devant mes yeux... en français, en plein Moscou. Rien d'étonnant si les films avec Gabin ou de Funès affichent complet.

Mais l'esprit critique, mais la liberté d'expression ? Là encore, il faut quitter les vieux schémas éculés. Certes les visites de camps ou d'hôpitaux psychiatriques ne sont pas « organisées ». Mais il faut se rendre compte que certains des « dissidents » flattés par l'Occident, se promènent en toute liberté, donnent des conférences de presse dans leur appartement, téléphonent tranquillement pour accorder une interview à « l'Express » ou au « Figaro ». Il faut savoir que la dernière censure théâtrale remonte à février 1970 : les représentations de « Attention à vos figures », à la Taganka, avaient alors été interrompues quelques jours à cause du contenu d'une chanson de Vladimir Vissotsky. Depuis, Vissotsky tient les premiers rôles des spectacles de la Taganka, va en tournée dans le monde entier, continue à écrire les chansons et musiques des spectacles mis en scène par Lioubimov. Il a déjà enregistré sept disques et une cassette de lui, enregistrée un jour à Moscou, se retrouve huit jours après en Asie centrale.

Il faut lire « Krokodil », l'équivalent de notre « Canard enchaîné », pour s'apercevoir qu'on y tarabuste les mœurs et les absurdités de la vie quotidienne, qu'on y dénonce les erreurs de certaines entreprises d'Etat. Et, quelques mois après la mise du couteau dans la plaie, la « Pravda » se voit contrainte d'avouer que faute avait bien été commise, mais qu'on l'a réparée depuis... Il faut avoir écouté des discussions d'étudiants pour s'apercevoir que la jeunesse soviétique n'est pas toujours tendre avec les dirigeants du Kremlin. Il faut reconnaître avec Claude Roy (dans le « Nouvel Observateur » du 13 octobre) que la critique de la société soviétique passe même, désormais, par les éditions d'Etat : « Bilan préalable », de Iouri Trifonov publié ces jours par Gallimard et édité très légalement auparavant en U.r.s.s., n'est rien moins qu'un pamphlet acide et vitriolé.

Il faut retenir cette anecdote, anodine apparemment mais lourde de signification : Serioja Soloviov est un jeune cinéaste de moins de 30 ans. Il vient de signer « Cent jours après l'enfance ». Son film raconte l'histoire d'un amour impossible dans un camp de prisonniers. Très officiellement, son œuvre a été mise en compétition au dernier festival de Berlin-Ouest. Futé, au cours d'une conférence de presse, un journaliste occidental lui a demandé : « Votre film ne situe pas géographiquement l'action. Pourriez-vous me citer des pays où cela pourrait se passer ? » Soloviov a simplement répondu : « Mais oui, ça peut se produire dans mon pays. » Eût-il osé répondre aussi directement il y a une vingtaine d'années ?

« J'écris ton nom, liberté », disait Paul Eluard. Sur leurs cahiers d'écolier, tous les enfants soviétiques peuvent écrire ce mot dans leur langue maternelle, qu'ils vivent en Ukraine ou en Géorgie, en Arménie ou en Azerbaïdjan. Ce n'est qu'ensuite qu'ils apprendront le russe, en première langue vivante. La liberté est contagieuse. En U.r.s.s., contrairement à tous les préjugés, elle a des racines neuves mais déjà profondes. Elle ne peut qu'aller en se fortifiant, en s'étendant. Même si d'aucuns, de tous poils, s'en trouvent dérangés. Les « martyrs », monsieur d'Ormesson ? Il y en a peut-être mais ce ne sont pas ceux que vous trouvez au fond de votre encrier.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

LES ENFANTS DE MARQUEZ

« Cent ans de solitude » de Gabriel Garcia Marquez, que Neruda présentait comme le chef-d'œuvre de la littérature sud-américaine, est d'abord un roman social, le récit du drame d'une société, le « Guerre et Paix » de l'Amérique dite Latine, l'Amérique du cul-de-sac, l'Amérique inutile...

Ne serait-ce pas une commodité frisant l'abus de vocabulaire que de parler d'une Amérique latine ? La raison est, à l'origine, évidente : l'indépendance nationale acquise contre l'Espagne et le Portugal dans la première moitié du XIXe siècle n'aurait pas supporté qu'on puisse encore parler d'Amérique espagnole ou portugaise, ni même d'Amérique hispanique, lusitanienne ou ibérique. Il fallut trouver autre chose et par référence à la langue laissée par la puissance coloniale user de la latinité comme un des moyens de définir une partie du nouveau continent.

Procédé d'autant plus douteux qu'il ne s'applique jamais à l'Amérique de langue française — qui évoquerait l'Amérique latine au Québec ? — et qu'au niveau de la culture et de la civilisation, l'Amérique anglo-saxonne ne doit pas moins au passé gréco-latin que l'autre Amérique. « Latins » ou non, les Américains d'aujourd'hui sont dans leur immense majorité des Européens et des Africains. Les premiers propriétaires de la terre américaine ne sont plus en cause et de Boston au Rio de la Plata, ce sont des colons qui ont expulsé d'autres colons plus récents, les fonctionnaires de la « mère-patrie », devenue d'autant plus lointaine qu'elle avait ses propres problèmes dans la chaudière européenne et qu'elle était loin d'envoyer de l'autre côté de l'Atlantique ce qu'elle avait de meilleur. Ce fut vrai pour l'Angleterre comme pour l'Espagne et le Portugal. Et si l'importance du métissage et la générosité de cœur d'un Bolivar imposèrent un vocabulaire sentimental à l'égard de l'Indien, il fallut attendre le XXe siècle pour que les peuples de l'Amérique dite latine commencent réellement à s'interroger sur cette amitié relevant souvent du mythe. Les Chiliens, par exemple, n'eurent aucun scrupule à détruire l'Araucanie et une bonne partie de sa population indigène, à l'époque de la conquête de l'Ouest par les Américains du Nord, et les Brésiliens, de peau blanche comme de peau noire, se livraient encore récemment au plaisir de la chasse aux Brésiliens de peau rouge dans la forêt amazonienne.

L'héritage espagnol

La latinité est donc bien une commodité de langage qui cache de façon abusive une réalité historique d'une autre importance pour comprendre où en est aujourd'hui le continent américain. Au centre de l'Amérique latine, l'héritage espagnol, rejeté en vain. C'est-à-dire l'héritage d'une action, d'une culture et d'une civilisation qui se trouvaient au XIXe siècle en totale décadence. Ce ne sont pas les Etats-Unis d'Amérique du Nord qui empêchèrent au siècle dernier le développement sud-américain : ils avaient assez à faire avec leurs propres difficultés, la conquête de l'Ouest, la Sécession, les guerres indiennes, etc. L'Amérique du Sud disposait d'autant d'atouts que l'Amérique du Nord pour devenir une grande puissance économique, avec un sous-sol riche en matières premières et des terrains fertiles ou fertilisables. En fait, au moment où tout était possible sur le continent américain, entre 1850 et 1900, les populations sud-américaines, parce qu'elles étaient à l'image de la population espagnole, détruisaient elles-mêmes leurs chances de développement et prirent un tel retard sur les voisins nord-américains que ceux-ci purent ensuite aisément les dominer.

Le conservatisme, la soumission à un catholicisme borné, stérilisant et superstitieux, les structures sociales figées, la disparition de l'esprit d'initiative, l'élitisme politique conduisant à l'instabilité et à la violence des coteries antagonistes, la misère physique et intellectuelle et son cortège de révoltes et de répression, tels sont les grands traits du paysage politico-social de l'Amérique du Sud au siècle dernier, traits qu'on retrouve encore aujourd'hui dans le programme d'un Pinochet et traits qui structurent les analyses et les descriptions les plus lucides de la réalité sud-américaine. Il n'y a rien d'autre, du point de vue de l'historien et du sociologue, que ces traits dans le roman de Gabriel Garcia Marquez, « Cent ans de solitude » que Neruda présentait comme le plus grand chef-d'œuvre de la littérature sud-américaine, qui fut un « best seller » et que son auteur, pourtant écrivain prolifique, considère comme la seule de ses œuvres qui coïncidence totalement avec sa vie.

En soi donc, un livre remarquable, qu'on peut aborder de plusieurs horizons, le plus facile étant celui du lyrisme affectueux qui entoure de plus en plus tout ce qui vient d'une Amérique latine complétant dans les cœurs européens les amours espagnoles. Un autre également bien commode, est celui du chef-d'œuvre littéraire, à partir de quoi les considérations sur la maturité de la littérature sud-américaine, sur son pathétique et sur son foisonnement viennent bien naturellement. Je ne nie pas l'intérêt de telles approches, qui sont les moulins de la critique. Reste que « Cent ans de solitude » est d'abord un roman social, le récit du drame d'une société et le constat de son échec définitif, que nous devinons dès le début inévitable. La famille Buendia fonde un village Macombo et pendant cent années ne fera qu'un avec cette terre conquise par la foi des pionniers. Mais les pionniers sud-américains ne laissent pas derrière eux des Salt Lake City ou des Las Vegas. Les terres vierges de l'Amérique du Sud ne s'accompagnaient pas d'une société vierge. José Arcadio Buendia, le fondateur, n'était pas seulement un pionnier en quête de champs à cultiver, mais une sorte d'illuminé poursuivant un rêve un peu fou, aussi insensé en apparence que les conquistadores ou que Don Quichotte. Hélas, l'empire de Montezuma ne dort pas au bout de la route et le fils, Aureliano, n'y trouvera que la vieille société bourgeoise et libérale, ou plus exactement la caricature de cette société, les états sud-américains n'offrant, faute de moyens et de passé, qu'une copie ridicule et cruelle des structures européennes.

l'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

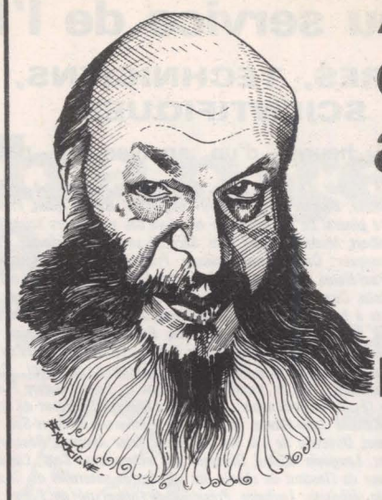
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

A lire cet automne



PAR CLAUDE MANCERON

André Kedros, L'absence à vif, roman, 236 pages, chez Robert Laffont.

L'auteur du Soleil de cuivre, de Même un tigre, de plusieurs autres romans et d'une Histoire de la Résistance grecque (à laquelle il a personnellement participé) est déjà connu d'un vaste public français. Raison de plus pour ne pas manquer l'Absence à vif à cause de la regrettable profusion des romans de la rentrée, entraînée par la course au tiercé des prix.

L'Absence à vif est sans doute le plus beau livre de Kédros. L'écriture haute et noble, le ton à la fois douloureux, lucide et concis imposent une lecture d'un trait. On ne la regrette pas quand on arrive aux dernières lignes : ce récit d'une quête de l'amour et de la survie débouche sur la seule happy end possible en notre temps : la conquête du courage, comme celle d'un graal.

André cherche sa femme, Maja, et sa fille, Sophie, qui ont disparu avant même les premières pages du récit. Mais c'est à travers une apocalypse dont on ne sait s'il s'agit de la fin du monde ou simplement de la continuation du nôtre avec toutes ses plaies envenimées. L'eau potable manque, la terre tremble, des crabes envahissent tout, mais les hommes et les femmes continuent leur train-train médiocre dès qu'ils sont à l'abri quelques instants. Des scènes d'un délire à froid nous montrent la société aux prises avec elle-même, notamment un conseil municipal pétrifié, au cours d'un raz-de-marée, par une invasion de gauchistes en pédalos... Un canular ? Non. Une sorte de réalisme prophétique où le sourire sèche sur nos lèvres : la mort est présente à tous les coins du récit. Et le désespoir.

Mais André ne renonce pas à trouver sa femme et sa fille. Ce roman est la parabole de la marche de l'homme vers le seul sauvetage possible de la catastrophe au ralenti qui pourrait résumer chaque vie : le sauvetage de l'amour et par l'amour. La leçon finale est au niveau de ce grand livre de feu et de tendresse, que l'auteur semble avoir écrit avec son sang.

Nicole Avril : Les remparts d'Adrien, roman, 290 pages, chez Albin Michel.

Nicole Avril m'en voudrait-elle si je dis qu'elle est parvenue, sans le chercher sans doute, à écrire un Grand Meaulnes au féminin et pour notre temps ? « Et Lucile écoutait pour apprendre ce qu'il y a dans l'amour de plus grand que l'amour, pour entrevoir un lieu au-delà de la souffrance » (p. 187). Lucile a été jusqu'au bout de sa poursuite de l'amour, trouvé sur une île qui est déjà plantée hors du temps, dans les bras d'un homme qui bien sûr ne ressemble à aucun homme, si ce n'est qu'il l'abandonne un beau matin sans prévenir, comme le dernier des salauds que nous sommes. Mais Lucile est avant tout capacité d'amour, et ira le retrouver, pour le reperdre aussitôt, jusqu'à l'ashram de Pondichéry, symbole de tout ce qu'un amour vécu sans limites comporte de dépaysement total d'avecque notre vie « d'avant ». La différence. L'absolu. Ayant, comme Alice au pays des merveilles, « passé de l'autre côté du miroir » au moment où la lucidité lui revient avec la solitude, Lucile atteint la plus grande victoire qu'un être humain puisse remporter : elle devient elle-même.

Tout cela écrit dans un style somptueux et chargé d'images, celui d'une poésie sous-jacente à chaque phrase. Nicole Avril est une grande romancière. Nul n'en doutera plus.

Quelle vie intéressante, n'est-ce pas, que celle de cet Aureliano qui en vingt ans, conduira trente deux guerres civiles, échappera des dizaines de fois à la mort — par attentat ou par fusillade autant que par les risques du champ de bataille — et finira par renoncer au combat, trahissant une bonne foi ses amis pour assurer une paix de lassitude qui maintient en place la société et les mœurs politiques qu'il avait souhaité détruire radicalement. La troisième génération découvrira les plaisirs de la paix, la richesse gaspillée, la récupération des habitudes de la classe dirigeante, et, tout aussi vite, le déclin des parvenus. Chaque fois, la vieillesse deviendra l'époque de la solitude, non point par un isolement résultant de l'éclatement ou de la disparition de la cellule familiale, mais par la volonté de chacun des individus concernés qui, après avoir accompli ce qu'il souhaitait accomplir se réfugie dans un désert personnel — la folie, le refus social, l'étude — seule réponse ou seule issue à l'angoisse de l'insatisfaction.

Désert personnel

Roman de l'échec et de l'impuissance, des destinées inachevées et inachevables, des grandes espérances sans lendemain, de l'épuisement de l'homme, non pas devant une nature hostile ou une ambition excessive, mais devant une façon de vivre. Et en quelque sorte, roman à clé, dans la mesure où les aventures individuelles sont la transposition littéraire de l'aventure collective d'un peuple : sa jeunesse passionnée, qui conduit José Arcadio dans les terres vierges, à la recherche de l'océan et d'une certaine image de la vie, reposant sur une confiance joyeuse dans le progrès et dans la technique ; sa maturité, dévorée par des aspirations grandioses tendant à réformer les hommes et les choses, mais déjà atteinte par des appétits en contradiction avec ce à quoi on aspirait ; sa vieillesse, qui passe progressivement de la période de la dignité à celle de la décrépitude.

La course au progrès aboutira à la venue du chemin de fer et des Américains planteurs de bananes. La cruauté de Marquez est justement de ne pas laisser l'Américain, cible traditionnelle et justifiée, en place : lorsque le sol ne pourra plus fournir sa quantité de bananes, ils partiront, laissant derrière eux les villas abandonnées pourrissantes sous la pluie tropicale et une société encore plus démolie, car ce n'est pas leur présence, mais le contenu de leur civilisation qui étouffe l'Amérique latine.

Il restera, après un déluge de pluie qui aura duré plus de quatre ans, le dernier des Buendia, qui « se remit à clouer portes et fenêtres afin de ne se laisser déranger par aucune tentation du monde extérieur »... « car aux lignées condamnées par cent ans de solitude, il n'était pas donné sur terre de seconde chance ». Une Amérique latine est morte, ou doit mourir et ce qui viendra derrière ne pourra pas, ne devra pas ressembler à ce qui était. L'Amérique de l'impasse, du cul-de-sac... L'Amérique inutile ?

Assurant la continuité de ces cent années de solitude, d'admirables personnages de femmes, notamment Ursula, qui vivra justement plus de 100 ans. On peut imaginer au plus profond de l'âme de l'auteur la force acquise de la déesse mère, de cette Marie de Dieu à qui le catholicisme a fait un sort si particulier qu'elle y est devenue le moyen le plus à la portée de l'homme d'entrer en relation avec le mystère divin. On peut aussi y voir la trace de ces femmes esclaves, dépendantes, dominées par le mâle latin, affirmant cependant au-delà des vanités de la condition masculine, la continuité de la race, de l'amour et du quotidien.

Quel souffle ! Quelle densité ! Quelle tendresse ! Un vieux peuple épuisé sur une terre jeune et neuve produit ainsi le meilleur, le plus grand et le plus proche de la condition humaine. L'enfant lisait des histoires « de lampe qui exauce tous les désirs et de tapis volants » et demande à sa grand-mère, Ursula, si tout cela était vrai. Elle lui répond que oui, que Macondo avait connu les gitans porteurs de lampes merveilleuses et de tapis volants. « Ce qu'il y a, soupira-t-elle, c'est que le monde va finissant peu à peu, et ces choses-là n'arrivent plus ». Les peuples ont aussi de ces grands désespoirs.

GEORGES FRAMERIES

Gabriel Garcia Marquez : « Cent ans de solitude ». Roman traduit de l'espagnol par Claude et Carmen Durand. Editions du Seuil.

« science et croissance au service de l'humanité »

INGÉNIEURS, CADRES, TECHNICIENS, TRAVAILLEURS SCIENTIFIQUES

deux dates à retenir, 24 et 25 octobre, pour 36 heures d'un anniversaire pas comme les autres !

*Sous le parrainage de : **Alvergnat Louis,** Vice-président de l'Unaf; **M° Amblard Gaston,** Avocat à la cour d'appel de Paris; **Arquier Pierre,** Ingénieur à la Régie Renault; **Arzano Robert,** Directeur de société; **Attali Jacques,** Professeur d'économie à l'Ecole polytechnique; **Barest Jean,** Ingénieur-conseil; **Barreix Hellen,** Cadre commercial; **Bartoli Henri,** Professeur de sciences économiques; **Bauchard Philippe,** Journaliste; **Bessou Jean,** Inspecteur général honoraire d'Edf; **Biquard Pierre,** Secrétaire général de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques; **Boccara Paul,** Maître assistant en sciences économiques; **Bonacossa Jacques,** Economiste; **Bombard Alain,** Biologiste; **Bouchet Gilbert,** Médecin-conseil à la Sécurité sociale; **Braslavski Pierre,** Architecte Dplg; **Brocard Jacques,** Technicien; **Buhl René,** Secrétaire confédéral de la Cgt; **Caire Guy,** Professeur en sciences économiques; **Camy-Peyret Etienne,** Professeur de l'enseignement secondaire; **Castaing Raymond,** Physicien, professeur à Paris-XI; **Charpiot Raymond,** Capitaine au long cours; **Chombart de Lauwe Paul-Henri,** Professeur à l'Ecole des hautes études, directeur du Centre d'ethnologie sociale; **Clavel Jean,** Ingénieur des Mines; **De Mil Edmond,** Président de « Technique et Démocratie »; **Demos Jean,** Directeur de recherche à l'Inserm; **Destanne de Bernis Gérard,** Professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble; **Dubois Claude,** Chef de division, responsable de la formation permanente à la Ratp; **Dumont Jean-Pierre,** Journaliste; **Jacquelin Baptiste,** Membre de la Commission de l'Association des écrivains scientifiques; **Estier Claude,** Directeur de « l'Unité »; **Fouchet Max-Pol,** Ecrivain; **Frémontier Jacques,** Producteur de télévision; **Frioux Claude,** Président de l'université de Paris-VIII; **Gentil Bruno,** Directeur général du Centre d'études supérieures industrielles (Cesi); **Gerodolle Michel,** Directeur du Centre d'études techniques de l'équipement de Bordeaux; **Goux Christian,** Professeur d'économie à l'université Paris-I; **Gremy F.,** Professeur à la Pitié-Salpêtrière; **Grosvalet Angèle,** Veuve de Jean Grosvalet, Secrétaire de l'Ugict; **Guilbert Madeleine,** Professeur à l'université François-Rabelais; **Herzog Philippe,** Professeur agrégé en sciences économiques; **Professeur Huguenard,** Chef du service réanimation au Samu; **Isabey Pierre,** Technicien supérieur; **Javillier Jean-Claude,** Professeur de droit du travail à l'université de Bordeaux-I; **Jaeglé André,** Ancien élève de l'Ecole polytechnique; **Jozefowicz Marcel,** Président de l'université Paris-XIII; **Jouffroy Jean-Pierre,** plasticien; **Joxe Pierre,** Conseiller référendaire à la Cour des comptes; **Juquel Guy,** Technicien; **Kahane Jean-Pierre,** Président de l'université de Paris-Sud; **Klein Madeleine,** Administrateur à la préfecture de Paris; **Korsakissok Charles,** Directeur des études au Centre Fpa d'Angers; **Krasucki Henri,** Directeur de « la Vie ouvrière »; **Krier Jacques,** Réalisateur de télévision; **Labeyrie Vincent,** Professeur à l'université François-Rabelais, directeur du Centre d'études supérieures de l'aménagement; **Langevin Michel,** Directeur de recherche au Cnrs; **Larrue Gérard,** Directeur en France du bureau du Bit; **Las Vergnas,** Président de l'université Paris-III - Sorbonne nouvelle; **Lederer Edgar,** Directeur de l'Institut de chimie des substances naturelles du Cnrs; **Legay Jean-Marie,** Professeur à l'université de Lyon; **Leroy Roland,** Directeur de « l'Humanité »; **Louis Roger,** Journaliste, producteur de télévision; **Luchaire,** Président de l'université de Paris-I; **Lyon-Caen Arnaud,** Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation; **Magniadas Jean,** Directeur du Centre confédéral d'études économiques et sociales de la Cgt; **Manolakakis Eugène,** Architecte urbaniste; **Maltèse Sauveur,** Vrp; **Mareste Jacqueline,** Secrétaire confédérale de la Cgt; **Marger Pierre-Louis,** Ingénieur; **Marrane Jean,** Secrétaire de la Fédération des officiers et sous-officiers de réserve républicains; **Martin Pierre,** Directeur des Services administratifs Bâtiment et Travaux publics (retraité); **Martinand Claude,** Ingénieur des Ponts et Chaussées; **Mazliak Paul,** Professeur de biologie, université Pierre-et-Marie-Curie Paris-VI; **Metzger Joë,** Ingénieur; **Moncla François,** Ancien capitaine de l'équipe de France de rugby; **Monnet Roland,** Ingénieur; **Monod Martine,** Journaliste; **Mouriaux René,** Attaché de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques; **Moynot Jean-Louis,** Secrétaire confédéral de la Cgt; **Muldworf Bernard,** Médecin des hôpitaux psychiatriques; **Netter François,** Physicien; **Nozeran René,** Professeur à l'université Paris-XI; **Olive Gaston,** Economiste; **Page Gabriel,** Technicien supérieur; **Palmade Guy,** Psycho-sociologue; **Parodi Maurice,** Professeur en sciences économiques; **Paul-Emile Victor,** Directeur des expéditions polaires, président du Groupe Paul-Emile Victor pour la défense de l'homme et de son environnement; **Perrenoud Willy,** Biologiste, Directeur de laboratoire; **Perrin Jean,** Professeur titulaire de biophysique; **Philippot Michel,** Conseiller à l'Institut national de l'audio-visuel; **Pignon Edouard,** Plasticien; **Puaux,** Directeur du Festival d'Avignon; **Rogalski Jeanine,** Chargée de recherche; **Rosier Alfred,** Président de la Confédération des travailleurs intellectuels de France; **Roux Alain,** Maître assistant d'histoire à l'université de Paris-VIII; **Roux Jean,** Membre de l'académie de médecine; **Rouzé Michel,** Membre de la Commission de l'Association des écrivains scientifiques; **Saint Paul,** Directeur du Centre d'études sur la recherche et l'innovation; **Santini Pierre,** Comédien; **Saramito,** Docteur en droit; **Sauvinet Henri,** Ingénieur; **Scat Guy,** Technicien; **Séguy Georges,** Secrétaire général de la Cgt; **Sève Lucien,** Professeur agrégé de philosophie; **Soboul Albert,** Professeur à la Sorbonne; **Sola Jean,** Médecin-chef centre de santé; **Stern Claude-Olivier,** Directeur de la maison de la culture de la Seine-Saint-Denis; **Stora Benjamin-Jean,** Professeur à Hec; **Sullerot Evelyne,** Membre du Conseil économique et social; **Professeur Talbot,** Chef du Service de Formation permanente à l'université Pierre-et-Marie-Curie; **Tazieff Haroun,** Directeur de recherche au Cnrs; **Terrot Noël,** Chercheur (sciences sociales); **Thomas Jean,** Ingénieur; **Tougeron Claude,** Chef de centre Gdf-Edf; **Trigano André,** Directeur d'entreprise; **Vandier,** Ancien élève de l'Ecole polytechnique, président-directeur général de la Macif; **Vasarely,** Plasticien; **Vittez Antoine,** Réalisateur de télévision; **Yanowski Jean,** Producteur d'émissions sur Radio-France et France-Culture; **Zurfluh Jean,** Directeur d'études en publicité.*

INVITATION RSVP

« les 36 heures d'OPTIONS »

Tour Olivier-de-Serres
78, rue Olivier-de-Serres - 75015 Paris

OPTIONS, la revue des Ict, éditée par l'Union gén. des Ingénieurs, Cadres et Techniciens Cgt.

AU PROGRAMME :

● ***Des conférences-débats*** *avec, notamment :*

a) La révolution scientifique et technique, ses implications dans l'activité des Ingénieurs, Cadres, Techniciens *(vendredi 24 de 17 heures à 21 heures) avec la participation de :*

MM. le Pr Burhop, *Président de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques; **Paul-Henri Chombart de Lauwe,** Professeur à l'Ecole des hautes études, Directeur du Centre d'ethnologie sociale; l'Académicien **Ishlinski,** Président du Conseil des sociétés scientifiques et d'engineering; **J.-P. Kahane,** Président de l'université de Paris-Sud (Orsay); le **Pr Hedayat,** Scientifique égyptien; **Medow,** Professeur de mathématiques à l'université de Toronto.*

*Le débat sera animé par **Jean-Baptiste Eggens,** membre de la Commission de l'Association des écrivains scientifiques de France.*

b) Le rôle social des Ict *(samedi 25 de 15 heures à 19 heures) avec la participation de :*

***MM. Clavel,** Ingénieur des Mines; **Nikita Moïseev,** Directeur du Centre de calcul de l'académie des sciences de l'Urss; **Ouahes,** Professeur à l'université d'Alger; **Pentz,** Doyen à l'université de Londres; **Tavel,** Directeur adjoint au Centre de Genève à l'Institut Battelle; **Sève,** Agrégé de philosophie.*

*Le débat sera animé par **Jean Yanowski,** Producteur à France-Culture de l'émission : « Les cadres responsables de notre temps ».*

c) Les liaisons entre les luttes sociales et le développement de l'automation dans l'industrie de l'automobile *(vendredi 24 de 21 h 30 à 23 heures). Confrontation et échange de point de vue entre syndicalistes et spécialistes français (Renault) et italiens (Fiat), animés par J.-P. Dumont, du journal « Le Monde ».*

● ***Une exposition*** *illustrant quelques aspects essentiels des recherches, découvertes et techniques scientifiques.*

● ***Une cité du livre scientifique et technique*** *avec la présence d'auteurs scientifiques.*

● ***Une animation artistique et culturelle.***

● ***Un bar-restaurant*** *ouvert en permanence.*

A l'issue de la réception de clôture du samedi à 19 h, allocutions de :

* ***Georges Séguy,*** *secrétaire général de la Cgt.*

* ***René Le Guen,*** *secrétaire général de l'Ugict.*

CARTE D'INVITATION

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

A retourner à OPTIONS
57, avenue d'Italie - 75013 Paris

Les 500 premières cartes retournées bénéficieront d'un abonnement gratuit de 3 mois à la revue.

changer la vie culturelle

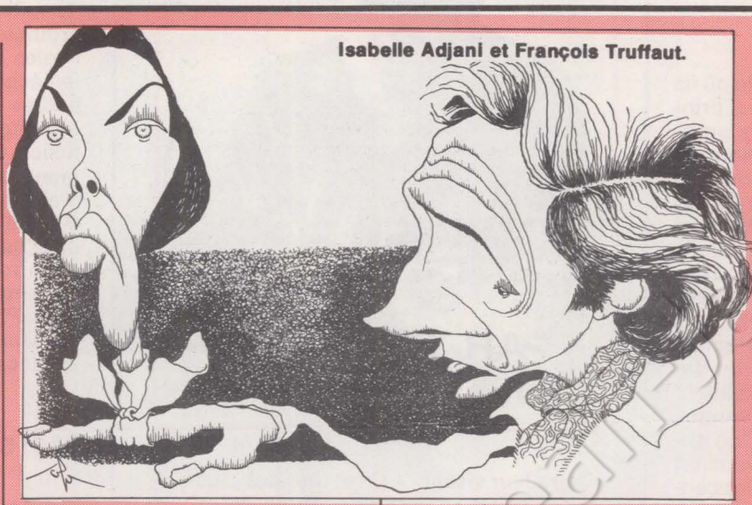
Cinéma
TRUFFAUT BRULE-T-IL ?

Il y a mille façons pour un être humain de se sentir ignoré, nié même. L'une d'elles, c'est d'avoir pour père un génie écrasant nommé Victor Hugo et n'être soi-même que « l'autre » fille, celle pour qui il n'a pas écrit « A Villequier ». Alors, quand cette Cendrillon tombe amoureuse, sans être payée de retour, c'est le début d'un voyage vers la folie : celui que raconte François Truffaut dans « L'histoire d'Adèle H ». Sans transition après son hymne à la joie de « La nuit américaine » : Truffaut, pas plus que Jean-Luc Godard et Louis Malle — avec des bonheurs divers — ne se laisse décidément pas aller à la redite...

« Adèle H » c'est, dit Truffaut, « une histoire d'amour à un seul personnage », tant l'objet de cet amour — le petit lieutenant arriviste — finit par compter peu. Peu et bientôt plus du tout : « Adèle H » est l'étude d'une idée fixe, d'une monomanie tragique, accentuée par l'isolement et l'exil, qui tourne tout doucement à la démence.

Ce qu'on sait de Truffaut, c'est qu'il adore la violence des passions, mais que, chez le cinéaste, la tendresse finit toujours par l'emporter sur la fureur. Eternel Antoine Doinel plein de révoltes et de fièvres, qui, finalement, resteront endeça d'un sourire et d'un geste indécis. Eternel Truffaut avide de flammes, d'orages, de poisons, d'agonies, de déraison, mais tout de suite pudiquement recroquevillé (« Jules et Jim », « La sirène du Mississipi », « Deux Anglaises ») derrière le bouclier de l'adaptation littéraire ou de la situation historique. Faut-il alors qu'il parle des noirs mystères de la folie ? Ici, Isabelle Adjani flambe, mais Truffaut brûle-t-il ? Son talent, la beauté de son film ne sont pas en cause. Mais ne faut-il pas forcément être Welles pour parler de Kane et Werner Herzog pour parler d'Aguirre ?

S.R.



Isabelle Adjani et François Truffaut.

ACTION EN ACTION

Un coup de chapeau, pour leur 10e anniversaire, aux salles Action : du bon travail d'animation de quartier (Lafayette, République), d'information des spectateurs (par fiches), d'« édition » — par exemple, bientôt, deux Andy Warhol inédits et « Milestones » (l'Amérique contemporaine vue par Robert Kramer), très remarqué à Cannes.

Pour l'instant, l'un des studios Action (l'Action-Christine) présente, jusqu'à mardi, une sélection des Rencontres de Toulon. On verra notamment ce vendredi « Le dernier été » (Bulgarie) et « Anniversaire », tourné dans l'Alentejo portugais le jour des élections du 25 avril dernier ; samedi, « M. Balboss », de Jean Marbœuf ; dimanche, « Les épouses » (Norvège) et « A alma no olho », étude sur la race noire (Brésil) ; lundi, « Le temps du commencement » (Italie) ; mardi, « Le Nosferat » (Belgique) et « L'aube d'un crépuscule » (Cameroun).

Festival
JAZZ A MASSY

La municipalité d'union de la gauche de Massy et plusieurs organisations culturelles locales ont décidé de s'associer avec le « Paris Jazz Action Music » pour organiser, à Massy, le 1er Festival indépendant de jazz, du 22 au 26 octobre. Initiative originale. A double titre. D'abord parce que la programmation en a été établie en dehors des circuits commerciaux habituels ; la seule logistique artistique et financière étant une collectivité, la ville de Massy. Ensuite parce que, à quelques expressions près, l'accent ne sera pas mis sur les vedettes mais sur les formes d'expression libres et actuelles du jazz, sur la présentation des groupes français et étrangers. Enfin, et surtout, les manifestations s'éparpilleront en animations sur différents points de la ville : quartiers, établissements publics, entreprises. Citons, parmi les différents groupes ou solistes qui participeront à ces interventions : Georges Arvanitas, Dexter Gordon, Max Roach, etc.

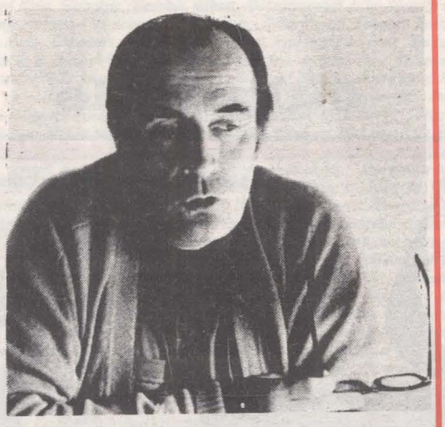
Edition
DES RISQUES PERMANENTS

Les éditeurs courageux se comptent sur les doigts d'une main... amputée de quelques phalanges. François Maspero en sait quelque chose. Pierre-Jean Oswald aussi. Il a commencé à travailler pendant la guerre d'Algérie, en éditant les poètes du Maghreb. Contre vents et marées, contre les pires difficultés économiques, en organisant lui-même son circuit de diffusion, en rassemblant toutes les bonnes volontés, en créant des réseaux parallèles, Pierre-Jean Oswald continue. Dans un secteur abandonné, parce que peu rentable, par les grosses maisons d'édition : le théâtre et la poésie. Pas n'importe quel théâtre, pas n'importe quelle poésie. Celle-là qu'on peut dire « engagée », celui-là qu'on peut étiqueter « militant ». Vite dit. Classification facile. Oswald édite en vérité tout ce dont personne ne veut, tout ce qui dérange, tout ce qui est — pour l'instant — minoritaire.

Alors, éditeur de gauche ? Oui, mais sans exclusive et sans sectarisme. Le titre de ses collections en témoigne : « Théâtre en France », « Théâtre hors la France », « La poésie des pays socialistes », « La poésie des pays scandinaves », « La poésie des pays ibéro-américains», « La poésie des pays arabes », « Poésie d'Oc » ; et plus récemment : « Poésie-prose africaines » et « Romans bretons ». Il y a aussi les séries aux titres fulgurants : : « La source de la liberté ou la solution intégrale », « Les justes », « J'exige la parole » et « L'aube dissout les monstres ». Tout un programme, tous les espoirs du monde. Au début de l'année 1975, Oswald avait fait paraître sept livres de poètes bretons, sans lui restés inconnus ou méconnus : Yovenn Coic, Yvon Le Men, Paol Yann Kermarc'heg, Padrig Moazon, Kristian Keginer, Yann-Ber Piriou et Paol Keineg. Il vient de publier un nouveau recueil d'Yvon Le Men (« En espoir de cause ») et huit pièces de théâtre — non des moindres. Il y a d'abord les quatre derniers textes de l'Avignonnais André Benedetto : « Pourquoi et comment on a fait un assassin de Gaston D. », « Géronimo », « Esclarmonda » et « Aïe ! les lunes de Fos ». Ainsi que la dernière pièce du Teatre de la Carriera, théâtre populaire occitan : « La pastorale de Fos ». Du Théâtre de l'Olivier d'Aix-en-Provence, autre troupe occitane : « Village à vendre ». De Guy Vassal : « La guerre des demoiselles », créée au cours de l'été 1975, lors des festivals de Carcassonne, Albi et Aigues-Mortes. A cette suite occitane, il a ajouté « Noëlle de joie » de Jacques Kraemer, pièce qui a valu au Théâtre populaire de Lorraine de perdre ses subventions.

Ces livres le prouvent : pour Oswald, éditer signifie prendre des risques permanents. Il faut acheter ses livres pour l'aider. Il faut lire ses livres parce qu'ils sont partie intégrante du combat politique actuel. Il faut lui commander (Editions P.J. Oswald, 7, rue de l'Ecole polytechnique, 7505 Paris). Ou les acheter à des associations sans but lucratif qui vous feront bénéficier d'une importante remise, tel le Club socialiste du livre.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mardi 14 octobre

Je discutais l'autre jour à la table où ils m'avaient convié avec trois des principaux dirigeants d'une de nos grandes entreprises nationales. Nous parlions de ce que j'appelais le démantèlement du Commissariat à l'énergie atomique et exprimais mon inquiétude devant la privatisation progressive de la production nucléaire. Depuis quelque temps, en effet, le gouvernement détache du Commissariat des filiales dites de production qui s'insèrent dans le tissu industriel environnant, entièrement capitaliste, et s'y intègrent. Ne reste du domaine public que la recherche fondamentale, ce qui signifie, selon une vieille recette, que l'on socialise les coûts tandis qu'on privatise les profits. La gravité de ce transfert apparaît quand on sait que les actuelles centrales nucléaires sont installées et outillées par le groupe Framatome, récemment constitué par l'association d'une filiale du C.e.a. avec deux fabricants étrangers de chaudières — Creusot-Loire, que préside le baron belge Empain, et Westinghouse, l'une des plus puissantes multinationales de capital américain — et que le surrégénérateur, à l'origine de la seconde génération des centrales et dont le Commissariat à l'énergie atomique a, le premier au monde, mis au point la technique (autour du prototype Phenix), sera également exploité par des intérêts privés.

Serait-on tenté de s'en consoler à la pensée qu'il s'agit là d'intérêts français, il suffirait de se reporter à la liste des sociétés invitées à participer au groupe en question — la C.g.e., reliée à la General Electric, la C.e.m. à majorité suisse (Brown et Boveri) et à minorité américaine (Wittaker), Babcok, de la famille anglaise Wilcox, et encore Creusot-Loire — pour se convaincre que leurs liens de dépendance de plus en plus étroits avec le capitalisme à dominante américaine ne nous laissent aucune chance de disposer sous peu d'années d'une industrie nationale de l'atome. Je m'interroge à ce propos sur ce que Westinghouse a reçu en échange des 30 % de parts de Framatome qu'elle a cédées à la filiale du C.e.a. Ne souhaite-t-elle pas avant toute chose obtenir les informations techniques qui lui manquent pour étendre au surrégénérateur la suprématie qu'elle exerce déjà sur les centrales de la première génération ?

Je remarquais cependant que mes arguments n'ébranlaient guère l'opinion de mes interlocuteurs, visiblement peu assurés de la capacité du C.e.a. à acquérir le sens des affaires et qui avouaient préférer, à l'instar du gouvernement, s'en remettre pour le moment à l'initiative privée. Comme je ne pouvais douter ni de leur compétence ni de leur attachement à la chose publique, je les aurais quittés dans l'embarras si je ne leur avais demandé pour finir ce qu'ils pensaient de leur propre entreprise. Un orgueil légitime éclaira leur visage. « C'est une des plus belles réussites d'Europe », dirent-ils d'une seule voix. Je profitai de l'avantage qu'ils me donnaient pour m'étonner de cette contradiction et de ce que la France, qui avait si heureusement dominé les problèmes posés par la nationalisation de Renault, des chemins de fer ou du gaz et de l'électricité, fût à l'avance éliminée, dans leur esprit, de la compétition nucléaire. Ils me répliquèrent qu'il n'y avait pas, en effet, de différence de nature entre l'une ou l'autre de ces productions ; mais que le surrégénérateur représentait de tels investissements, plus de 5 milliards, qu'ils dépassaient la mesure d'un pays comme le nôtre. Ce chiffre avait de quoi m'impressionner, mais pas assez pour me persuader que la seule issue qui nous était offerte fût de larguer les œuvres vives de l'industrie française au grand large atlantique. Ils en convinrent de bonne grâce et nous eûmes peu de peine à conclure du même mouvement que d'autres directions eussent été préférables, notamment celle qui aurait permis de développer la structure industrielle de l'atome dans le cadre d'une société strictement nationale. « Cela n'aurait pas résolu pour autant l'inconnue financière », eurent-ils l'honnêteté d'ajouter. « Sans doute, leur concédai-je, mais c'est alors qu'on aurait vu plus clair dans le jeu gouvernemental : l'Europe ou l'Amérique ? » Nous nous séparâmes là-dessus.

J'ai déjà relevé lors d'interventions à l'Assemblée nationale, ce printemps, et par de nombreux articles que le choix américain était une constante de notre politique, non seulement à l'encontre du choix français, mais aussi au détriment du choix européen. On se souvient de la bataille — perdue faute de majorité parlementaire — que nous avons menée en mai contre la livraison de l'informatique nationale à la société Honeywell. Cinq mois plus tard, rien ne nous garantit que la gamme française d'ordinateurs produits par la C.i.i. ne sera pas abandonnée et le sort de nos équipes de conception et de maintenance paraît encore très incertain. La même menace pèse sur la péri-informatique (terminaux, organes d'entrée-sortie, mini-ordinateurs) actuellement répartie entre les filiales de Thomson-C.s.f., de la C.g.e., Télémécanique et une dizaine d'entreprises petites ou moyennes. Pour équilibrer les avantages consentis à la C.g.e. lors de la fusion C.i.i. - Honeywell Bull, le gouvernement voulait faire de Thomson le chef de file. Mais Thomson exige, en contrepartie, 500 à 600 millions pour assumer ce rôle et reprendre l'usine de Toulouse. Du coup, M. d'Ornano songe à nouveau à la C.g.e.. Et pendant ce temps l'accord Unidata, conclu en 1973 entre Philips, Siemens et la C.i.i., se déchire, laissant tomber à terre les lambeaux de l'espérance européenne.

Mercredi 15 octobre

Bertrand Motte, vous connaissez ? Il préside le Centre national des indépendants, cette queue triste de quelque chose qui fut naguère la grande pensée du bon petit M. Pinay. Député de la droite modérée dans les années 60, ce Bertrand Motte, dont des socialistes amis me disaient du bien, poli, gentil, disert, propret, mais que je n'avais pas l'agrément de connaître, s'était signalé à mon attention, lors de la dernière campagne présidentielle, par une lettre où il m'accusait, sur le ton de la douleur noble et violente, d'attiser les mauvais instincts des Français en dénonçant comme je le faisais les pratiques des conseils d'administration. Monté sur sa barricade, mon correspondant m'annonçait les pires châtiments. J'étais l'ennemi de la France puisque je m'en prenais aux jetons de présence.

Je n'avais pas jugé bon de répondre, ce que je me reproche aujourd'hui, de peur d'aggraver mon cas. Mais voilà que le même personnage réapparaît à la surface au moyen d'un « Libre propos » recueilli par « le Monde ». Redoutable penseur, à la dimension de M. Poniatowski, M. Motte a découvert la pierre philosophale : la violence, la délinquance, le crime, c'est tout simple, sont filles et fils de la lutte des classes. Selon la génétique mottienne (ou motarde, la sémantique hésite encore), le vrai coupable n'est pas celui qu'on pense, ravisseur d'enfant, assassin, perceur de coffre-fort, ni la société qui le forme, mais les tenants et les inspirateurs de la lutte des classes, et pour tout simplifier Georges Marchais, Robert Fabre et moi-même. Que le bras séculier cesse de s'égarer ! A nous la mort ou la détention perpétuelle !

Laissons là ces sottises. Faut-il expliquer à M. Bertrand Motte que pour nous la lutte des classes a pour fin de détruire l'exploitation de l'homme par l'homme, cette violence qui commande, qui engendre les autres ? Et que notre morale prend sa source dans l'éternel combat des opprimés pour la justice ? Il me semblait que croire en Dieu, c'était peut-être aussi cela.